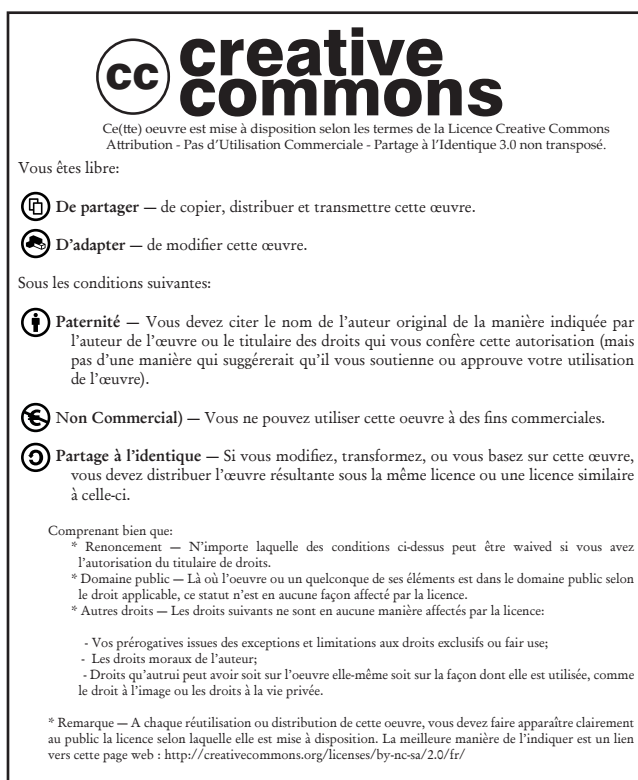


# **Crise et révolution en Europe**

## **People of Europe, rise up!**

**Observatorio Metropolitano**



**Édition originelle** *Crisis y revolución en Europa, Traficantes de Sueños, 2011*

**Traducteurs:** Gilberto Ortega, Josephine Coll, Valerie Marie, Verónica Bouzas, Diane Lara, Sagra Correas et Erwan Conan.

**Éditeur:** Gilberto Ortega.

**Mise en page:** Taller de diseño Traficantes de Sueños.

**L'Observatoire Métropolitain de Madrid** ([www.observatoriometropolitano.org](http://www.observatoriometropolitano.org)) est une collectivité hybride de recherche et d'intervention politique composée d'activistes et de professionnels de différents horizons. Son objet principal est de proposer des synthèses critiques des lignes principales de transformation des métropoles contemporaines. Parmi les principales publications il est utile de mentionner: *Madrid ¿la suma de todos? Globalización, territorio, desigualdad* (Madrid, Traficantes de Sueños, 2007) et *Fin de ciclo. Financiación, territorio y sociedad de propietarios en la onda larga del capitalismo hispano* (Madrid, Traficantes de Sueños, 2010).

# **Crise et révolution en Europe**

## **People of Europe, rise up!**

**Observatorio Metropolitano**

*Traduit de l'espagnol par Gilberto Ortega,  
Josephine Coll, Valerie Marie, Verónica Bouzas,  
Diane Lara, Sagra Correas et Erwan Conan.*

*Édité par Gilberto Ortega*

# Sommaire

<b>Préface</b>	<b>5</b>
<b>I. Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie</b>	<b>8</b>
1.1 La gestion des finances	9
1.2 La crise de la dette souveraine européenne	17
1.3 Le piège financier européen	24
1.4 La liquidation de l'Etat social y la crise du projet européen	30
1.5. Territoires en crise	35
<b>II. Un spectre parcourt l'Europe</b>	<b>41</b>
2.1. Résistances à la décomposition sociale: jeunes, déclassés, banlieues	42
2.2 Face et contre le démantèlement du secteur public	46
2.3 La révolution qui a débuté au Cercle Polaire	52
2.4 Le premier soulèvement européen	57
2.5 Le printemps arabe	62
2.6. Le mouvement des places européennes	67
<b>III. Quelques notes pour une révolution européenne</b>	<b>76</b>

# Préface

Sur les places européennes il n’y a pas aujourd’hui un cri s’écoutant plus fort que: «La crise, c’est une escroquerie», ou alors «Nous ne paierons pas la crise». Ainsi se sont exprimés les indignés grecs, le 15 Mai des places espagnoles, les grévistes de France en 2010, et par d’autres échos, les révolutions des pays de l’autre côté de la Méditerranée.

Depuis que la crise est officiellement ouverte, l’avalanche de réformes et de coupes sombres sociales ne semble pas avoir conduit vers la courbe espérée d’une récupération. Bien au contraire, l’obstination envers des politiques d’austérité, les privilèges des élites financières, et surtout, les attaques à la dette souveraine d’un nombre de plus en plus important d’états ont amené l’Union Européenne à annoncer une nouvelle récession. Et devant un horizon de plus en plus sombre, à se trouver devant une pente de régression et de dégénération politique menaçant de tout emporter, projet européen et monnaie unique y compris.

C’est bien l’avenir du continent qui semble de ce fait être en jeu. Nous avons d’un côté, le fait d’insister toujours sur une seule et même chose: la politique en faveur des créanciers —les grands agents financiers du continent— qui ont parié de toutes leurs forces sur le profit basé sur le crédit peu onéreux et la spéculation financière. Il s’agit des mêmes agents qui aujourd’hui voient leurs positions menacées par une crise qu’ils ont eux-mêmes provoquée et de laquelle ils ne sortiront indemnes que sous peine d’imposer aux populations européennes une longue période de galères et d’esclavage pour dettes. Et de l’autre, nous sommes devant le fait d’une émergence du mouvement européen, offrant la possibilité de réinventer la démocratie et de transformer le recul politique et social en un projet d’un tout autre type.

Ce qui sert à alimenter la polémique dans ce conflit, comme il est aisé de le constater, c’est la propre définition du concept de la richesse. D’une part, nous avons de nouveau ceux qui n’envisagent la richesse qu’en termes de leur expression formelle —monnaie, propriété ou titre financier— et dont les propriétaires peuvent et doivent interchanger en toute sécurité et sous toutes garanties, sans autre obstacle que le droit légitime à faire ce que bon leur semble. D’autre part, ceux qui, face à cette énorme richesse financière, ne peuvent identifier le produit social largement spolié que sous forme de crédits immobiliers, crédits à la

consommation, assaut de la dette publique, commercialisation et privatisation des retraites, de l'éducation, de la santé etc...

Que faire alors face à une conjoncture se mesurant à une échelle aussi gigantesque et insaisissable qu'est l'Europe ? Sans nul doute suivre le mouvement, essayer de lui trouver des raisons, appuyer ses défis stratégiques, aider à projeter sa dimension européenne. C'est dans cet esprit, que le livre présent veut être un manifeste, une proclamation, un outil non seulement d'analyse, mais aussi d'agitation, de révolte, de révolution.

Toutefois, parler de «révolution» face à ce qui se passe aujourd'hui en Europe ne semble-t-il pas avoir une résonance quelque peu anachronique et hors de propos? En quoi ressemble ce qui se passe aujourd'hui en Europe par rapport à la France de 1789 ou à la Russie de 1917? Certainement à peu de chose ou même à rien du tout. Il y a toutefois quelque chose de ressemblant: le profond divorce entre les majorités sociales et leurs gouvernants, entre la vie courante et les institutions représentatives, entre le corps social et les grandes aménagements économiques qui invariablement prescrivent le privilège financier. Ne serait-ce que pour cela, le mot révolution devient légitime et retrouve ses vieux échos, jusqu'au point de devenir la voix de ceux qui composent déjà le mouvement européen. De la sorte, si à la Puerta del Sol ou sur la place Syntagma l'on dit «nous sommes une révolution» c'est en premier lieu, parce que celle-ci est un passage «obligatoire» du fait des circonstances; parce que l'on sait qu'il n'existe aucun endroit, aucun point, aucun levier dans les institutions publiques pouvant servir au changement. Ce changement en question qui devrait mettre un terme à la prédation financière, promouvoir la rationalisation ordonnée de la distribution de la richesse et articuler l'institutionnalisation d'une démocratie plus crédible et légitime, quand bien même ne serait-ce qu'en renforçant, loin du caractère suicide actuel, les mêmes aménagements sociaux et économiques que constituent l'Europe d'aujourd'hui.

En résumé, le mouvement parle de révolution, et se proclame «révolution démocratique», dans la mesure où il n'existe pas de démocratie nous servant de miroir et où nous pourrions nous reconnaître, et que celle-ci ne pourra s'exercer qu'en marge du système des partis, des élections représentatives et des institutions européennes. C'est ainsi que le premier enseignement se dégage de sa propre constitution, c'est à dire à renoncer à toute position d'attente, d'espérance et de responsabilité par rapport à la classe politique et aux élites économiques. Ce que ces années devraient nous laisser moyennement clair, c'est que s'il n'y a pas eu d'autre «solution» que la crise, si ce n'est l'effondrement continu de celle-ci, prescrit par le capital argent, c'est que les élites politiques ont été elles-mêmes prisonnières de la même idéologie et des mêmes intérêts nous ayant amené à la crise. Lorsqu'aujourd'hui en Europe, l'ordre est donné de «sauver les banques envers et contre les populations» cela prescrit également que l'unique porte de sortie possible passe par la privatisation des services publiques, une plus grande précarité dans le travail, la condamnation permanente au chômage des populations «superflues» —toujours les plus fragiles, et aux ressources les plus minimales— et une paupérisation des masses que le continent n'avait pas connu depuis le temps de l'après-guerre de 1945.

La paradoxe, dans cette situation, c'est que si l'on admet que l'espace de responsabilité de confiance des élites européennes n'existe pas, que celles-ci ne disposent d'aucune autonomie face au capital financier, il n'y a pas lieu non plus d'avoir peur. En effet, si l'on admet que la crise est dirigée politiquement, et que la gestion de celle-ci n'a pour seule souci que de préserver les privilèges de quelques uns, seule l'indignation apparaît comme un élément utile et seule la politique, récupérée par tout un chacun, apparaît alors comme une pratique efficace. C'est cela même que semble avoir découvert le mouvement européen et ce que le présent texte veut apporter.

\* \* \*

Le présent manifeste a été conçu par la collectivité recherche et militantisme, Observatorio Metropolitano, dans le cadre du développement du mouvement du 15 Mai. Son contexte, obligatoirement «espagnol», et plus particulièrement madrilène, n'enlève en rien que la vocation de ce texte soit européenne et que son horizon et son propos puissent se mesurer à tout instant au-delà des cadres d'état ou «nationaux» toujours étroits. C'est dans cet esprit, que nous souhaitons et espérons que ce matériau (ainsi que d'autres du même ordre) puisse être traduit et publié dans d'autres langues européennes.

Le texte présent omet les renvois et les sources dont proviennent la plupart des affirmations et qui auraient augmenté inévitablement le nombre de pages. En vue d'un travail plus exhaustif sur les arguments ici développé il convient de se reporter aux travaux de l'Observatorio Metropolitano sur le site: [www.observatoriometropolitano.org](http://www.observatoriometropolitano.org).

# I. Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie

Pourquoi la crise devrait être un problème? Pourquoi, dans des sociétés qui sont deux fois plus riches qu'il y a 30 ans, on nous dit qu'il «n'y a pas» d'argent permettant de maintenir les droits sociaux, et qu'en même temps on nous présente l'accès à un revenu digne pour tous comme une revendication impossible? Nous sommes-là devant des questions d'une vérité évidente, qui toutefois ont été purgées et rejetées du discours courant dans les médias.

La crise, dès le début, a été une gigantesque escroquerie. Aucun des programmes appelés programmes de rajustement imposés lors de ces quatre dernières années n'a de justification quant à la nature présumée des affaires économiques. Toutes et chacune des mesures qui sont appliquées en ce moment, et que l'on va vouloir appliquer lors des années à venir —assouplissement et précarité des marchés du travail, réduction du droit à une retraite digne, privatisations— ne sont pas dirigées à sauver une situation économique qui a déjà laissé plus de 30 millions d'européens sans accès à un revenu régulier, mais plutôt à renforcer les intérêts des élites financières du continent. C'est-là que l'intuition des mouvements européens est tout à fait de circonstance. «Ils sont entrain de nous voler», de même que la volonté de ne pas céder au chantage, «Nous ne paierons pas la crise». Toutefois, afin de comprendre de façon plus approfondie comment et pourquoi les élites économiques et la classe politique européenne gèrent la crise de cette manière, et surtout, à l'heure de reconnaître certaines questions que cette situation lance aux mouvements européens —et qui certainement ne passe plus maintenant par aucune des solutions conventionnelles de la gauche: emploi, changement du modèle de production, rationalisation financière, etc...—, il convient alors d'analyser, au moins, trois grands problèmes: 1) la forme actuelle du capitalisme n'a que peu ou rien à voir avec les vieux modèles basés sur la production — de biens et services— dont se servent aujourd'hui encore les économistes: notre époque est celle de la financiarisation et de la souveraineté du bénéficiaire financier. 2) La phase actuelle de la crise, crise de la dette souveraine, qui achemine certains pays européens à la banqueroute, est un résultat totalement arbitraire, découlant de politiques monétaires et d'une architecture institutionnelle qui ne fonctionne



qu'au profit des grands agents financiers du continent. 3) Cette crise met en jeu tous les équilibres sociaux, politiques et économiques de l'Union européenne. Nous sommes, en effet, entrain d'assister à l'attaque la plus foudroyante contre l'Etat «social» que nous n'ayons jamais connu; et ce qui est encore plus alarmant, à la menace, chaque fois plus réelle, d'une régression suicide possible du projet européen.

## 1.1 La gestion des finances

Notre époque est marquée par un déséquilibre gigantesque. Ce déséquilibre est tributaire de la contradiction existant entre l'énorme richesse accumulée, inscrite en titres financiers, et la direction et gestion de cette richesse contre et face à la possibilité d'une distribution sociale plus équitable et plus durable.<sup>1</sup> Si d'un côté, on calcule que la valeur des biens et services produits sur l'ensemble de la planète (ce que l'on appelle le produit intérieur brut mondial) est de 60 milliards de dollars, on estime, par ailleurs, que les marchés financiers englobent une quantité 4 à 7 fois plus importante, soit de 240 à 400 milliards de dollars. Ce qui revient à dire que pour chaque dollar d'un bien ou d'un service produit sur une année, il existe au moins 4 autres dollars capables de l'acheter.

Ce qui en principe ne devrait pas être un problème, tout du moins si une partie significative de cet argent se vouait à des investissements sociaux, économiques ou environnementaux. De toute évidence, de tels volumes de richesse financière pourrait avoir une infinité d'applications utiles si ils étaient soumis à un minimum de contrôles démocratiques. L'accès à l'éducation et à la santé pour tous les habitants de la planète, l'éradication de la faim dans les pays les plus pauvres ou la mise en œuvre de mesures de reconversion énergétique afin de stopper la marche silencieuse et criminelle du réchauffement global, ne supposerait qu'une part infiniment petite de la richesse financière mondiale. Il a été calculé que l'ensemble de ces programmes ne consommerait que 2 ou 3 pour cent de la richesse financière mondiale.

Nous sommes loin, toutefois, d'un scénario qui aille dans ce sens, la richesse financière étant plutôt devenue une fin en soi. Sur le plan capital financier et surtout en ce qui concerne les propriétaires et gestionnaires de celui-ci, la seule chose qui importe est la recherche du rendement le plus élevé possible, et dans les délais les plus courts qui soient. En synthèse, on peut dire que le capitalisme actuel, notre capitalisme, ne se base plus sur des modes d'obtention d'un bénéfice qui passe nécessairement et obligatoirement par une production de biens et services, sinon plutôt par l'achat et la vente d'actifs financiers —tels qu'actions, bons

---

<sup>1</sup> Il s'agit là du problème central de notre époque. Dans la mesure où la richesse financière s'est convertie progressivement en mesure absolue de la richesse tout court, l'on perd la trace de ce qu'en dernière instance dénomme et représente l'argent, ou à défaut les titres financiers. C'est à dire: les actifs naturels privatisés, la spoliation naturelle de la planète qui n'est jamais comprise dans les prix, l'extraction de revenus sur le travail vif et la coopération sociale au moyen de la prolifération des prêts et des provisions financiarisées (tels que crédits immobiliers, fonds de pensions privés), etc... De là que la richesse financière et en général ce que l'on appelle ci-après financiarisation est aussi bien une forme d'«expression» comptable de la richesse sociale générale, qu'une façon de la gérer et de la spolier.

de dette, titres de propriété, options sur le futur, etc.— qui peuvent être échangés aux fins d'obtention d'une rentabilité à court terme, voire à très court terme, sans qu'il y est besoin de passer par une production quelconque.

Cette transformation économique est d'une telle ampleur que depuis deux décennies les bénéfices financiers sont d'ores et déjà, dans les principales économies occidentales, plus grands que toutes les autres formes de bénéfice réunies —c'est-à-dire, toutes celles comprenant la production et l'échange des biens et services ainsi que l'extraction des ressources naturelles. Les conséquences sont incroyables et de fait, au jour d'aujourd'hui, impossible de mesurer. Nous sommes en face de trois changements significatifs, au moins, et qui méritent la peine d'être discutés.

En premier lieu, lorsque la plus grande partie des bénéfices tendent à coïncider avec une modalité quelconque de revenu financier (ou immobilier), le bénéfice du capitaliste perd toute cette vieille justification qui se dégageait de la vénération respectueuse de son travail: coordination et organisation de la production. En conséquence, et en second lieu, face au nouveau cadre issu des finances, l'image du capitaliste tend à se confondre plutôt à une image de rentier qu'à celle de chef d'entreprise. Rien de tout cela ne nous est caché. Dans le jargon financier et dans les médias, le capitaliste prototype est connu sous le nom «d'investisseur». La seule différence substantielle par rapport au rentier classique, gérant de façon passive la location ou la vente d'une propriété (en principe propriété immobilière), réside, sans doute, dans le fait que l'investisseur gère de façon active, toujours à la recherche des placements les plus rentables pour «son» capital, ce qu'il obtient grâce à une adaptation rapide et souple des possibilités de revalorisation. En troisième lieu, le capitalisme financier, dans la mesure où il devient de plus en plus indépendant par rapport à la production réelle de richesse, devient le parasite des formes réelles de production. Nombreux sont les exemples qui nous sont donnés dans bien des conflits économiques actuels : citons le cas du capital financier et des petites et moyennes entreprises. Comme tout le monde sait, ce sont les petites et moyennes entreprises qui produisent la plus grande partie des biens et services (sans compter l'emploi) de nos économies, et elles sont, malgré cela, obligées de se soumettre à une parfaite subordination aux propriétaires du grand capital —banques, entités financières et grandes corporations, ainsi que rentiers et propriétaires immobiliers.

Afin de bien nous faire comprendre, précisons que les grandes corporations industrielles (comme celles de l'automobile) obtiennent aujourd'hui plus de bénéfices par les voies financières —au moyen, par exemple, d'émission d'actions ou de la vente d'actifs financiers— que de leur propre production réelle. La conclusion principale de cet ensemble de transformations réside dans le fait que la promesse capitaliste de produire des marchandises chaque fois moins chère et chaque fois plus accessible, se transforme, point par point, en une promesse obsolète et vide de sens, plus propre d'autres époques ou d'une lointaine utopie libérale définitivement déplacée à coup de bulle spéculative et de voracité financière.

Ces dits déplacements, du capitalisme productif vers le capitalisme financier, du bénéfice vers la revenu, du chef d'entreprise vers le rentier investisseur, peuvent être condensés en un unique concept: *financiarisation*. Ce terme nous

permet de mettre en évidence que la richesse est avant tout une richesse financière, ou plutôt, que toute forme de richesse est tendancieusement en rapport et en soumission à un certain type d'instrument ou d'outil financier. Ceci est possible, dans une bonne mesure, grâce à l'ingénierie des finances qui permet de jouer sur les temps économiques, en amenant au présent des bénéfices futurs ou en déplaçant au futur des risques qui en principe pourraient être assumés au jour d'aujourd'hui.

C'est ainsi, par exemple, que si quelqu'un veut acheter un bien immobilier, il peut le faire en grévant les revenus qu'il va obtenir de son travail pour le paiement d'un crédit immobilier. Cette même banque peut obtenir l'argent qu'elle prête au travailleur en vendant la dette du crédit immobilier à des tiers —c'est ce qui s'appelle la titulisation —ce qu'elle fait en créant un titre financier supportant cette dette et en l'enveloppant et le vendant en tant que bon de dette d'une rentabilité financière à long terme. L'acheteur de cette dette, de son côté, peut assurer cette rentabilité en achetant un autre actif financier qui de façon certaine garantit au moins une partie de sa valeur— il s'agit des marchés dérivés, tels qu'on les dénomme. De même, l'entreprise qui émet ou garantit la valeur de ces options sur le futur peut également revendre ces valeurs financières spéciales à des tiers. Et ainsi, successivement. Et c'est le cas, également, dans une multitude d'aspects ayant à voir avec les grands agrégats monétaires, tels que les comptes de l'Etat; lequel émet des bons de dette ou bons du trésor, afin de faire face à ses dépenses courantes; ou bien tels que les comptes des économies familiales faisant appel aux marchés afin de se garantir de bonnes retraites ou afin que leurs enfants puissent accéder à l'université; ou bien encore telles que les entreprises émettant des actions et s'assurant une bonne part de leurs bénéfices sur les marchés financiers.

A l'heure de faciliter bon nombre d'interactions économiques, les avantages du savoir-faire financier sont indubitables. Toutefois, ses bontés présumées, et surtout sa mathématique complexe et artificielle, ne devraient pas nous empêcher de percevoir la faiblesse de ses fondations, sans compter les puissants effets de domination et de soumission que cela suppose. En s'exprimant d'une façon très résumée, il est indispensable, pour comprendre le sens de la financiarisation, d'appréhender les trois facteurs suivants, ce qui semble déterminant dans le fonctionnement de la machine : 1) la financiarisation ne peut opérer que dans un contexte d'une expansion financière permanente; 2) laquelle se produit en multipliant les dettes et obligations sur le futur ; et 3) la financiarisation suppose une forte concentration des rennes de l'économie.

*La financiarisation se traduit toujours par une expansion financière*

La financiarisation a besoin d'une injection monétaire permanente. Sa principale exigence, afin de fonctionner correctement, est de disposer d'une rentrée d'argent liquide continue et soutenue. Prenons un exemple concret : l'escalade des prix de la valeur des actions d'une entreprise demande impérativement que de nouveaux investisseurs surenchérisent la valeur de ces actions. Il en est de même

quant à la bulle immobilière. Dans le cas précis du cycle immobilier espagnol 1997–2007, la hausse continue des prix du logement a pu se maintenir grâce à l'arrivée ininterrompue de nouveaux acheteurs en provenance soit de l'étranger, soit du marché intérieur, et qui dans l'ensemble ont obtenus l'argent permettant l'expansion du marché en ayant eu recours au crédit immobilier.

Dans ce même ordre d'idées, la financiarisation a besoin impérativement que les horizons possibles d'investissement financier aient une expansion horizontale permanente, ainsi qu'une expansion verticale croissante (et temporaire) des opportunités de faire des affaires. La méthode de progression de l'expansion financière renferme, en synthèse, la croissante complexité et capillarité sociale des outils financiers. Les trois décennies de dérégulation financière ont fait, dans ce sens, un travail extraordinaire. D'une part, les finances se sont étendues ou bien ont approfondi leur domination vers des secteurs aussi hétéroclites que la négociation des valeurs futures des entreprises, les prix des récoltes et le financement des Etats. De plus, les marchés financiers sont devenus une pièce déterminante pour accéder au logement par le crédit immobilier, aux pensions par les fonds de pensions, à la santé par les assurances médicales privées et l'accès à l'université grâce aux prêts étudiants. D'autre part, ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, dans bon nombre de cas, le même «actif» ou la même «obligation», —par exemple, le crédit immobilier accordé à une famille— est soumis à une longue chaîne de titres et d'obligations financiers permettant l'achat et la vente de cette même dette à plusieurs reprises mais sous couvert d'outils financiers différents. Le fait le plus important ici est que, malgré la longueur de la chaîne, la rentabilité de tous les outils financiers compris dans celle-ci, dépend, en dernière instance, de ce que le premier prestataire remplisse ses obligations. De la sorte, la sophistication du savoir-faire financier devient aussi bien une méthode d'éparpillement des risques —dont l'effet est plus que douteux au vu du *crash* financier des *subprime*— que de propagation de ces risques.

Comme on peut le constater, une des conséquences les plus notables de l'expansion financière, réside dans le fait que pour que tout ce jeu d'obtention de bénéfices soit possible, il est nécessaire que les sphères économiques et sociales, qui, auparavant, se positionnaient hors champ financier —tels que les retraites, le logement, la santé, l'éducation— soient effectivement *financiarisées*. Ce qui, normalement, implique le retrait de l'Etat ou de toute autre forme de provision collective de certains services que nous pourrions considérer cruciaux pour la reproduction sociale, et de ce fait, de la vie. Ce n'est pas un hasard que la société de bien être soit un obstacle pour le bon déroulement de la financiarisation et que sa liquidation va permettre l'arrivée d'une grande quantité de masse monétaire provenant de familles à la fois «libérées» de la tutelle de l'état quant aux garanties collectives et à la fois «obligées» de se convertir en mini centrales d'investissement et de dépenses pour obtenir ces mêmes ressources qui, auparavant, s'obtenaient de forme collective.

Et une des conditions indispensables et ultimes de l'expansion financière consiste en la suppression de toutes les barrières freinant la mobilité du capital, en commençant par les contrôles qui, depuis environ 25 à 30 ans imposent des

limites sévères aux investisseurs étrangers, et en finissant ensuite par toutes les régulations et obstacles fiscaux à la circulation et au bénéfice financier pouvant gréver la rentabilité du capital. Considérons par exemple, le fait toujours irritant, que dans la plupart des pays européens, les revenus sur les capitaux ont un taux d'imposition, en moyenne, moins élevé que sur les revenus du travail et moindre également que sur les bénéfices des entreprises productives. Ne sommes-nous pas entrain d'assister à l'octroi d'un prix à la spéculation, ou pire encore, à l'institutionnalisation de la spéculation?

*L'expansion financière engendre une multiplication des obligations*

D'une manière plus directe, nous devrions dire que l'expansion financière se produit grâce à une multiplication continue des dettes sur le futur. Toute expansion financière finit, en effet, par produire une masse croissante d'obligations qui se chevauchent les unes sur les autres. Dans le cas des économies productives conventionnelles, l'octroi de crédits est en principe contrebalancé par des actifs et un capital présent ou à venir. En revanche, dans une économie basée sur l'expansion financière, la création de dette par l'octroi du crédit ou l'émission de bons et obligations peut facilement ne pas être contrebalancé par du capital disponible. Il se peut que ce dernier ne garantisse que le paiement des intérêts de la dette. Ou il se peut même, ainsi qu'on le voit dans les phases terminales d'une bulle financière, que l'expansion financière adopte une structure pyramidale, où le capital ne suffit pas pour payer les intérêts et où l'on espère, uniquement et exclusivement, une revalorisation des actifs servant de principal pour ces dettes, et une rentrée de capitaux externes au propre cycle d'investissement.

Dit d'une autre façon, l'expansion financière, et la «forme bulle» qui semble l'accompagner, tend à multiplier le volume des dettes et obligations, ce qui, à la longue, produit un déséquilibre en termes de capitaux disponibles devant garantir le paiement de celles-ci. Le paradoxe, dans ce processus, ce que les économistes appellent « l'irrationalité» de l'économie de bulle, c'est que l'expansion financière ne s'arrête pas juste avant le moment où bon nombre de ces obligations pourraient être impayées. Au contraire, devant une perspective de bénéfice croissant, il existe, dans le cas des bulles financières, une tendance à produire une incroyable masse de titres de dette qui, durant un certain temps fonctionnent comme argent, bien que le capital disponible, qui en principe devrait garantir la valeur des dits titres, a cessé depuis bien longtemps d'être disponible en quantité suffisante. C'est la raison pour laquelle l'expansion financière déplace ses propres crises seulement jusqu'au point, qui arrive toujours trop tard, où il n'est plus possible de les reculer.

Nul n'est besoin d'aller très loin pour trouver des exemples de la façon dont s'engendre ces contradictions. La crise récente, déclenchée à partir du crash boursier et immobilier de 2007, est un cas paradigmatique d'inviabilité à moyen terme des dynamiques d'expansion financière. Une grande part de la bulle financière des années 2000, aussi bien aux Etats Unis que dans la majorité des

pays occidentaux, s'appuyait sur le dynamisme extraordinaire de leurs marchés immobiliers et sur l'augmentation spectaculaire du prix du logement. On se trouvait ici en face d'une combinaison de tous les facteurs mentionnés. D'une part, la bulle immobilière atteignant l'intensité que nous connaissons grâce à l'entrée sur le marché des secteurs sociaux les plus fragiles. Les pauvres, les jeunes sans ressources, les minorités, les mères célibataires, que l'Etat avait abandonné depuis longtemps, ont été jetés sur les « marchés » pour que tout un chacun puisse avoir accès aux biens et services basiques, y compris le logement. Les crédits octroyés à ces secteurs étaient connus aux Etats Unis sous le nom de crédit «subprime».

Le marché immobilier des Etats Unis est l'exemple parfait de la manière dont fonctionne une provision sociale financiarisée. Et ce, non seulement du fait que l'accès au logement dépend du crédit immobilier, mais aussi parce que la dette immobilière s'est convertie en un titre financier négociable. Ainsi que nous l'avons mentionné précédemment, l'opération permettant cette conversion s'appelle titulisation. La titulisation consiste essentiellement en convertir des actifs non liquides en liquidité immédiate par l'émission de titres financiers négociables sur les marchés organisés. Dans le cas qui nous concerne, la titulisation de la dette immobilière se réalise par la création de véhicules financiers spéciaux avec garantie hypothécaire.<sup>2</sup> Chacun de ces titres mettait dans le même sac des dizaines, voire des centaines de tranches de dette de différent prêts immobiliers —sans compter d'autres actifs et obligations financières de différente nature— qui par la suite étaient vendus à des grandes banques et fonds de placements du monde entier.

Si l'on se positionne face à une perspective quelque peu ingénue, et en tout état de cause loin de toute logique financière, prêter de l'argent pour acheter un logement à des tranches de population presque toujours au bord de la banqueroute, cela ressemble à une opération aussi rentable que celle d'acheter un billet de loterie. Cependant, la solution des experts financiers paraissait, tout du moins sur le papier, une solution des plus sages : en plus de d'établir un système complexe d'assurances, ces véhicules financiers étaient conçus pour diluer le risque. Les instruments retenus pour conjurer cette redoutable crise financière sont essentiellement au nombre de deux: 1) un système complexe «d'envelopper» dans un même titre des tranches de dette solvable, par exemple, des crédits à des familles de classe moyenne, mais également des tranches de dette à haut risque, par exemple, des crédits *subprime*; et 2) la distribution et vente de ces titres à grand nombre d'agents financiers, ce qui supposait une dilution de la concentration des risques. Inutile de dire que c'est précisément ce système de contrôle et de distribution des risques qui a provoqué la propagation rapide de la crise sur tout le système financier international.

La contradiction de l'expansion financière dévoile ici aussi tout son sens arbitraire. Une grande part du négoce immobilier de ces années, se basait moins sur

---

<sup>2</sup> Il s'agit des mortgage-backed *securities* (MBS). La particularité de la pyramide financière de ces années à consisté en l'émission massive de ces titres synthétiques, essentiellement les titres appelés *collateralized debt obligations* (CDO), qui ont été construits à partir de segments de crédits de différents risques. Dans le but de contrôler plus efficacement les risques il a également été établi une sorte d'assurance sur impayés, appelée *credit default swaps*.

la capacité de remboursement des familles que sur l'octroi du crédit. Les agents immobiliers pouvaient profiter de tous les avantages leur permettant de concéder un crédit immobilier des plus incertains aux familles les plus défavorisées, du fait que les banques d'investissement se chargeant d'empaqueter les crédits et de créer ces véhicules financiers, obtenaient une rentabilité très élevée grâce aux opérations de titulisation et de vente des dits actifs sur les marchés financiers.

Tout semblait bien fonctionner, et le prix du logement continuait de grimper rapidement. Au moment toutefois où un nombre significatif de familles étasuniennes cessèrent de rembourser leurs crédits immobiliers, le château financier s'écroula. Les véhicules financiers, conçus par des «ingénieurs» qui à aucun moment n'envisagèrent une telle possibilité, perdirent toute leur valeur de marché. Les «investisseurs» furent pris de panique et les gigantesques banques d'investissement étasuniennes se virent dans l'incapacité de répondre aux obligations qu'elles avaient créées par leurs propres produits financiers. Lehman Brothers, Morgan Stanley et la principale compagnie d'assurances de ces véhicules spéciaux (AIG) se trouvèrent en situation de faillite. Le problème résidait également dans le fait que les acheteurs des dits actifs toxiques<sup>3</sup> étaient aussi les grandes banques d'une bonne partie du monde. C'est cela qui nous amène maintenant au dernier élément substantif de la financiarisation.

### *La financiarisation entraîne une forte concentration du pouvoir économique*

Le néolibéralisme triomphant, en tant qu'excroissance idéologique de la financiarisation, ne légitime pas que la figure de l'investisseur privé, qui a parfaitement le droit de placer son épargne et son argent où bon lui semble afin d'obtenir la meilleure rentabilité; ce qui, selon eux, débouche sur une meilleure distribution économique des investissements. Présenter l'investisseur comme l'investisseur roi, donne une image complètement déformée de ce que sont les marchés financiers. Les apologistes de la financiarisation présentent les marchés financiers comme une place publique où se trouvent une multitude de petits investisseurs —les familles occidentales de la classe moyenne— qui investissent ici où là selon l'information dont ils disposent. Toutefois, la vérité est autre, et les marchés fonctionnent de façon totalement différente.

Les places financières sont tout sauf un agora démocratique où règnent les décisions individuelles. Prenons un exemple graphique: seul une vingtaine de groupes financiers —parmi lesquels se trouvent des noms très connus, tels que Black Rock, J.P. Morgan, Allianz, HSBC, Citigroup, ING, BNP Paribas, Banco Santander, etc...— gèrent une masse monétaire supérieure au PIB des Etats Unis.

---

<sup>3</sup> Au début de l'année 2007 la valeur de marché de ces titres avec garantie hypothécaire représentait plusieurs milliards de dollars. Peu après, vers la mi-2008, la valeur de ces titres était pratiquement impossible à déterminer. Tout simplement les modèles mathématiques ayant servi à mettre un prix à ces actifs n'avaient pas prévu la possibilité d'une chute généralisée des prix immobiliers. Les banques, sachant parfaitement que tous leurs concurrents avaient en portefeuille une grande quantité de ces titres cessèrent de se prêter de l'argent les uns aux autres. La panique fut totale.

Le plus grand gestionnaire financier du monde, Black Rock, travaille avec des actifs d'une valeur identique à tout ce que produit l'Allemagne en un an. Et Allianz, le deuxième grand financier, gère un portefeuille d'investissements d'une valeur supérieure au PIB de l'Inde. Peut-on continuer de parler de marchés financiers, tout au moins dans le sens dont l'entend la théorie économique, qui assimile le mot marché à des conditions parfaites de concurrence?

Indubitablement, le seul mouvement de quelques uns de ces géants peut ruiner des économies entières, soit en pariant contre la monnaie d'un pays, soit contre la dette du secteur public de ce pays, tel que l'on peut le constater aujourd'hui en Europe. Et pourtant c'est exact que la plus grande partie de l'argent que gèrent ces géants provient en dernière instance des dépôts et des placements de la classe moyenne des pays développés. Il est vrai toutefois que leur participation dans l'euphorie financière est très différente à ce que nous offre les répertoires idéologiques des propagateurs du néolibéralisme. Dans la réalité financière, les petits épargnants, dont l'exemple nous est fourni par les familles occidentales, délèguent la plus grande partie de leurs décisions, en matière de placement de leur argent, aux gestionnaires des fonds de pensions et d'investissement, lesquels: 1) canalisent cette épargne grâce à des conditions fiscales avantageuses arrachées aux Etats; 2) passent dans leurs comptes de résultats la plus grande partie de leurs bénéfices financiers par le biais de commissions de gestion et de participation gonflées à volonté; et 3) mettent dans une même famille tous les risques d'investissement relatifs à la dévaluation de leurs propres actifs. Quelle étrange forme de capitalisme populaire, dirigé, géré et mis au profit d'une poignée de grandes banques et gestionnaires!

Si nous positionnons cette situation d'oligopole dans le cadre de la crise qui commence en 2007 nous pouvons alors comprendre tout le déroulement ultérieur des événements. Les grandes sociétés de crédit ont été les principales bénéficiaires du cycle financier/immobilier des années 2000. L'effort de faire face aux crédits des millions de familles étasuniennes et européennes a été avantageusement transformé en abondantes marges de bénéfices financiers de ces années là. Toutefois, lorsque cet effort a commencé à devenir impossible, du fait des prix prohibitifs de l'immobilier et du fait également des conditions d'octroi de crédit totalement abusives, les mécanismes de contamination dont nous avons parlé ont débouché, d'abord sur une menace de manque de liquidités, et ensuite sur l'ombre d'insolvabilité de l'ensemble du système financier.

La réaction, toutefois encore confuse et incongrue vis à vis des principaux amants et défenseurs de l'économie la plus orthodoxe, a été le recours à l'Etat. Le TARP étasunien et les fonds de sauvetage européens, destinés essentiellement à l'injection de liquidités en faveur des banques, ont débloqué des sommes fantastiques, représentant plusieurs milliards de dollars d'argent public.<sup>4</sup> Dès lors,

---

<sup>4</sup> Du début de l'année 2008 et jusqu'à fin 2009 les différents pays de l'Union Européenne ont engagé 3,7 milliards d'euros en sauvetages bancaires, avec en tête le Royaume Uni (pour 781 millions d'euros) et l'Allemagne (pour 555 millions). De l'autre côté de l'Atlantique les Etats Unis se sont engagés dans des programmes encore plus ambitieux, qui ont commencé à faire date, si l'on pense aux 180 milliards de dollars qu'a coûté le renflouement d'AIG, et au déblocage de 700 milliards de dollars pour le programme *Trouble Asset Relief Program* (TARP) ou Programme d'Aide aux Actifs Dépréciés. Comme il est de



et après les premiers instants de panique, les grands agents financiers se sont lancés à l'offensive. En 2008, et ensuite en 2011, ces organismes ont trouvé des possibilités de très haute rentabilité, et à court terme, sur les marchés de futur des matières premières et du pétrole.<sup>5</sup> Ils ont de la sorte provoqué des hausses spectaculaires des prix, entraînant de graves problèmes économiques et sociaux dans bon nombre de pays, parmi lesquels nous devons mentionner —en même temps que d'autres raisons— la première grande famine du XXI<sup>e</sup> siècle dans la Corne de l'Afrique. En tout état de cause, et particulièrement en ce qui concerne les géants financiers du continent européen, le principal mécanisme de reconstitution de leurs bénéfices consiste en un chantage envers ces mêmes Etats, qui, auparavant s'étaient portés garants de leur sauvetage.

Dit d'une autre façon, la conséquence la plus importante de la financiarisation se trouve dans le degré de concentration du pouvoir économique, et, par conséquent du contrôle politique, chose qui ne s'était pratiquement jamais vu auparavant dans l'histoire.

## 1.2 La crise de la dette souveraine européenne

Retour en arrière. Comme nous l'avons vu la crise économique a eu pour origine les bases faibles de l'expansion financière des années 2000 et la gigantesque création et titulisation ultérieure du crédit immobilier. Durant cette expansion, la plupart des grands organismes financiers ont joué un rôle important, engagées aussi bien dans le cycle immobilier étasunien que dans celui d'autres pays (Espagne, Royaume Uni, Irlande, pays de l'Est). Face à la propagation de la crise financière et à sa désastreuse répercussion sur l'économie réelle, dû à grève du crédit des principaux organismes bancaires, les Etats européens réagirent dans trois directions. 1) Approbation de programmes d'extension des dépenses publiques et de subvention de la consommation privée dans le but de maintenir l'activité économique. 2) Injection d'une formidable quantité de liquidité en faveur de leurs propres systèmes bancaires —et également envers les principaux agents corporatifs engagés dans leurs affaires immobilières respectives— dans le but de rétablir le crédit. Lequel ne s'est pas rétabli, les deniers publics ayant servi au « sauvetage » des banques et entreprises, dans ce que l'on peut affirmativement considérer comme un vaste programme de socialisation des pertes. Et 3) engagement d'une partie des dépenses en compensation des effets sociaux les plus immédiats

---

notoriété, le TARP a permis l'injection de milliards en faveur des banques d'investissement, lesquels, pour une part non négligeable, ont fini par se transformer en bonus extraordinaires pour ces mêmes cadres qui avaient enregistré des « pertes extraordinaires ». On a calculé que, dans ce pays, ce sont 12 milliards de dollars qui ont été investis en garanties, aides et injections financières en faveur des grandes corporations, soit une quantité comparable à 80%, à ce jour, du PIB de la première économie mondiale.

<sup>5</sup> Les marchés de futur des matières premières, appelés *commodities*, naissent dans le but d'assurer le prix futur (donc le gain) des matières premières face aux fluctuations imprévues des prix. Actuellement, et grâce à l'énorme développement et la forte opacité des produits dérivés, les marchés de futur des matières premières sont un important secteur refuge des grands investisseurs lorsqu'il n'existe aucune autre possibilité de placement sur les marchés. Ce qui les convertit en une proie facile des forts mouvements spéculatifs.

de la crise, essentiellement par le versement d'indemnités de chômage. Ce n'est que grâce à ce type d'interventions publiques que l'on est arrivé à freiner la chute catastrophique qui semblait suivre le crash financier. Evidemment, l'augmentation considérable des dépenses publiques, lors d'un moment de contraction des recettes ne pouvait entraîner qu'un recours à l'endettement et par conséquent qu'une rapide croissance du déficit.

Quoi qu'il en soit, à la fin de l'année 2009, et surtout à partir de 2010, alors que le pire du coup financier semblait avoir été absorbé aussi bien par les Etats européens que par leurs populations, alors que la faillite immédiate des principales banques européennes semblait expurgée du scénario immédiat, un virage radical s'est produit dans les stratégies économiques. De la nécessité d'un «moratoire au capitalisme» que prononçât Sarkozy lors des premiers mois de la crise, la jungle européenne, de nouveau fût dominée par le fracas croissant des prédateurs financiers. Lors des rapports des experts, dans les débats politiques et les médias, le déficit de l'Etat et la dette publique furent signalés comme les principaux responsables du ralentissement européen de sa sortie «naturelle» de la crise.

La machine idéologique de l'économie orthodoxe et de ses propagateurs néolibéraux se trouvait de nouveau en plein rendement. Son principal argument s'emberlificotait, et continue de s'emberlificoter dans la présomption que la dette publique croissante expulse, la dette privée, d'un côté —et par conséquent diminue l'octroi de crédits engendrant investissement et emploi— et, d'un autre côté, et c'est là l'élément le plus important, condamne la croissance économique des pays les plus endettés. Le remboursement des intérêts de la dette, hypothèque évidemment sa croissance future. Mais à aucun moment il n'a été dit que cette condamnation à rembourser des intérêts croissants était en réalité asticotée par ces mêmes médecins qui appliquaient les traitements d'austérité. Et bien évidemment, également, à aucun moment il n'a été fait mention que sans la forte croissance de la dette publique, la dépression économique aurait été, sans nul doute, beaucoup plus aigüe et prolongée.

Ce virage dans le discours, ainsi que les premières attaques financières sur la dette publique de la Grèce et des pays de l'Est, ont servi d'ouverture à la plus grande crise de dette souveraine de l'histoire européenne, et également à la plus grande offensive contre le bien être social du continent. Aucun autre épisode économique démontre d'une manière aussi claire la fragilité du projet européen et de son lien étroit aux intérêts des élites économiques et financières régionales.

Le développement des événements est relativement connu. Au début de l'année 2010, la presse s'est fait écho que le déficit grec était beaucoup plus important que celui présenté par les régulateurs européens. En fait, la Grèce avait maquillé ses comptes. Grâce à l'aide du géant financier Goldman Sachs, elle avait soustrait certains prêts de son bilan, et à la fois, avait laissé convenablement de côté d'importants postes de la dépense publique. Les «marchés»<sup>6</sup> mirent immédiatement à profit cette nouvelle.

---

<sup>6</sup> La crise de la dette souveraine des pays dits périphériques a été dès le début une opération politique, qui ne peut s'expliquer aisément sous couvert d'un énoncé aussi vague que la «pression économique des marchés». Dès 2010, les attaques à la dette grecque furent le résultat d'accords secrets de bon nombre

Au cours de l'année 2009, l'Europe a fait l'objet d'une forte attaque financière basée sur les jeux à la baisse à court terme de la valeur euro, ce qui réduisit sa cotation par rapport au dollar à des niveaux quasi historiques. Dans ce contexte, la nouvelle des maquillages grecs a suffi pour que la prime de risque des bons du trésor de ce pays, s'élève vertigineusement par rapport aux bons de référence en Europe : les bons allemands. En quelques mois le différentiel entre la prime de risque des bons grecs sur dix ans s'est projeté à 500, 600 voire même jusqu'à 1000 points basiques (10% de plus en termes conventionnels).<sup>7</sup> C'est la première fois, dans l'histoire de l'Union, qu'un Etat européen court le risque d'être incapable de faire face aussi bien à ses dépenses courantes qu'au paiements des échéances de sa dette. Faute d'une intervention rapide de la Banque Centrale Européenne (BCE), ou de l'UE, le seul recours, le dernier, semblait être un curieux sauvetage à l'européenne par la mise en place d'un plan d'ajustement structurel brutal.

Après de vagues hésitations, et en accord avec le FMI, les pays centraux de l'Union ont résolu d'accorder à la Grèce 110 milliard d'euros (40% de son PIB) sur plusieurs échéances afin d'éviter ce qui pouvait se transformer en une banqueroute d'un pays. En échange, ils lui imposèrent un plan rigoureux d'austérité consistant en une réduction draconienne du secteur public, diminution des salaires des fonctionnaires, augmentation de l'âge de la retraite, réduction des prestations publiques et privatisations massives. En résumé, le remboursement des intérêts d'une dette artificiellement gonflée a été mis au devant de tout autre critère de caractère politique ou social, et également économique. La propre Union Européenne a reconnu que le plan d'austérité supposerait une contraction du PIB grec d'environ 4% en 2010 et de 3% en 2011. Il s'agit de la même médecine que le FMI appliquât dans bon nombre de pays d'Amérique du Sud, d'Afrique et d'Asie au cours des années 80 et 90. Dans le cas de ces pays, la crise de la dette externe, promue du fait des taux d'intérêts bas des années 70 et par la suite, au cours de la décennie suivante, à leur hausse rapide, a permis le renforcement de l'hégémonie financière de Wall Street au détriment de la plus forte dégradation sociale qu'ait connue ces pays depuis leur indépendance. La différence, c'est qu'il s'agit d'un pays européen, faisant partie de la zone euro et membre, quand bien même modestement, du club des pays riches.

---

de fonds de placements étasuniens et européens qui organisèrent des ventes massives de bons de dettes. Ce qui a eu pour résultat l'effondrement des dits bons et a permis de nouveaux achats massifs à des taux d'intérêt plus élevés. La crise, d'autre part, peut être lue également en termes politiques dans la mesure où le déficit démocratique important au sein de l'Union Européenne et l'agenouillement servile de sa classe politique devant les élites européennes a permis, et en fin de compte aggravé, le mécanisme de l'extorsion financière de la dette publique.

<sup>7</sup> La prime de risque se réfère au sur-prix du taux d'intérêt supposé découlant d'un plus grand risque d'impayés. La prime de risque est définie lors de la négociation des intérêts des *credit default swaps* (CDS) des bons de dette d'un pays déterminé sur un nombre déterminé d'années par rapport au bon du trésor allemand. Les CDS, sont des produits dérivés financiers fonctionnant comme des contrats privés d'assurances sur la valeur et le risque d'impayé des bons réels. Une hausse de la prime de risque, dans le cas par exemple des bons grecs, signifie que ce pays aura plus de difficulté à adjuger sa dette à un taux bas. Bien évidemment, la plus grande partie du marché de produits dérivés échappe au contrôle des institutions publiques et les fortes oscillations de la prime de risque des bons de dette de certains pays, au cours de cette dernière année et demie, n'obéit pas aux risque réels d'impayé de ces Etats mais au contraire à des mouvements spéculatifs contre la valeur de leur dette.

Dans le but de bien comprendre ce qui réellement était entrain d'arriver et qui arrive encore maintenant, il est nécessaire d'analyser, même si ce n'est que brièvement, comment fonctionnent les marchés appelés marchés de dette souveraine. La dette publique est en règle générale un actif très sûr mais très peu rentable ; en effet, il semble très peu probable qu'un état cesse de payer ses dettes dû à son pouvoir de recouvrement sur une population qui en grande partie n'a pas d'autre solution que de rester dans le pays. En revanche, toutefois, les intérêts de la dette publique sont en général très peu rentables. Durant 2007, 2008 et 2009 les principaux agents financiers ont orienté une grande part de leurs investissements sur les marchés de la dette publique, étant effrayés, expulsés et en risque grave de faillite du fait de l'énorme destruction des liquidités qu'était entrain de produire la combinaison chutes de la bourse / effondrements de l'immobilier. En fait, les grandes banques européennes ont orienté une partie importante des aides publiques qu'elles avaient reçues —formellement destinées à relancer un crédit complètement déprimé— en direction de la dette publique. En fin de compte, celle-ci représentait une des rares valeurs sûres dans une période d'énorme incertitude.

Toutefois, dès la fin de l'année 2009, et à cheval entre les nouvelles de la Grèce, il s'est produit un intéressant changement de perspective. La pression sur la dette publique des pays les plus fragiles de l'Union Européenne était entrain de devenir une affaire aussi rentable que sophistiquée. La propre architecture financière de l'Union permet, et facilite de plus en plus ce type de mouvements spéculatifs contre la position de certains pays en particulier. L'on peut même s'engager à dire que les institutions économiques de l'Union, et spécialement la Banque Centrale, sont conçues en fonction des intérêts spécifiques de ses élites financières. En effet, contrairement à ses homologues les plus proches, telles que la Réserve Fédérale étasunienne (FED), la Royal Bank of England ou la Banque du Japon, la Banque Centrale Européenne ne peut pas émettre de bons de dette publique, pas plus qu'acheter les bons des pays membres, sauf dans des conditions très exceptionnelles. Ce qui revêt une importance cruciale, puisque soit l'une ou l'autre de ces deux lignes d'intervention, appliquée avec une certaine énergie, aurait stoppé net la crise de la dette souveraine européenne. D'autre part, la BCE est conçue comme une institution indépendante de tout contrôle politique, et, de ce fait, loin de toute volonté démocratique. Son seul mandat consiste en une régulation automatique face à l'inflation des taux d'intérêts, ce qui ôte aux Etats de la zone euro toute prérogative en matière de politique monétaire.

C'est-à-dire que la Banque Centrale Européenne ne peut pas prêter de l'argent aux Etats, mais par contre, elle peut en prêter aux banques. Et c'est ce qu'elle a fait depuis le début de la crise. La BCE a prêté des milliards d'euros aux principales institutions financières européennes grâce à un ensemble volumineux d'opérations *repo* (*Sale and Repurchase Agreement – accords de rachat*). Ce qui consiste essentiellement en prêts en euros dont une enveloppe de valeurs servant de garantie et que la banque s'engage à racheter. Comme il va de soit, les valeurs que les banques engageaient en garantie n'étaient autres que les propres bons de dette qu'elles avaient achetés avec les euros prêtés. Afin de voir les choses plus clairement, durant ces années, les grands agents financiers du continent ont constamment sollicité des prêts pour une valeur de 1%, et achetaient avec ceux-ci de la

dette aux Etats européens à des taux d'intérêts, qui parfois atteignait 8%, 10%, voire 12%. Prenons-en bonne note : il s'agit d'une gigantesque opération de sauvetage de la banque européenne.

L'autre pièce maîtresse du négoce lucratif sur la dette européenne se dénomme agences de *rating* ou agences d'évaluation des risques. Les agences de *Rating* ont surgi dans le but d'offrir clarté et information aux investisseurs quant à la qualité des produits financiers qu'ils s'appêtent à acheter. Il est à supposer que la tâche essentielle de ces agences est d'évaluer les valeurs financières, c'est-à-dire, le risque prévisible et la rentabilité des émetteurs de titres, qu'ils s'agissent d'entreprises, d'Etats ou de gouvernements locaux. Son fonctionnement réel est toutefois on ne peut plus obscur. D'une part, le fait que les agences d'évaluation soient nécessaires pour «informer» les «investisseurs» quant à la qualité des actifs financiers qu'eux mêmes acquièrent sur le marché est la preuve de l'énorme opacité du monde des finances. Mais les soupçons se multiplient lorsque l'on constate que trois grandes entreprises seulement (Standard & Poor's, Moody's, et Fitch) ont une position d'oligopole total à l'heure d'évaluer la qualité des produits financiers, et de ce fait d'orienter les mouvements des marchés. Afin de juger de leur perspicacité, où plutôt de leur objectivité présumée, il est nécessaire de rappeler que ces entreprises ont fourni des notes de qualification on ne peut meilleures à des corporations telles que Enron ou Lehman Brothers jusqu'à quelques jours seulement avant la parution des nouvelles annonçant leur débâcle. Quoi qu'il en soit, ce sont bien ces trois entreprises qui ont dirigé l'opération contre les bons du trésor grecs. Bien entendu, chaque montée de la prime de risque par rapport au bon du trésor allemand est précédée par une baisse de la note de crédit, jusqu'au point de qualifier la dette grecque en tant que dette poubelle, c'est-à-dire en tant que *non placement* au risque d'impayé très élevé.

Au vu de cet horizon noir, la crise grecque ne pouvait être que l'avant salle d'une offensive à échelle continentale. Dès le début de l'année 2010, l'attaque sur la dette grecque a fait rapidement tâche d'huile sur le reste du continent. Tous les pays européens, y compris les pays centraux, prirent bonne note du chapitre grec, et adoptèrent des plans d'austérité devant la simple menace de pression des marchés. Inutile de dire que pour certains cela n'a servi à rien. A l'automne 2011, deux autres pays, l'Irlande et le Portugal, ont reçu un traitement semblable à la Grèce, et trois autres demeurent dans la salle d'attente: l'Italie, l'Espagne et la Belgique.

Le cas de l'Irlande est un exemple frappant de la subtilité de la crise de la dette, ainsi que de ces principales conséquences sociales et économiques. Comme la plupart des pays européens, en automne 2008, le gouvernement de l'île s'est empressé, tout obéissant, à aider ses principales banques au moyen d'un gigantesque fond de sauvetage. La propre dégradation de son système financier a amené l'Irlande à nationaliser une importante banque locale, la Anglo Irish Bank. Ce déboursement d'argent, d'une importance notable, n'a eu qu'un seul but : mettre fin rapidement à l'inquiétude des créanciers britanniques et continentaux. Démonstration, dont acte, de ce que l'axiome «Etat garant en ultime instance», paradoxalement toujours consubstantiel au *neoliberal style*, ne peut se traduire que par «l'Etat comme ultime recours en vue de socialiser les pertes financières».

Ce n'est pas une surprise que l'effort considérable qu'ont supposé les sauvetages bancaires a fait monter en flèche le déficit public, qui, en 2009 a atteint une quantité comparable à 32% du PIB irlandais. De leur côté, les « marchés » ont réagi en augmentant rapidement la prime de risque, de même que les agences de *rating* qui ont baissé la note de qualification au « niveau grec ». Dans ces conditions, en automne 2010, l'UE ainsi que le FMI accédèrent à consentir un sauvetage au tigre celte anémique pour une valeur de 85 milliards d'euros. Evidemment, les pressions, comme dans le cas de la Grèce, n'ont pas cessé malgré le sauvetage, et, lors de l'été 2011, une nouvelle attaque des agences de *rating* a fait monter en flèche l'intérêt de la dette au-dessus de 10%.

Parallèlement à la chute vertigineuse de l'Irlande, la dette portugaise a avancé rapidement sur le même chemin. Le cas portugais est toutefois un peu spécial, attendu que ce pays n'avait que peu participé aux fastes financiers des années 2000. Au cours de ces années, l'augmentation des dépenses publiques conçue en vue de donner un coup de fouet à l'activité économique à bout de souffle de ce pays, fut condamnée par l'Union Européenne en lui imposant un strict respect des prescriptions de Maastricht —il est intéressant de rappeler, à ce sujet, qu'au cours de ces mêmes années l'Allemagne et la France avaient outrepassé avec bonheur les dites prescriptions. Et pour empirer encore les choses, la faible récupération qui avait commencé à poindre vers 2007, s'est vue rapidement tronquée du fait de la crise financière européenne, de la restriction du crédit et de la nécessité d'émettre de nouveau de la dette publique, sans compter bien évidemment les sauvetages bancaires.<sup>8</sup> La séquence classique des effondrements de la bourse, des annonces d'un déficit croissant et d'une augmentation de la prime de risque des bons du trésor portugais ont amené la banque centrale portugaise à adjuger sa dette à un intérêt d'environ 10%. Au milieu du printemps 2010, le Portugal, à la limite d'une situation insoutenable, a accepté un sauvetage d'une valeur de 78 milliards d'euros, avec les rajustements habituels subséquents.

La chute de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande n'est peut-être que le premier précédent d'un effondrement à échelle continentale. C'est ce qui fût sur le point d'arriver au cours du dernier chapitre de la crise grecque lors de l'été 2011. Peu auparavant, au cours du mois de mars, l'agence de qualification Moody's avait rabaisé la note sur les bons du trésor grecs à la condition de bons poubelle. L'Etat grec, en réponse, soumis aussi de son côté à une forte pression sociale, s'est trouvé dans l'obligation de menacer d'un non paiement de sa dette. Au vu de cette nouvelle, les marchés ont été pris de panique, les primes de risque des pays périphériques sont passés au-dessus de deux chiffres, entraînant de la sorte les bons de dettes italiens, espagnols et belges. La réaction atteignît des symptômes hystériques. L'Italie, par exemple, qui jusqu'alors s'était vue relativement en marge de la vague des réformes européennes, annonça un des programmes d'aménagement

---

<sup>8</sup> Le cas le plus marquant, si l'on veut, et également le plus démonstratif de ce que signifie en dernière instance l'intervention de l'Etat, est celui de la Banco Popular de Negócios de Portugal. Cette entité a été nationalisée en 2008 et a reçu une injection financière de l'Etat de 2,4 milliard d'euros. A peine trois ans après, cette banque a été vendue à une entité angolaise pour 40 millions. Les deniers publics ont servi dans ce cas à éponger les pertes des gestionnaires et actionnaires de la banque, les premiers et derniers responsables de la banqueroute.

et d'austérité les plus sévères des pays de l'euro: modification du système public des retraites, abaissement du salaire des fonctionnaires, réorganisation des administrations publiques, ticket modérateur sur les dépenses de santé, etc...

D'un autre côté, les gardiens financiers de l'UE (les gouvernements allemand et français et la BCE) titubèrent jusqu'à la dernière minute, et essayèrent de déterminer les coûts et bénéfices de quelque mesure que ce soit. Finalement ils acceptèrent de refinancer la dette grecque grâce à un nouveau plan de «sauvetage» d'une valeur de 109 milliards d'euros. Cette quantité devant servir à faire face au paiement de la dette grecque: c'est-à-dire, qu'elle était destinée en dernier ressort à retomber dans les mains des grandes banques européennes. Les contreparties pour la Grèce ont été terribles, un nouveau programme abusif de privatisations ayant été mis en place.

Toutefois, la réponse des marchés au plan grec a été on ne peut plus déplaisante. Au début d'août la prime de risque de la dette publique espagnole et italienne atteignit le seuil des 400 points par rapport aux bons du trésor allemand. Il ne s'agissait plus là des petits pays de l'euro, mais de la troisième et quatrième économie de la zone euro. En pleine bourrasque menaçant de se transformer en tempête, les «leaders» européens acceptèrent de mettre en marche l'ultime recours. Dans les jours qui suivirent, la BCE acheta massivement des bons espagnols et italiens, ce qui eût pour conséquence de faire baisser la prime de la dette de ces deux pays de façon quasi automatique.

Mais ce chapitre, loin d'être clos, s'est vu ravivé dans les premières semaines de septembre. Cette fois provoqué par une association de menaces de non paiement de la Grèce et de fortes chutes de la bourse, dont les principales banques européennes furent les promoteurs. Le petit crash de la bourse se déplaça rapidement sous forme de fortes pressions sur les bons de dette des pays européens et, pour la première fois, sur une forte perte de confiance sur l'euro. Le remède surgit de «l'étranger» (une forte injection de dollars des principales banques centrales du monde) et des rumeurs d'augmentation du fond de sauvetage européen.

Durant cette crise estivale, brève mais intense, et qui très certainement n'est que l'antichambre de ce qui peut arriver à la rentrée, les hésitations européennes ont été cruciales. C'est là que l'on a pu observer que les agissements de Sarkozy et Merkel furent la meilleure démonstration de combien et jusqu'à quel point la classe politique avait les mains liées aux intérêts des grandes banques européennes.<sup>9</sup> Dès le début de la crise, les dénommés leaders européens se montrèrent totalement incapables de trouver une parade solide aux attaques spéculatives. L'application d'euros-bons, qui dégonflerait d'un seul coup la pression

---

<sup>9</sup> Rappelons que celles-ci sont les principales tenantes de la dette des Etats, et que par conséquent elles sont aussi les principales intéressées dans l'obtention de l'intérêt maximum de ces «placements». Lors du sauvetage grec de 2011, la participation des banques fût un des grands obstacles à son développement. C'est seulement quand le refus de paiement, que les « indignés » grecs exigèrent a leur gouvernement, se révéla en quelque chose de plus qu'une menace, que la plupart des banques européennes «positionnées» dans le pays acceptèrent une légère «remise» sur leurs bénéfices: c'est-à-dire, une restructuration de la dette au taux d'intérêt de 3,5% (encore très au-dessus de ce qu'elles obtiennent de la BCE) et la prorogation des délais de remboursement.

sur la dette souveraine et qui est de plus en plus sollicitée par certains secteurs industriels, a été, sans nécessité, reculée sine die par l'opposition allemande. Et pendant ce temps, le déficit public continue, telle une litanie, d'être le thème par lequel commence toute négociation politique. Il est utile, à cet effet, de rappeler ici les deux dernières propositions aujourd'hui en discussion au sein de l'UE : le retrait des Fonds Structurels Européens —principal mécanisme compensatoire des inégalités régionales au sein de l'Union en cas de non respect des réductions du déficit et la prétention d'inclure dans les textes constitutionnels le principe d'aménagement budgétaire selon le modèle allemand— ce que récemment a adopté le bien obéissant Parlement espagnol.

Au vu de tous ces antécédents, ce qui va se passer lors des prochains mois dépendra beaucoup de la souplesse des États pour faire face aux obligations contractées. En 2010 la possibilité de non paiement semblait une chose lointaine, même dans le cas de la Grèce, de loin le pays le plus endetté de l'Union Européenne —sa dette atteignait plus de 160% du PIB à fin 2011. En revanche, à la mi-2011, ce résultat était devenu plus que probable. Le piège de la financiarisation, assis sur la base de l'autosuffisance et de l'autorégulation, s'acheminait dans ce cas vers une logique inexorable. Le système financier, et de par là, le système européen, se trouve sous la menace de tomber dans un précipice très particulier: les banques qui achètent les bons de dette souveraine exigent une plus grande rentabilité, ce qui suppose un coût plus élevé, qui, à la fois, accroît le déficit public et la nécessité d'un plus grand nombre d'emprunts; ce qui augmente le déficit par un redoublement de la pression financière sur les gouvernements, et ainsi de suite.

### **1.3 Le piège financier européen**

La bulle de la dette souveraine européenne obéit à une stratégie financière absolument régie par le court terme. Ses résultats immédiats sont l'austérité et la détérioration des systèmes de protection sociale de tous les pays de l'UE, mais surtout les plus faibles (à l'Est, au Sud et en Irlande). Dans le moyen terme, les conséquences peuvent être catastrophiques, tant pour la récupération économique du continent que pour l'avenir de la propre UE. En ce sens, il y a 4 aspects que l'on doit prendre en compte lors de l'évaluation des coûts de la soumission des politiques communautaires qui profite aux élites financières:

1. La stratégie de contrôle du déficit public, et la punition de l'expansion des dépenses publiques, grâce à la croissance rapide des intérêts sur la dette, est une condamnation à la stagnation économique. La présomption des plans d'austérité, au-delà du manifeste cynique qui accompagne les intérêts bancaires de soutien par-dessus tout autre agent ou critère, c'est ainsi que le contrôle des dépenses publiques à moyen terme bénéficiera à la reconstruction des systèmes financiers locaux, et donc aux exportations et la consommation privée. Rappelez-vous, les plans d'ajustement du FMI en Amérique latine et en Afrique pour accepter qu'ils ont seulement réussi à renforcer la position des créanciers au détriment de l'avenir



économique et social de leurs peuples. Une analyse de la situation des pays de l'UE ne semble pas offrir la moindre indication que l'atonie de la consommation publique sera fournie pour l'investissement, la consommation privée ou les exportations. La crise financière s'est déplacée dans l'économie globale à travers une très forte dépression de la demande ajoutée.<sup>10</sup> Le seul élément qui a empêché une catastrophe majeure fut les dépenses publiques, et dans aucun des pays, sauf en Allemagne, on peut dire que la consommation privée, les investissements et les exportations ont pris le relais de la relance économique. La preuve que cette condamnation est plus proche qu'il n'y paraît se trouve dans les derniers indices de la croissance de l'Euro-groupe: la région en revient à la zone de la récession.<sup>11</sup>

Ces données macroéconomiques sont plus ou moins symptomatiques des problèmes structurels de la croissance économique et donc de l'accumulation du capital dans l'Union européenne, et plus généralement dans tous les pays occidentaux. Comme on le sait, au cours de la décennie des années 2000 la croissance des Etats-Unis et de l'Union fut rachitique non seulement en relation aux blocs émergents comme la Chine et l'Inde, mais par la propre croissance de leurs économies avant la décennie de 1980. Dans certains cas, comme l'Italie, le Japon et l'Allemagne elle-même, on peut dire que pendant les décennies de 1990 et 2000 leurs économies sont passées d'une phase stationnaire avec une croissance autour de 1% ou même moins. D'autre part, la particulière *belle époque* financière de ces années et les cas de réussites les plus voyants parmi les pays développés (comme les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Espagne) sont difficiles à situer dans une révolution productive comme on peut le reconnaître durant d'autres périodes historiques. Avant au contraire, le secret de sa croissance n'obéit pas à l'un des modèles reconnus par l'économie orthodoxe. Seule une séquence particulière de bulles de patrimoines (le cycle «point.com» de 1995-2000 et les bulles immobilières de 2001-2007) a permis de reconstruire, toujours de forme temporaire et précaire, la demande des ménages. Les revalorisations patrimoniales —à partir, par exemple, des logements en main des familles— ou la facilitation du crédit ont permis de recomposer, pendant un certain temps, une capacité de consommation bien au-dessus des salaires toujours stagnants. La contrepartie de cette croissance a été un succès et spectaculaire augmentation de l'endettement des principaux agents économiques: les ménages impliqués dans la croissance de la consommation et de son patrimoine à travers le crédit, les entreprises de plus en plus endettées et dépendantes des marchés financiers, et les institutions financières elles-mêmes jetées dans toutes sortes de pratiques la titrisation et la création de nouveaux d'outils financiers. Dans certains pays, où l'on appliqué une orthodoxie néolibérale particulièrement stricte, les dépenses publiques se sont maintenues au cours des années à des niveaux vraiment modestes, mais cela n'a été possible que par le dynamisme de la consommation interne financé par le crédit.

---

<sup>10</sup> La demande ajoutée est le résultat de la somme consommée de biens et services produits dans un pays. Ses principales composantes sont la consommation privée des ménages, les dépenses publiques en biens et services, l'investissement des entreprises et la demande extérieure (exportations).

<sup>11</sup> Les données de croissance en zone euro au deuxième trimestre 2011 ont été de 0,2%. L'Allemagne a diminué de près d'un point de croissance au premier trimestre, à seulement 0,1, et la France ne réussit qu'un modeste de 0,2.

Une fois que les bulles patrimoniales ont mis à découvert tant la fragilité des bilans des grandes institutions financières que l'endettement impossible des ménages, la seule composante de récupération de la demande semblait revenir par le biais des dépenses publiques. L'attaque sur la dette souveraine supprime directement cette possibilité, et ce qui est pire, la hausse de l'endettement des états hypothèque tout leur potentiel de croissance future pour payer l'intérêt sur la dette. Ainsi, on estime, par exemple, que le paiement de la dette externe va coûter aux Grecs 15% de son PIB annuel au cours de la prochaine décennie. Dans ces conditions, la crise de la dette souveraine européenne ne peut être que le prélude à une nouvelle dépression qui aura finalement une incidence sur tous les pays européens.

2. Il n'est pas du tout prévisible que les programmes d'austérité permettront de résoudre les problèmes structurels qui ont conduit à la crise. Bien qu'il semble clair que les politiques d'ajustement ont été déterminées par les intérêts des groupes financiers, le paquet idéologique qui les accompagne contenait quelques autres bons mots qui fonctionnent comme une promesse d'avenir, comme «restructuration productive» et «augmentation de la productivité». En fin de compte, la discipline fiscale et budgétaire, les réformes du marché du travail, pensions, etc., devraient encourager (soi-disant) une augmentation de la productivité et, par conséquent, la capacité d'exportation des pays les plus touchés.

Dans ce cadre idéologique, l'explication de la crise de la dette souveraine a identifié comme principaux responsables les pays dits périphériques de la zone euro, pour résumer: Grèce, Irlande, Portugal, mais aussi Espagne, Belgique et Italie, pays dénommés PIIGS, sous l'acronyme évocateur des magazines financiers.<sup>12</sup> Devraient être ajoutés à la longue liste des pays d'Europe orientale non incorporés pas dans l'euro. Le soutien de cet argument se trouve dans deux conditions partagées par tous ces pays. La première est la grave détérioration de sa productivité industrielle et sa capacité d'exportation pendant les années 2000. La seconde est que pendant cette décennie sa croissance, quand elle est survenue, a été fondée sur l'endettement, ce qui à son tour a permis de financer la consommation interne et mais également son déficit extérieur croissant. Ces deux conditions, comme on peut l'imaginer, ne concernent pas seulement les pays périphériques de l'UE. Il s'agit d'un modèle partagé, de manière générale, par de nombreux pays occidentaux comme les Etats-Unis et le Royaume-Uni.<sup>13</sup> La différence substantielle concernant les PIIGS par rapport aux géants financiers tels que les Etats-Unis ou le Royaume-Uni, c'est qu'ils font partie de la zone euro d'une part, et en raison de la forte revalorisation de l'euro au cours de la dernière décennie, sa position à l'exportation s'est encore détériorée, en même temps que d'un autre côté, cela a permis de reconstruire leur pouvoir d'achat de devises étrangères par l'intermédiaire d'un bouclier monétaire extérieur. Ceci, et rien

---

<sup>12</sup> Le sigle PIIGS, porcs en anglais, se réfère au Portugal, Irlande, Italie, Grèce et l'Espagne.

<sup>13</sup> Le déficit extérieur de l'Espagne en 2007 a atteint 10% du PIB, le Portugal également était très près de ce chiffre et la Grèce a grimpé à 14%. Les indices américains n'étaient que légèrement inférieurs: le déficit extérieur en 2007 était de 6% par rapport à son PIB énorme.

d'autre, est la condition pour que la grande «fête de l'Europe méridionale», explique la croissance espagnole, la plus élevée de tous les grands pays européens.

Loin, donc, de la propagande les divers partis de la droite —toujours bien armés de chauvinisme et de xénophobie— dans le nord et le centre de l'Europe, le pouvoir d'achat des pays périphériques fournis par l'euro a réellement permis de reconstruire l'excédent des pays d'Europe centrale au cours de la décennie 2000, et surtout l'Allemagne. Qu'il suffise de dire que ce pays est passé d'un déficit modéré dans les années 90, pour accumuler un excédent important dans sa balance des paiements (7,6% de son PIB en 2007). D'une certaine manière, dans l'Union européenne on a reproduit, quoique sur une plus petite échelle, l'échange qui se produit même à l'échelle mondiale entre les Etats-Unis et la Chine. Dans ce cas, la balance commerciale favorable de l'Allemagne a pu se développer par des exportations vers ses partenaires européens, et aujourd'hui encore, en pleine crise, elles représentent plus de 60% de leur revenu net. Dans une mesure non négligeable, ces exportations étaient corrélatives à l'accroissement du déficit extérieur des pays périphériques, qui à son tour se chargeait des investissements et d'achats des actifs des pays d'Europe centrale vers des pays qui ont connu de grandes bulles immobilières (Espagne, Irlande) ou encore au moyen de prêts et de crédit international canalisé par des sociétés et des institutions financières privées.

En bref, l'adhésion à l'euro qui tente de pousser vers le haut ne peut faciliter, en aucun cas, l'amélioration de la productivité de ces pays. En fait, la formule de un euro cher, bénéficiant des intérêts financiers des grandes banques, et une Europe périphérique appauvrie, condamne toute une région à une croissance défectueuse, dans lesquelles les propres exportations allemandes en difficulté (ainsi que les scandinaves et françaises) finiront par mettre à plat ventre le marché intérieur (européen) déprimé et une compétitivité externe à la baisse par un taux de change défavorable.

Enfin, la présomption selon laquelle les mesures d'austérité et les réformes structurelles vont augmenter la productivité de ces pays dans le moyen terme choque aussi avec un autre obstacle majeur. La structure économique de l'Union européenne a été conçue pour empêcher la concurrence industrielle interne grâce à un système particulier de spécialisations économiques régionales. Par exemple, l'incorporation des pays ibériques en 1986 fut conditionnée par le démantèlement partiel —et, dans certains secteurs, dans sa totalité— de ses appareils industriels. Les raisons ne se justifiaient pas seulement par le manque de compétitivité et par l'obsolescence de ses tissus industriels, mais aussi à cause de la position dominante des corporations industrielles des pays d'Europe centrale également plongés dans un intense processus de restructuration.

Dès son incorporation, la structure économique de pays comme l'Espagne ou la Grèce renforça la spécialisation dans les secteurs qui leur semblaient «plus compétitifs», à savoir, le tourisme, l'immobilier, certaines lignes industrielles (habituellement résiduelles) et les services aux personnes. Mais parler de compétitivité dans les services comme la restauration, le commerce, le tourisme et l'immobilier, largement majoritaires sur toute la côte méditerranéenne, ne cesse pas d'être un contresens. Il s'agit de secteurs de biens non-négociables, hautement territorialisés et où les dynamiques d'accumulation et d'obtention de profit

passent moins par l'innovation technologique que par l'exploitation brutale et férocité du travail, en attirant une masse croissante de touristes et d'investisseurs. Comment, alors, ces pays pourraient-ils parier sur une reconversion productive qui les mettraient sur le chemin de la rude concurrence des durs marchés internationaux pour les produits industriels? Quel genre de plan pourrait se transformer en Grèce dans un quartier industriel chinois, au Portugal dans la nouvelle Europe à Hong Kong ou en Espagne dans la Corée du Sud occidentale? Rien de plus pathétique dans ce domaine, que la propagande de la stratégie dite de Lisbonne, dans laquelle le texte original de 2000 a déclaré son intention de faire de l'UE «une économie de la connaissance plus compétitive et dynamique du monde, capable d'une croissance économique durable accompagnée par une amélioration de l'emploi et d'une meilleure cohésion sociale».

3. La crise financière est loin d'être réglée. L'exposition des banques européennes à la dette des pays périphériques voit arriver la menace croissante d'un non-paiement que la Grèce pourrait déchaîner les événements, entraînant un non-paiement portugais, Irlandais et peut-être même espagnol ou italien. A force de tendre la corde de la dette, la décision de l'UE de sauver les banques, face et contre la volonté des populations européennes, pourrait se retourner contre son objectif initial. La situation semble de plus en plus à celle de 2007-2008, lorsque l'effondrement des marchés de la titrisation de la dette hypothécaire des Etats-Unis a propagé le crash financier dans le monde entier, mais avec la particularité que désormais les actifs toxiques seraient les bonus de la dette des pays dits périphériques. En cas de non médiation par une intervention européenne forte, l'impayé emporterait sûrement avec lui les banques européennes les plus fragiles. À son tour, l'exposition des banques américaines face aux banques européennes, réactiverait la crise par les mêmes voies, mais cette fois en provenance de l'autre côté de l'Atlantique. Le résultat serait une nouvelle phase de dépression causée par l'insistance à placer les intérêts du capital en argent à tout autre critère que la durabilité économique et sociale.

Dans ce contexte, l'option «sauvons les banques plutôt que les populations» pourrait avoir un effet de boomerang. Si cette hypothèse est vraie, nous serions les témoins d'une simple opération de retard de l'inévitable crise financière qui finira par balayer le financier européen toujours gonflé. L'effet de levier des grandes banques européennes et américaines —c'est-à-dire, la relation entre le montant réel des actifs monétaires et les prêts qui ont été réalisés ou bien des actifs achetés avec cet argent— est si grossi, qu'une vague de panique modérée axée sur la défaillance financière d'une poignée de petits pays comme la Grèce, l'Irlande ou le Portugal peut se terminer par une nouvelle série de faillites et de sauvetages comme Bear Stearns &, Lehman Brothers ou AIG, mais avec des noms beaucoup mieux connus sur le continent. En fait, ces noms devraient reconnaître que derrière la bannière des soit disant pays périphériques, dans ce qui est maintenant la plus grande opération de nationalisation de la dette privée dans l'histoire européenne. Si cet effondrement bancaire arrivait, la constitutionnalisation

des principes néolibéraux dans le cadre institutionnel de l'Union devrait rejoindre la liste des poisons économiques les plus puissants jamais produits.

En d'autres termes, les principes de Maastricht, matraqués dans tous les traités ultérieurs —contrôle du déficit public, inflation faible et des niveaux d'endettement public toujours proche de pays les plus sains— n'ont pas permis une croissance digne de ce nom pour l'euro-groupe. Les seules exceptions sont venues, précisément, des bulles patrimoniales de certains pays périphériques comme l'Espagne. L'accent mis actuellement sur ces politiques, par le biais du nommé Pacte de l'euro,<sup>14</sup> ne semble pas à prédire une sortie positive de la crise. Au contraire, l'insistance sur ces mesures favorisera la position des créanciers, sans même garantir leur solvabilité à court terme.

Le problème est qu'il n'existe pas de modèle de remplacement pour le gouvernement des intérêts financiers, il n'y a pas d'alternative —du moins de la part des institutions et de la classe politique— qu'une autre série de plans de sauvetage, d'attaques sociales et appauvrissement des populations européennes. Dans l'ordre financier actuel, le mirage de l'exportateur allemand ne sera pas seulement bref, mais il n'a aucune chance d'être généralisé à tous les pays de l'Union, au moins sur la base d'un euro fort et le suivi serré de grandes banques européennes. En bref, l'impulsion institutionnelle à la bulle de la dette souveraine n'a pas été la plus stupide solution que l'UE pourrait remettre dans le projet européen.

4. Nous ne savons pas encore ce que pourrait engendrer un défaut de paiement d'un ou plusieurs pays européens et leurs répercussions sur la monnaie unique. Depuis la vague d'attaques de l'été 2011, s'est développée une version étendue de la bulle de la dette souveraine qui entraîne le mécanisme d'extraction financière vers une phase de profonde agonie. Sans qu'aient disparues les baisses de qualification de la dette souveraine comme un moyen d'ouvrir des espaces de haut bénéfice financier, la chute du marché boursier, menés par les banques européennes les plus endettées, se sont connectés semi-automatiquement à la sortie de lourds flux de capitaux vers l'achat de la dette allemande (la niche de sécurité) et vers la dette périphérique (des niches de profits élevés). Le résultat est une rétro-alimentation continue des différences entre les coûts du financement allemand et des pays périphériques, ponctuée par des cycles de deux ou trois jours qui dans ces moments là étranglent les économies. La Grèce reste l'exemple paradigmatique. Courant Septembre 2011, la prime de risque sur la dette grecque a atteint des rendements absolument exorbitants variant entre 50% et 110%. Pour avoir une idée de l'échelle à laquelle ce processus de dépossession se produit, nous devons nous rappeler que l'intérêt maximum payé par la Grèce pour ces émissions de dette antérieure à l'été 2011 était proche de 20%, ce qui a suffi à lancer une intervention sur son économie.

---

<sup>14</sup> Il s'agit de l'accord signé par les chefs d'Etat européens en Juin 2011 afin d'assurer soi-disant la stabilité économique de la région. Parmi les autres perles étaient incluses l'indexation des augmentations de salaire à la croissance de la productivité, de nouveaux compromis de l'ajustement budgétaire et une nouvelle série de mesures d'assouplissement (précaire) des conditions de travail. Son efficacité comme son mécanisme de «stabilisation» semble claire à la lumière du nouvel épisode de crise de la dette souveraine en Juillet de cette année.

Dans ces conditions, le débat sur le non-paiement de la dette est devenu un enjeu central dans la politique européenne. Dans une large mesure, on peut considérer que la valeur *par défaut*, du moins en Grèce, s'est développée en Grèce bien avant l'été et que tout simplement depuis, l'Union Européenne et le gouvernement grec recherchent des formats adaptés (refinancements, restructurations, etc.) pour les vendre comme des opérations financières courantes. Le paiement de la dette est toujours une variable politique et les impayés, y compris, sont de complexes figures politiques dont le sens dépend en grande partie de qui les énoncent et commentent. Parmi les «vous ne nous payez pas» et «nous ne vous paieront pas» il y a un abîme symbolique et politique. En d'autres termes, alors que l'impayé comme initiative de la société civile est une déclaration de la souveraineté populaire, le non-paiement décrété par les créanciers renforce le contrôle des instances financières sur les actifs et les flux de futures ressources. Et c'est exactement la lutte qui se tient en Grèce, et qui pourrait constituer l'horizon politique immédiat des autres pays périphériques. Face à des citoyens qui se rebellent contre la dette, qui affirme «aucun paiement» et qui exige un audit démocratique sur la dette, les institutions de l'Union européenne et le FMI ont menacé de déclarer le pays en faillite s'il n'approfondi pas des programmes d'austérité et de privatisation.

Ce qui est invariablement associé au défaut de paiement de la dette souveraine, c'est la possibilité d'une sortie de la monnaie européenne commune. Il s'agit d'un argument purement disciplinaire utilisé par les institutions européennes pour menacer les pays rebelles avec une déconnexion pure et simple de la carapace européenne et l'exposition ouverte à une puissance impitoyable financière que l'UE elle-même a alimentée. Mais il y a une autre version à la sortie d'euros de source «progressiste» qui revendique le même corollaire inévitable du défaut de paiement et le redressement comme un moyen indispensable de récupération des instruments monétaires nationaux, en particulier la dévaluation de la monnaie, qui soit capables de stimuler la compétitivité sans continuer d'enfoncer les coûts salariaux. En ce qui concerne ce dernier cas, la menace de l'UE à leurs états membres périphériques contient un puits de vérité qui le rend extrêmement efficace. Un certain nombre de monnaies nationales plus modestes seraient un terrain fertile pour des attaques spéculatives sur les types de change ayant un impact beaucoup plus élevé que les attaques sur l'euro, ce qui vraisemblablement se traduirait par d'autres séries d'austérité et de privatisations. Compte tenu de ce scénario, il faut dissocier le droit au nom paiement avec la sortie de la monnaie unique, en l'interprétant comme une figure de la souveraineté démocratique européenne plutôt que comme un retour à la souveraineté nationale, exprimée dans une monnaie propre.

#### **1.4 La liquidation de l'Etat social y la crise du projet européen**

La crise s'est vue juxtaposée par la plus grande coupe sombre sur les avantages sociaux et les salaires qu'a pu connaître l'Europe au cours de ces vingt dernières années. Les réformes se sont toutes orientées vers toutes et chacune des directions

qui depuis longtemps se trouvaient dans le point de mire de l'élite économique. Dans le marché du travail, les nouvelles lois ont rendu les conditions de travail encore plus précaires du fait d'un nouveau tour de vis en vue d'une adaptation automatique de la prestation du travail aux nécessités du patronat. Les réformes contiennent également des attaques sauvages aux vieux systèmes de négociations collectives ainsi que la mise en place de mécanismes de discipline dans le travail encore plus serrées. Les réformes les plus importantes sont sans doute celles que subissent les systèmes publics de retraites, lesquels jusqu'alors n'avaient jamais souffert une érosion aussi agressive. Dans bon nombre de pays (La France, l'Allemagne, la Grèce, l'Italie, le Portugal, l'Espagne) l'âge de la retraite a été repoussé et le nombre d'années de cotisations servant de plafond aux prestations a été augmenté. Ce qui indubitablement va déboucher sur une diminution des prestations moyennes. Et pendant ce temps-là, de nouveaux avantages fiscaux en faveur des fonds privés de pensions vont être mis en place, lesquels, il va de soi, sont gérés par les grands agents financiers européens.

Parallèlement à cela, l'Etat social a récupéré la première place au sein du *ranking* des ennemis des élites économiques. La réponse de la classe politique, toujours docile face aux chantages de l'oligarchie financière, a été d'appliquer des plans sévères de réduction et de liquidation de presque tous les postes du budget, la plupart du temps en privatisant les hôpitaux, les centres médicaux, les services sociaux et même les centres d'éducation. Ce qui revient à dire que le célèbre Etat providence européen, qui durant des décennies a été le flambeau de ce qui est, peut-être, la seule singularité de civilisation que le vieux continent pouvait encore présenter avec une certaine dignité et même un certain orgueil aux yeux du monde, est entrain de se transformer en restes archéologiques.

Aucune de ces lignes de réformes ne peuvent être considérées, il n'y a là aucun doute, comme produit d'une urgence face à une époque exceptionnelle. «L'incontournable» nécessité des mesures anti-crise a tout simplement fait rejaillir, augmentées et renforcées, les mêmes directrices qui depuis des années faisaient partie du programme néolibéral. Et pour preuve du succès de ce programme, il suffit de revoir les principaux faits marquants de l'histoire récente de l'UE. La pièce maitresse, le Traité de Maastrich, signé en 1992 et ratifié dans ces lignes générales aussi bien par la Constitution européenne frustrée que par le Traité de Lisbonne, octroyait un caractère prioritaire aux principales prescriptions du programme. Le Traité n'imposait pas seulement les contrôles déjà mentionnés des dépenses publiques et de l'inflation. Il comprenait également la libéralisation des marchés de l'énergie, des télécommunications, du gaz naturel et des services postaux. Ce qui revenait à promouvoir la privatisation des principales entreprises publiques européennes dans des secteurs qui jusqu'alors étaient considérés comme des monopoles naturels et de ce fait peu aptes à être gérés par les mécanismes présumés infailibles de la concurrence des marchés. On peut de même considérer comme inspirées des principes néolibéraux, les politiques de «libéralisation» et privatisation des services et infrastructures de transport, tels que les aéroports, les ports, les autoroutes et les réseaux ferroviaires, spécialement de certains cas où le transfert vers le secteur privé a été complet, tels que aéroports et services ferroviaires du Royaume Uni.

Le traité de Lisbonne, qui depuis 2007 remplace la Constitution Européenne refoulée, a franchi un pas de plus vers les politiques de libéralisation et de dérégulation. La récente Directive des Services de 2006, plus connue comme directive Bolkenstein mérite une mention spéciale. Hormis la simplification des démarches bureaucratiques d'installation d'entreprises et de filiales au sein de l'UE, la directive nivelle vers le bas les conditions de travail de la prestation de services en se servant du principe polémique du pays d'origine. Selon cette clause, les entreprises qui s'installent dans un pays différent à celui de leur siège peuvent appliquer la législation de leur pays d'origine ; manière curieuse de donner un coup de pouce constitutionnel au *dumping* social.<sup>15</sup>

Et comme il arrive dans la plus grande part de ce type de politique de source néolibérale, le sacrosaint principe de concurrence leur servant de prétexte, a été « obtenu » exclusivement au prix d'une réduction unilatérale des coûts salariaux. Objectif que l'on peut considérer atteint au vu des données que nous offre l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) au cours de cette dernière décennie. Durant les années 2000, les coûts salariaux des principaux pays de l'Union Européenne, soit sont restés bloqués, comme dans le cas de l'Allemagne, soit ont augmenté modérément et très en dessous de la croissance des bénéfices des entreprises, tel qu'en France ou en Italie. La maîtrise des salaires, implicite aux politiques de contrôle de l'inflation prescrit aussi bien par le Traité que par la BCE, en sus des lignes principales de réforme des marchés du travail, ont réussi à marquer comme politique officielle la précarité des masses qui s'étend sur toute l'Europe, et plus intensément sur les pays du sud et de l'est.

Le dernier cri conceptuel des défenseurs des « redressements » nécessaires du marché du travail s'appelle *flexecurity* ou flexicurité. Cette ingénieuse conjonction d'éléments opposés s'assoit, en réalité, sur trois objectifs principaux : 1) flexibilité totale en matière d'engagement et de licenciement, 2) formation professionnelle plus active et 3) améliorations des prestations aux chômeurs. La première mesure, évidemment, a un caractère de prescription, alors que la seconde repose sur la formation comme mécanisme d'adaptation continue aux nécessités des chefs d'entreprises et la troisième est purement d'aspect palliatif à un marché du travail soumis à une grande rotation et à des taux de précarité croissants. Il s'agit donc d'une version, plus ou moins sophistiquée, du *workfare* (par opposition au *welfare*), c'est-à-dire, du régime de travail forcé conditionnant toute aide ou prestation sociale à la recherche active d'un emploi. L'idée sous-jacente à cette nouvelle règle du marché du travail reconnaît le problème de l'emploi, mais d'une façon absolument perverse. Dans un contexte d'un chômage structurel élevé, qui se maintient dans la majeure partie des pays européens, y compris au cours des périodes de croissance,

---

<sup>15</sup> Comme exemple des implications de cette directive, citons ici quelques sentences connues du polémique Tribunal de Justice des Communautés Européennes (TJCE). Ainsi, le 11 décembre 2007 (Sentence Viking), le TJCE a désavoué la grève que le Syndicat finlandais des Transports avait organisé en 2003 afin que les travailleurs d'Estonie engagés par un armateur finlandais puissent jouir des conditions de travail en vigueur en Finlande. Le 18 décembre 2007, ce même tribunal a confirmé qu'une entreprise lettone sous-traitée en Suède pouvait payer les salaires propres à la Lettonie. Le 3 avril 2008, le TJCE a de nouveau rendu sentence dans ce même esprit, en considérant que la convention collective des travailleurs du bâtiment allemand n'était pas applicable aux 52 travailleurs ayant été sous-traités avec une entreprise polonaise.



autour de 7 à 10% de la population active, les réformateurs ne retiennent pour seule hypothèse, que l'élimination de toute friction «volontaire» à l'employabilité. Ce qui se traduit *de facto* par une suppression de toute alternative de vie en marge du travail salarié de plus en plus précaire et sous rémunéré.

La précarité des conditions de vie et de travail est encore plus aigüe en ce qui concerne les migrants, spécialement dans le cas des extra communautaires qui frisent les 30 millions d'âmes au sein de l'Union Européenne. Les lois sur les étrangers, qui ont été harmonisées au niveau de l'Union par le Traité de Schengen de 1995, établissent un système d'obligations réglementées (carte de séjour) qui jusqu'à maintenant ont garanti une soumission presque parfaite des étrangers aux emplois les plus mal payés. Toutefois, à partir de 2008, le contrat de travail a de nouveau soulevé le problème «d'excédent» de main d'oeuvre, en ne tenant compte que d'une seule variable d'agencement: celle des migrants. En juin 2008 a été publié la directive européenne Retour. Fondamentalement, les auteurs de ce document se proposent d'expulser 8 millions de migrants Sans-papiers. Cette directive, non seulement facilite le retour volontaire des étrangers, mais propose également l'assouplissement des expulsions des Sans-papiers, y compris les mineurs non accompagnés, et par la même occasion augmente jusqu'à 18 mois le délai maximum d'internement dans les CIE (Centres d'Internement pour Etrangers).

Dans un autre ordre d'idées, les services sociaux élémentaires, tels que l'éducation ou la santé, ont également fait l'objet d'une attention toute particulière des réformateurs. Mis sur les cordes sous prétexte de gaspillage, et par ailleurs, de plus en plus sous pression du fait d'un financement public en voie de resserrement, il semblerait que la solution néolibérale passe par l'introduction de mécanismes de marché. Ce type de stratégies sans surprises commence d'abord par la privatisation des organes les plus «rentables» des services et finit par une dégradation imparable de la qualité des dits services. C'est le cas, par exemple, des réformes des services de santé que subissent certains pays depuis la fin des années 90, et qui n'ont eu pour objectif que la restructuration des systèmes de santé sur la base de critères purement économiques, ainsi que de la privatisation de leur gestion au moyen de formules, qui vont de la concertation jusqu'au dénommés Partenaires Publics Privés (PPP). Cet instrument permet d'instaurer un régime de prestation de services qui en grande partie est conclu avec le secteur privé, et le secteur sanitaire devient alors une affaire aux bénéfices garantis. Le processus de privatisation est pratiquement abouti en Angleterre, et évolue vers un *work in progress (WIP)* intense dans bon nombre de pays et de régions – presque toutes les communautés autonomes espagnoles, certains *länder* (régions) allemands, plusieurs hôpitaux en Italie.

L'impulsion réformatrice a également pris pour point de mire une autre des principales institutions européennes : l'Université. La construction de l'Espace européen de l'éducation supérieure, plus connu sous le nom de Processus de Bologne —en référence à la déclaration signée dans cette ville par les ministres de l'éducation en 1999— a été appuyée aussi bien par les politiques européennes que par les accords de libéralisation des services signés dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Dans ce cas, et sous prétexte d'engendrer

un marché unique de diplômes homologables, toute une gamme de stratégies est entrain de se mettre en place afin de transformer les universités européennes en entreprises de prestations de services académiques et de recherche. Et comme cela est habituel devant tant et tant de documents officiels, le langage apparemment démocratique et bien intentionné doit être en fait traduit en conséquences et pratiques réelles des réformes. C'est ainsi que la nécessité présumée de «recapitaliser l'université» signifie simplement une augmentation du taux d'inscription, de financiarisation de l'accès à l'université grâce à des prêts légers (endettement des étudiants) et une participation des grandes entreprises à la recherche appliquée et aux organes de gestion des institutions universitaires. L'introduction de «la société dans l'Université» implique de nouveau une plus grande présence des grandes corporations au sein des organes de gestion, et de plus soumet les programmes de formation aux règles coût-bénéfice, aussi bien en termes monétaires qu'en termes de «valeur professionnelle» que les élèves acquièrent grâce à la formation académique. La primauté des «compétences» sur les «contenus» vise à la nécessité du développement des capacités professionnelles génériques face à la fonction critique qui, en principe allait de pair avec l'origine humaniste de l'université européenne, etc...

Au vu de ces réformes, c'est plutôt le principe de service public de caractère universel qui semble être en crise, ce qui revient à dire, que le vieux concept de «droits sociaux», est de plus en plus conditionné à la prestation professionnelle et à la «productivité» du travailleur. L'alternative à brève échéance sera sûrement l'extension de formes de provision privée des vieilles garanties sociales, généralement par des voies financières (crédits, assurances, fonds de pensions) et la dégradation des services publics à l'échelle de systèmes de charité pour les plus nécessiteux. En fait, les solutions de marché, en sus d'être en général plus onéreuses —après tout elles doivent garantir des pourcentages de bénéficiaires suffisants pour le secteur privé— et moins équitables en termes sociaux, ont amené une politique d'attaque soutenue aux dépenses sociales publiques. Selon Eurostat, les dépenses publiques en prestations sociales de l'Union européenne, comprenant les principaux postes de l'Etat-providence sauf les transferts monétaires, ont perdu un point par rapport au PIB européen entre 2000 et 2007, et c'est seulement alors qu'elles ont reçu de nouveau une impulsion due au fait de l'effet de réaction automatique des mécanismes de protection face à la crise. Dans un pays tel que l'Allemagne, les dépenses sociales publiques ont perdu jusqu'à trois points par rapport au PIB durant cette même période. Sans nul doute, les mesures d'austérité mises en place depuis 2010 ont engendré aussi bien des réductions de financement que de nouvelles progressions dans la restructuration pro-marché des services publics.

Et comme il ne pouvait en être autrement, le retrait de l'Etat social et les mesures de redistribution, imposées par l'orthodoxie libérale, ont été un facteur clé en ce qui concerne le dépouillement d'importants secteurs sociaux. Pour condenser cette tendance, prenons un seul chiffre: l'Europe compte déjà plus de 100 millions de pauvres, c'est-à-dire ceux dont les revenus sont en dessous de 60% du revenu national *per capita* de leurs pays respectifs. Les chiffres d'Eurostat montrent une croissance spectaculaire durant les années 2000 (1999- 2010). Dans la plus grande partie des pays européens le nombre de pauvres a augmenté de plus de 50%. La

population en dessous du seuil de pauvreté a doublé dans les pays baltiques, atteignant 80% en Pologne, en République Tchèque et en Grèce, et 60% en Espagne. Mais les quatre grands pays centraux n'ont pas non plus échappé à ce problème. En Italie, le nombre de pauvres a augmenté de 54%, dans le Royaume Uni et en France de 40% et en Allemagne de 35%; chacun de ces états présente en chiffres absolus environ 10 millions de pauvres. Et comme il ne pouvait en être autrement, la précarité du travail, le contrôle des salaires et les attaques aux transferts sociaux, suivi des fractures sociales produits par la crise, ont eu pour effet d'augmenter rapidement les chiffres de la population aux recours limités. Bon nombre d'entre eux, ou plutôt d'entre elles —en effet, la majorité sont des femmes— sont de plus des travailleurs sous-employés dans des secteurs de moindre qualification et rémunération. Ce sont les *working poors* ou travailleurs pauvres européens.

Ces données sont en corrélation avec la forte augmentation des revenus des tranches les mieux positionnées dans l'échelle des revenus et du patrimoine, c'est-à-dire 10%, 5% et surtout 1% des hauts salaires et des grands patrimoines européens. Bien qu'aucune source n'offre de données complémentaires quant à l'énorme concentration de la richesse des tranches les plus riches de la population, toutes les études et sources nationales pointent vers ce même résultat. Il existe une petite fraction de population obtenant des revenus salariaux supérieurs à 5 fois, 10 fois et jusqu'à 100 fois le salaire moyen de leurs pays respectifs. On remarque également une croissance rapide et consistante des patrimoines les plus riches. Ce n'est pas en vain que les bulles financières ont été un outil formidable renforçant les positions patrimoniales de ces secteurs sociaux.

Ce que nous devrions considérer, à proprement parler, comme un vaste programme d'appauvrissement social, est loin, toutefois, d'être une pure conséquence naturelle du modèle économique actuel. Faute de collaboration active des politiques publiques, les résultats auraient été beaucoup plus modestes. Les politiques fiscales sont en fait l'élément clé. Presque tous les états mènent depuis plus d'une décennie une politique de rabais des taux d'imposition sur les grandes entreprises et les revenus sur le capital, en transférant de fait sur la consommation et les revenus salariaux la plus grande part des recettes fiscales. Il suffit de remarquer qu'au cours de ces 15 dernières années, le taux maximum d'imposition sur les revenus des pays de l'UE a baissé de 10 points en moyenne. Il s'agit, en fait, de l'application des mêmes mesures d'aides fiscales aux riches qui ont eu tant de succès en matière de politique récente des Etats Unis, et qui, d'une façon de plus en plus apparente, ont trouvé leur réalisation particulière de l'autre côté de l'Atlantique. Ce qui consiste une preuve de plus que le dénommé néolibéralisme ne déclare pas tant la guerre à l'Etat mais tend plutôt à son contrôle via les élites économiques et financières.

### **1.5. Territoires en crise**

La crise génère également un terrain social et politique particulier. Aucune des tendances citées se distribue de forme homogène dans l'espace européen. La pression financière sur les dénommés pays périphériques est un exemple de comment

les effets de la crise peuvent être déviées sur les populations et les régions les plus faibles et comment le schéma centre-périphérie peut reprendre force sur le vieux continent. De même les politiques de liquidation de l'état social se font ressentir principalement sur les couches sociales à faibles revenus, ce qui, au plan urbain, revêt un caractère particulier, sous forme d'une dégradation croissante des périphéries des villes européennes. C'est cette double fracture —celle qui se produit entre les dénommés pays centraux et les pays périphériques, et celle qui se produit à l'intérieur des principales métropoles européennes— ce qui détermine les territoires de la crise et donc les espaces potentiellement plus explosifs.

La légitimité du projet européen, nous pourrions presque dire *l'european dream*, a été soutenu par un modèle particulier d'inclusion sociale et économique qui a fonctionné comme une promesse de progrès pour tous les membres «périphériques», que se soit du sud ou de l'est. Les ingrédients de cette recette idéologique se basaient sur deux points principaux: démocratie, face au passé dictatorial de tous ces pays, et modernisation, ce qui dans les différentes langues locales s'est traduit par une homologation aux standards des pays centraux, autant en ce qui concerne l'accès à la consommation, qu'aussi et surtout dans les versions de gauche, aux services publics et aux prestations sociales. L'intégration européenne a fonctionné donc comme une sorte de promesse d'abandon de la condition périphérique. Ce n'est pas hasard si l'image que l'Union a projetée d'elle-même se soit basée sur une opposition simpliste: d'un côté, l'Europe démocratique et civilisée des économies de marché; et de l'autre, la non Europe.

Au vu de cette carte imaginaire particulière, la périphérie européenne se situait au-delà de ses frontières, tout au moins pour l'Eurogroupe qui comprend tous les pays méridionaux. Cette périphérie pouvait inclure les pays de l'est récemment intégrés, tels que la Roumanie ou la Bulgarie convertis en sources de travail avantageuses pour des économies plus dynamiques; mais aussi les pays de la rive sud méditerranéenne.

Le Maroc, la Tunisie, l'Algérie, la Libye, l'Égypte, mais surtout la Turquie, ont représenté historiquement dans le drame européen le rôle du grand «Autre». Et cependant, à la lumière de ses fonctions économiques et politiques réelles dans le puzzle de l'Union Européenne, ces pays sont loin d'être une part externe de son corps. Le noyau contradictoire de cette projection géographique réside dans l'asymétrie entre une Europe politique, organisée autour des frontières extérieures marquées par les accords de Schengen, et une Europe économique qui en réalité peut se mesurer sur une échelle comprenant tout le continent et la rive sud de la méditerranée. De la sorte, si bien l'Afrique du Nord et la Turquie nous sont présentées, au vu des images classiques de la carte continentale, comme le négatif de l'Europe, au vu de leur culture majoritairement musulmane et de leurs systèmes politiques autoritaires, sous l'angle de leurs positions matérielles, ces pays sont autant intégrés dans l'Union que les pays de l'Est récemment incorporés. Il ne s'agit pas seulement d'une importante délocalisation industrielle de la rive sud méditerranéenne —spécialement la plus polluée ou celle de moindre valeur ajoutée—, ou que ces mêmes pays fournissent une part importante du gaz naturel et du pétrole se consommant en Europe. Ces pays sont européens parce qu'une

partie substantielle de leur population l'est déjà. Plus de 10 millions de maghrébins ou descendants de maghrébins, ainsi qu'un peu moins de personnes d'origine turque, vivent en Europe sous des degrés différents d'accessibilité à la nationalité.

Les flux d'inversions, de biens et de personnes sont constants, et la frontière européenne ne fonctionne qu'en vue de garantir l'exploitation inégale de ceux-ci; et naturellement toujours dans l'intention de favoriser la rive nord. Les propres frontières européennes ont été délocalisées vers le sud, convertissant certains de ces pays en une vraie écluse d'entrée en Europe, au moyen de toutes une série d'instruments spéciaux, presque toujours financés par la UE, tels que la police des frontières, les prisons pour émigrants, ou encore le corollaire classique de l'intervention palliative de la main d'une lourde armée d'ONG. Vu sous cet angle, l'image du Maghreb, de la Turquie ou du Moyen Orient, comme «l'Autre» européen, inassimilable aux structures sociales et politiques du continent, renforce d'avantage l'idéologie d'une position de soumission économique, que de reflet d'une opposition culturelle irréductible. À l'inverse de l'image qu'exploitent ceux qui attisent le feu de l'islamo phobie et du racisme, ce que vient à démontrer l'occupation courageuse de la place de Tahrir et des protestations dans les rues de Tunis est que les populations européennes ont peu de leçons de démocratie à donner à leurs homologues nord-africains. Et ce qui est le plus important, la puissance insoupçonnée d'une alliance politique trans méditerranéenne que semblent nous montrer de tels mouvements.

De toutes façons, et vu de l'intérieur de l'UE, tel que cela se dessine sur les cartes officielles, la crise nous a restitué le vieux rêve européen sous forme d'un cauchemar particulier que chaque pays vit sous différents degrés d'intensité. Les vieux échos d'une Europe à deux, à trois, ou à quatre vitesses, qui autrefois ont été entendus lors de l'unification monétaire, se sont convertis en un tumulte géologique provoqué par les grandes fractures continentales ayant ouvert la crise de la dette souveraine. De toute façon, les pays de l'Est, et plus particulièrement les pays baltiques et tous les états récemment intégrés, ont vu comment le train européen leur a échappé, alors que la chute de l'économie de leurs pays ruinait le progrès s'étant produit durant la dernière décennie. La division Est-Ouest est maintenant semblable à celle d'il y a dix ans, et l'euro, dans le cas où il survivrait, sera indubitablement un objectif à très long terme pour presque tous ces pays.

Même au sein de l'Eurogroupe, la crise de la dette souveraine offre une seconde lecture, le code chiffré se trouvant dans la concurrence entre les États. Rien de surprenant que l'Allemagne se soit alignée sur les principales banques européennes en vue de punir les pays périphériques. L'attaque sur les bons de ces États, en sus de rééquilibrer les bilans terriblement fragiles de leurs propres principales institutions financières, a eu un effet extraordinairement positif pour le placement de leurs bons. Dans la mesure où la dette publique de tous les pays européens se calcule en fonction du bon allemand, la nouvelle Grande Allemagne a pu exercer une sorte de droit de seigneurage en vue de financer sa propre dette avec une garantie d'un taux d'intérêt considérablement plus bas que le reste. De cette façon, le pays de l'épargne, de la concurrence et de l'essor exportateur a pu financer à très bas prix une dette qui en fait était plus importante que la moyenne des

autres pays de l'euro. Les conséquences sont fondamentalement de trois types: premièrement, le coût de l'unification allemande et de presque deux décennies de stagnation économique ont été presque oubliées grâce à la libre concurrence sur les marchés de la dette. Deuxièmement: les principaux payants du différentiel positif du financement de la dette allemande ont été les populations des pays périphériques. Troisièmement, la fracture nord-sud de l'Union, masquée jusque là par les fonds régionaux et le grand dynamisme de certains pays méridionaux, ainsi qu'un rejet probable de l'euro de certains de ces États.

Les fractures internes de l'Union (est-ouest et nord-sud) sont cependant moins explosives, au moins pour le moment, que celles que traverse la structure sociale effilochée des grandes villes européennes. Les inégalités deviennent totalement intolérables quand elles coexistent dans le même espace. Et c'est ce qui arrive dans les principales régions métropolitaines de l'Union comme Paris, Londres, Madrid, Berlin, Milan, Bruxelles, etc.. Toutes ces villes, d'une importante projection globale, habillées de grands centres financiers, quartier d'hiver des plus grandes corporations européennes, cathédrales de la consommation globale et étalages du mode de vie de la classe dirigeante européenne; mais aussi usines de services qui emploient des dizaines de millions de travailleurs précaires et mal payés, souvent d'origine transnationale et ayant un accès aux services et aux droits sociaux à chaque fois plus fragile. En d'autres termes, dans ces grandes villes cohabitent la plus grande ostentation qui soit avec la précarité la plus extrême, les grands centres de pouvoir du continent avec un collage social et culturel condamné à lui vendre son travail à un prix dérisoire. Les limites de revenus qui parfois existent entre un quartier et un autre, par exemple entre le centre financier de la City de Londres et le vieux East London, converti en la plus grande concentration de population d'origine hindou d'Europe, sont plus importants que ceux qu'il y a entre le premier et tiers monde. Une unique donnée : la différence entre le patrimoine du 10% des plus riches de cette même ville et du 10% des plus pauvres, est près de 300 fois plus.

La crise urbaine en herbe n'est pas, par conséquent, un résultat provenant de la crise économique. Celle-ci est le résultat d'un travail de fond tout au long de ces dernières décennies, dû au démantèlement de l'État social dont souffrent plus particulièrement les plus pauvres, de la dérégulation des marchés du travail qui précarisent fondamentalement les segments d'emplois les moins qualifiés, de l'abandon des politiques de logements sociaux rejetant ces populations vers les quartiers les plus dégradés, mais aussi par un racisme institutionnel borné. La caractéristique la plus notable de ce nouveau prolétariat urbain est en effet, sa composition métissée, formé majoritairement par les émigrants des anciennes colonies européennes et de leurs descendants. Dans de rares cas, on peut dire que ces hommes et ces femmes soient des citoyens de plein droit de leurs états respectifs. Souvent ils n'ont pas de nationalité, ou bien ils n'ont pas de permis de séjour, et quand bien même ils l'ont, le fait d'être pauvres et de surcroît non blancs font d'eux des citoyens de seconde ou troisième classe, et par conséquent la cible de traitement spéciaux, fondamentalement pénaux et policiers.

L'esprit social revanchard des élites économiques et politiques a par ailleurs une portée sociale beaucoup plus large que celle englobant les secteurs les plus appauvris. Elle frappe de façon particulièrement destructrice ce qui avait été l'axe pivotant des sociétés européennes : ses classes moyennes. Dans ce difficile ensemble de positions sociales comprenant aussi bien les professions libérales que les travailleurs qualifiés de l'industrie on pouvait reconnaître, cependant, certaines caractéristiques communes. Il s'agissait fondamentalement de la possibilité de prévoir son futur et de ne pas avoir à «vivre au jour le jour», comme s'était le cas du prolétariat historique. Cette capacité de prévision du futur, venait normalement de la main d'un projet familial, qui à son tour s'appuyait sur des retraites publiques, des services sociaux élémentaires (éducation et santé surtout) et une certaine stabilité du travail. En conséquence, le citoyen reproduisait un sentiment élémentaire d'appartenance au «corps national», avec lequel il avait scellé un pacte social.

Rien de tout cela ne semble évident dans les conditions actuelles. La précarité, la flexibilité du travail, la détérioration des garanties sociales assurées jusque-là par l'État et substituées par des organismes privés (fonds de pensions, assurances sociales) veut dire tout simplement ceci: le pacte social donnant corps et fantaisie aux classes moyennes a été rompu. Celles-ci se sont érodées par le bas et ont vu apparaître un décrochage massif d'une génération de travailleurs soumis à des conditions de vie de plus en plus précaires et incertaines.

De cette nouveau tissus social des grandes métropoles européennes découle une lecture politique peu claire pour le moment, si ce n'est contradictoire. D'une part, il se produit une tension sociale croissante qui jaillit du fait d'une concurrence de plus en plus grande face à des recours de plus en plus rares. De l'exploitation politique de cette concurrence découle les lignes connues sous le nom de «guerre entre pauvres» et sous forme de politisation frôlant ou tout simplement s'intégrant directement dans le cadre de l'extrême droite européenne. Ici on joue avec la nostalgie d'un passé perdu d'appartenance sociale (ou nationale), de respect du travail honnête et des valeurs familiales que l'on oppose aussi bien au cosmopolitisme urbain qu'aux étrangers, malgré qu'ils soient parmi nous depuis des générations. L'extrême droit est la plus importante pathologie politique de ces segments sociaux poussés de plus en plus vers le bas: c'est le nid, par exemple, de la droite française du front national, qui dans bon nombre des banlieues ouvrières des glorieuses décennies passées a recueilli le vote des anciennes formations de gauche.

D'autre part, entre le prolétariat juvénile condamné au sous-emploi et au travail le plus dégradant, soumis au contrôle policier, au racisme institutionnel et au vide d'horizon personnel et social, s'est répandu un sentiment d'impatience potentiellement explosif. Il ne s'agit pas seulement de l'énorme variété de ces sous-cultures juvéniles surgissant et se multipliant au sein de ces secteurs sociaux, alimentant des industries aussi importantes que celle de la musique. Il ne s'agit pas non plus du rejet institutionnel évident, de la culture des bandes ou des réseaux sociaux de petite criminalité, qui de temps à autre sont exploités par les médias, par un travail des plus efficaces pour engendrer une atmosphère

d'urgence sociale sans solution de continuité. Non. Il s'agit des épisodes presque insurrectionnels qui se sont produits au cours de ces dernières années, et qui sont toujours dans l'attente d'une interprétation sociale et politique allant plus loin que celle de l'incrimination ou de la compassion bénévoles envers les pauvres. Voir les révoltes des banlieues françaises de 2006, des jeunes grecques de 2008 ou des *riots* de Londres de l'été 2011.

Mais peut-être que la réaction politique la plus intéressante face à l'appauvrissement social croissant est celle qu'exprime le mouvement européen émergent et qui s'est mis en marche au cours de ces deux dernières années.



## II. Un spectre parcourt l'Europe

Un spectre parcourt le Sud de l'Europe, refuse de céder sur la rive Sud de la Méditerranée et menace les pays du Nord. Le mouvement prend le nom des places principales des grandes villes: Tahrir, Syntagma, Puerta del Sol, Plaça Catalunya. Sa force réside dans le refus, le renversement des formes de gouvernement dégénérées, corrompues, incapables d'arrêter la spoliation financière. «Ils ne nous représentent pas» crie le 15-M sur les places espagnoles. Le mot démocratie devenu revendication commune annonce l'avènement d'une politique qui ne se laisse pas circonscrire aux formes instituées de la représentation. Ni syndicats ni partis ne capitalisent le mouvement. Seules, la force commune, la symbiose d'imagination, démocratie directe et communication horizontale construisent et élargissent la révolution en marche.

On a voulu comparer ce mouvement aux explosions révolutionnaires de 1848.<sup>16</sup> Et là, il y a quelque chose qui va au-delà de la simple comparaison. Comme en 1848, les insurrections risquent de devenir des révolutions. Comme en 1848, les explosions se propagent de pays en pays, deviennent contagieuses, tirent la leçon les unes des autres, en une spirale de radicalisation et de réinvention de la politique. Il est encore trop tôt pour savoir où elles aboutiront, mais c'est précisément en tirant parti des révolutions de 1848 qu'apparurent les premières organisations et revendications de ce qui serait à proprement parler le mouvement ouvrier et la proposition d'une démocratie qui ne se limiterait pas au suffragisme et aux droits politiques, ou si l'on préfère, celle de la notion de droits sociaux universels en tant que piliers d'une démocratie réelle.

Les pages suivantes tentent de dresser la généalogie des premières phases de ce mouvement. Celui-ci a été précédé par les protestations de la jeunesse qui ont parcouru l'Europe pendant la deuxième moitié des années deux mille, il s'appuie sur les luttes sectorielles en faveur des services publics, et naît au cours des mobilisations contre la crise des années 2010 et 2011. Nous pourrions dire aussi

---

<sup>16</sup> Les révolutions de 1848, connues aussi comme le Printemps des Peuples, mirent fin à l'Europe de la Restauration née des guerres napoléoniennes. Les révolutions débutèrent à Paris et se propagèrent aux Etats allemands et italiens, à l'Autriche et à l'Espagne. Outre qu'elles sont à proprement parler la date de départ de ce que nous pourrions appeler la «question sociale» moderne entre les mains du mouvement ouvrier naissant, le télégraphe en tant que premier instrument de communication en temps réel y joua un rôle crucial.

qu'il rencontre un précédent important dans le mouvement anti-globalisation des années 1999-2002 et dans les grandes manifestations contre la participation européenne à la guerre en Irak de 2003. Comme au cours des différentes vagues de protestations passées, le moteur central du nouveau mouvement européen a été l'indignation face à l'injustice des ordres politiques et économiques imposés par le néo-libéralisme, la décomposition sociale rampante depuis des décennies et des systèmes politiques de plus en plus insupportablement illégitimes. Dans ce sens, la crise n'a été que le déclencheur de charges explosives profondes ensevelies depuis longtemps au cœur des sociétés soumises à une tension croissante.

## 2.1. Résistances à la décomposition sociale: jeunes, déclassés, banlieues

L'hégémonie néolibérale a produit un effet puissant et imprévu: elle a réduit drastiquement la capacité des appareils institutionnels à intégrer ces segments générationnels qui, se voyant refuser les droits qui furent ceux de leurs parents (les droits classiques nés du travail), vivent désormais hors de tout cadre institutionnel de représentation qui promouvrait leur intégration dans la norme. Les jeunes, leurre depuis toujours des industries culturelles, sont en effet la majeure tumeur maligne de la spoliation financière. L'érosion de l'Etat social a commencé par expulser de son parapluie protecteur les générations les plus jeunes, tout spécialement celles condamnées à habiter les périphéries du continent (les pays les plus faibles) et des principales métropoles européennes (les secteurs pauvres et les deuxième et troisième générations migrantes). Par conséquent, il sera peu étonnant que le mouvement européen contre la crise fût annoncé par quelques déplacements perturbateurs; déplacements qui se situent entre les formes de lutte conventionnelle (comme les mouvements étudiants) et les expressions de rage et de malaise des plus déshérités; formes de protestation qui oscillent comme un pendule entre les salles des lycées et des universités et les places et les terrains à découvert des quartiers les plus paupérisés. Ici nous n'analysons que trois de ces phénomènes, peut-être les plus importants: le soulèvement des *banlieues* françaises en 2005 et 2006, les *riots* d'Athènes et Thessalonique en 2008 et le mouvement des étudiants européens contre ce qui a été appelé le Processus de Bologne.

1. Le 27 Octobre 2005, après une polémique intervention policière, deux mineurs d'origine maghrébine meurent électrocutés dans une banlieue parisienne. Un troisième est grièvement blessé. Les jours suivants, les quartiers périphériques français de Paris, Toulouse, Lyon... les *banlieues*, soulevées en faveur de la population ouvrière d'origine émigrée, éclatent en une série d'affrontements violents, incendies aveugles de voitures et attaques de magasins et d'administrations. Les événements se répètent plusieurs jours de suite et s'intensifient au printemps 2006. La violence des jeunes ne revendique aucune expression politique reconnaissable. Elle semble être le résultat ultime de la ghettoïsation des quartiers périphériques, de l'isolement social et économique des jeunes: les enfants et les petits enfants des émigrés maghrébins et africains arrivés en France il y a des décennies, mais qui n'ont pas

été reconnus français de plein droit. Il s'agit, par conséquent, d'une révolte contre le racisme institutionnel, manifesté féroce­ment par la police française et par un système éducatif qui entérinent systématiquement leur situation d'exclusion: leur condamnation au sous-emploi, à la précarité, au chômage et à la prison.

La société française assiste stupéfaite à ce qui lui apparaît comme une brutalité incompréhensible: les partis de gauche se désolidarisent de la violence de ces nouveaux «barbares»; les médias papotent sur le problème de l'école, de l'insécurité dans les quartiers et le futur des jeunes. Mais la réponse est foncièrement policière. Et elle est donnée par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy: couvre-feu, reprise policière des quartiers, des centaines, des milliers d'arrestations.

Peu après, mais presque parallèlement à l'explosion des *banlieues*, à l'autre extrême de la société, éclate la révolte des universités. Motif: le projet de loi du ministre Villepin qui instaure ce qui s'appellera «Contrat Première Embauche» (CPE). A l'instar de ceux déjà adoptés dans d'autres pays, comme en Espagne, le CPE dérégule complètement les conditions d'embauche et de licenciement des jeunes de moins de 16 ans. La vague de mobilisations qui secoue la France entre février et avril, réussit à jeter dans les rues des millions de personnes. On bloque des lycées et des universités, on appelle à faire deux grèves, d'innombrables actions sont menées à bien dans un grand nombre de villes. La pression sociale est telle que le gouvernement doit faire marche arrière et retirer le projet de loi.

La concomitance entre les deux révoltes, celle des jeunes de la banlieue et celle des étudiants français, n'est pas fortuite. Toutes deux partagent autre chose que leur appartenance à la même tranche d'âge: le diagnostic commun que leur futur ne leur appartient pas, que leur horizon professionnel et social porte la marque de la précarité, de la frustration et l'absence de perspectives d'une «vie bonne».

La réponse de la société des adultes aux exigences de ses jeunes a été, malgré tout, décevante: les français élisent «napoléon le petit», Nicolas Sarkozy, en tant que remplaçant de l'ancien président de la République Jacques Chirac. Sa victoire électorale repose sur deux uniques promesses: sécurité et régénération nationale. La première s'appliquera par la force et l'autorité, concurrençant la droite lepéniste, qui en fin de comptes, semblait perdre sa raison d'être. La seconde, destinée à sauver la soi-disant crise d'identité de la République (sans que nous sachions vraiment ce que cela veut dire), sera produite par un nouveau style de gouvernement présidentiel, l'annonce d'un modèle de gouvernance s'ajustant au XXIème siècle. Le discours de Sarkozy après sa victoire fut, de fait, celui du dépassement des anciennes idéologies (de gauche et de droite) et des radicalismes qui composaient les deux pôles de l'éventail électoral français: avec les néofascistes de Le Pen, d'un côté, et les différents partis trotskistes, de l'autre. Sarkozy fit montre ici ses de meilleurs tours en tant qu'apprenti de Prince machiavélien. Tout en jouant avec la langue de l'autorité et du gant de fer, il fit entrer dans son gouvernement un bon nombre de leaders historiques de la gauche sociale. Un aval puissant pour son programme de réconciliation nationale et son projet économique néolibéral.<sup>17</sup>

---

<sup>17</sup> Les exemples les plus éloquents de conversion idéologique furent ceux de l'ancien fondateur de Médecins sans Frontières, Bernard Kouchner, flamboyant ministre des Affaires Etrangères de Sarkozy; Fadela Amara, l'une des militantes fondatrices du mouvement Ni Putes Ni Soumises, chargée par le gouvernement de la lutte

L'«effet Sarkozy» rendit possible presque trois ans de paix sociale, ceux-là mêmes pendant lesquels la gauche institutionnelle française s'enfonça de plus en plus dans la crise, sans être effectivement capable de tirer les leçons significatives des révoltes des années 2005-2006. Mais ce n'est qu'en pleine récession économique, au moment où le programme libéral de l'Administration Sarkozy s'incarne, que se reformule une nouvelle réponse politique et sociale dont le but est autant de freiner la perte des droits que de mettre à mal l'image médiatique du président. En 2010, la France s'enflamme de nouveau en grèves et manifestations.

2. A l'autre bout de l'Europe, le 6 Décembre 2008, le jeune Alexandros Grigoropoulos meurt assassiné par la police. L'homicide a lieu à Athènes. Au cours des semaines suivantes, le centre et quelques quartiers de la capitale, mais aussi de Thessalonique et d'autres villes plus petites, se livrent à une véritable bataille rangée. Des milliers de jeunes cagoulés affrontent la police, prennent les lycées et les universités, refusent de céder quelques lieux de la ville dans lesquels même les forces de l'ordre n'osent pas entrer. Au-delà du *casus belli*, les *riots* sont le symptôme de la baisse de la position sociale des strates moyennes de la société grecque, particulièrement bien comprise par ses toutes premières victimes: les jeunes. Ce furent eux qui prirent la tête d'une attaque sans précédents contre un modèle de gouvernement qui, incapable de fournir des trajectoires sociales un tant soit peu décentes, a eu recours (et recourt) à une forte réponse répressive, chaque fois plus déconnectée des protocoles démocratiques les plus élémentaires.

Mais les révoltes de 2008 eurent une portée plus grande. Elles mirent en crise terminale l'arrangement institutionnel dont s'étaient pourvues les élites politiques et économiques après l'élimination de la dictature des Colonels en 1974. La version particulière grecque du compromis historique, ce qui s'est appelé *Metapolitefsi*, avait mis d'accord la gauche et la droite (PASOK et ND) durant plus de 30 ans au sujet des normes de base en ce qui concernait l'admissible et l'inadmissible en «démocratie». Comme dans le cas espagnol, avec le compromis constitutionnel et les consensus de la Transition, la *Metapolitefsi* grecque créa une atmosphère de consensus et de chantage face à toute forme d'opposition. De fait, au-delà du rôle déclinant des organisations de la classe ouvrière, cette opposition ne parvint à se construire qu'à partir de nouveaux groupes sociaux, nombre d'entre eux reposant sur une base étudiante, qui tout au long des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix occupèrent des édifices publics et des universités. Dans une grande mesure, ces mouvements «de jeunes» furent les seuls à tirer profit «en temps réel» de la disparition des différences entre la gauche et la droite parlementaire en Grèce.

A cause de leur culture politique libertaire ou autonome, ces groupes ont toujours été criminalisés et parfois accusés d'être l'expression irresponsable d'une génération privilégiée. Et pourtant, tout au long de la seconde moitié des années quatre-vingt-dix et des premières années deux mille, cette culture politique jeune n'a pas cessé de croître, ébauchant ainsi de nouvelles luttes autour de thèmes tels

---

contre la violence faite aux femmes dans les quartiers; et Martin Hirsch, ancien président de l'organisation des Chiffonniers d'EMMAUS France; ainsi que d'autres personnages charismatiques de Mai 68.

que les relations du travail, les problèmes urbains ou les conditions de vie des émigrés.

Dans les révoltes de 2008, se résument, en définitive, plus de 20 ans de désaffection politique des plus jeunes. Les *riots* furent la conséquence ultime de la grave détérioration de la légitimité des institutions démocratiques. C'est pour cela que les insurrections d'Athènes et de Thessalonique peuvent être interprétées comme plus qu'un chahut des groupes politiques de la jeunesse, mais aussi, et surtout, comme un moment de rupture radical face aux consensus institutionnels, un moment de socialisation du malaise dans lequel différents groupes sociaux entrent en contact pour donner forme à de nouvelles communautés politiques qui seront décisives lors de la mise en oeuvre des luttes contre l'attaque financière brutale qui débute en 2010. La preuve de ce que le dialogue entre les protestations et les mouvements spéculatifs commence bien avant 2010 se trouve dans la réponse de la finance aux révoltes de 2008: une série de baisses de la notation de la dette souveraine grecque qui annonçaient ce qui moins d'un an et demi après allait arriver.

3. Les révoltes en France et en Grèce n'ont pas été les seuls mouvements de jeunes en Europe. Dans d'autres pays des protestations semblables se sont produites, moins virulentes peut-être, mais en tout cas signe de la forte précarisation du travail et des conditions de vie qui affectent singulièrement les générations les plus jeunes. C'est le cas, par exemple, des manifestations de «V de Vivienda» en Espagne, qui entre 2006 et 2007 mobilisèrent des dizaines de milliers de jeunes contre la hausse du prix des logements dans le pays qui fut emblématique de la bulle immobilière. Mais le mouvement où se sont catalysées le plus et le mieux les protestations des jeunes générations, et dans un très grand nombre de pays européens, est celui des luttes étudiantes contre les réformes imposées dans le cadre de l'Espace Européen de l'Enseignement Supérieur, plus connu sous le nom de Processus de Bologne. Comme nous l'avons déjà vu, cet ensemble d'accords fixe le calendrier de la réforme et «marchandisation» postérieure de l'université européenne, ce qui en réalité veut dire: hausse des frais d'inscription, subordination des recherches et des curriculums aux intérêts des grands groupes patronaux et lente transformation des universités publiques en entreprises de services de formation.

Les premières grèves démarrent à la fin des années quatre-vingt-dix, lorsque la plus grande partie des Etats commence à adopter les premières mesures du programme. Mais c'est surtout dans la seconde moitié des années deux mille, que celles-ci atteignent des dimensions que certains pays ne connaissaient pas depuis 1968. En Italie, pour parler du cas le plus important, la présentation et l'adoption de la Loi Gelmini, qui entre autres choses réduit le Fonds de Financement Universitaire de 20%, provoqua rapidement une forte vague de mobilisations. En Octobre 2008, une manifestation de dizaines de milliers d'étudiants bloqua le Sénat italien pendant la discussion de la loi. Le mouvement étudiant, qui s'était appelé *Onda Anomala*, ne se cantonna pas seulement aux grandes démonstrations de rue. Les grèves et les occupations de facultés durèrent réellement pendant

toute l'année scolaire et l'on calcule que plus d'un million d'étudiants participèrent à celles-ci.

En Grèce, peu avant, en 2006, l'occupation massive des facultés et les manifestations constituées par des dizaines de milliers de personnes furent relayées par la presse internationale pendant une bonne partie de l'année. Le mouvement ne se limita pas dans ce cas aux étudiants: un de ses principaux moteurs fut la Coordination des Professeurs. En Espagne, les mobilisations se propagèrent pendant toute l'année scolaire 2008-2009, avec aussi des manifestations de plusieurs dizaines de milliers de personnes à Barcelone et Madrid. En France, le mouvement atteignit des dimensions remarquables, dans ce cas, contre la nouvelle loi relative aux libertés et responsabilités des universités. L'événement le plus remarquable fut peut-être l'occupation de la Mairie de Paris, en souvenir et hommage à la Commune de 1870. En Allemagne même se produisirent des occupations et des manifestations ainsi que la première grève générale des étudiants depuis des années.

Par son intensité et ses dimensions, le mouvement appelé anti-Bologne annonce et prépare les mobilisations européennes des années 2010 et 2011. Et cependant, ainsi que cela eut lieu pour la défense d'autres services publics, le mouvement contre le Processus de Bologne n'a pas dépassé les frontières de chaque pays. Les universités françaises, allemandes, grecques ou italiennes se sont mobilisées en réponse aux réformes de leurs gouvernements respectifs, ont montré la logique commune implicite dans celles-ci, ainsi que leur dimension européenne, mais le degré de coordination entre les différents mouvements et la force de pression sur les instances supérieures de l'Union Européenne ont été malheureusement beaucoup moins forts.

## **2.2 Face et contre le démantèlement du secteur public**

Les grandes mobilisations des deux dernières années ont été également précédées par un large éventail de résistances, protestations et luttes contre l'extension de la voracité des secteurs marchands face aux services publics. La convergence et la répétition de ces mouvements explique en bonne mesure le déclenchement des grèves générales de l'année 2010 dans de nombreux pays. Cependant, lorsque on analyse ces expériences on peut observer les puissants obstacles qu'elles ont à affronter. D'un côté, ce qui surprend est le fort degré de déphasage, aussi bien géographique que sectoriel, comparé au projet mondial et intégrateur de privatisation et de libéralisation. Des processus de privatisation similaire de deux secteurs d'un même pays ou d'un secteur de deux pays ou plus ont rarement obtenu comme résultat la convergence des mouvements en un programme commun de lutte. De l'autre, ce qui surprend aussi c'est leur caractère minoritaire, provenant en grande partie du succès des attaques antisyndicales que bon nombre de gouvernements, et tout particulièrement le britannique, menèrent à bien dans la décennie des années 1980. Effectivement, au moins jusqu'en 2010, les luttes en faveur des services publics ont presque toujours été circonscrites aux secteurs

objet des réformes, sans possibilité d'entrer en contacts avec d'autres réalités sociales plus vastes, et presque toujours menées par des syndicats et des groupes de travailleurs isolés ou minoritaires par rapport aux grands syndicats de leurs pays respectifs. En dernier lieu, il est nécessaire de reconnaître que ces derniers, comme cela s'est produit maintes fois, ont semblé plus soucieux de négocier les réformes que de les contester effectivement.

Les résistances contre les privatisations et la marchandisation des services de base, tels que les transports, la santé ou l'éducation remontent, dans tous les cas, aussi loin que le programme néolibéral européen lui-même. Elles ont laissé des traces que l'on peut retrouver dans les grèves des premières années 1980 au pays que nous devons considérer comme le principal laboratoire européen du néolibéralisme: l'Angleterre de Margareth Thatcher. A la différence des autres pays du continent ce fut là que fut promue tout d'abord la libéralisation des anciens «secteurs stratégiques» tels que le trafic aérien ou l'énergie, pour propager ensuite ces stratégies à l'enseignement et à la santé. Avec quelques années de retard seulement, l'Union Européenne a adopté l'expérience anglaise comme prototype à appliquer à ses propres politiques.

Ainsi que nous l'avons vu, depuis la ratification du Traité de Maastricht le programme néolibéral s'est déployé en dessinant deux mouvements. Le premier a pris comme objectif les vieux monopoles «naturels» aux mains de l'Etat; c'est à dire les entreprises publiques de télécommunications, énergie et transport. Au cours de cette phase, qui s'étend sur toute la décennie des années quatre-vingt-dix mais qui en réalité n'est pas encore tout à fait terminée, a été décrétée la privatisation d'une grande quantité d'actifs publics, la plupart du temps à prix bradés. Rappelons ici l'exemple de la plus grande entreprise publique des chemins de fer allemands, Deutsche Bahn. En 2007, cette entreprise, possédait des actifs évalués à une somme qui n'était pas inférieure à 150 milliards d'euros, et cependant le prix de vente qu'on évoquait alors oscillait entre les 8 et 25 milliards d'euros.

Dans le cadre de ces politiques de libéralisation, auxquelles nous devrions donner un nom plus approprié, s'est jouée, en vérité, une partie cruciale de l'offensive entreprise par les grands détenteurs de capitaux européens dans le but de s'approprier les biens publics les plus importants de la planète toute entière. Rappelons-nous que, entre 1982 et 2002, on privatisa des entreprises pour une somme de dix milliards de dollars pour l'ensemble de l'économie mondiale. Les 80% furent acquis par des capitalistes des pays de l'OCDE, ce qui permit l'expansion internationale de quelques secteurs marchands européens qui jusqu'alors ne possédaient qu'une modeste base nationale.

Le second mouvement se déploie au cours des années deux mille, et s'accroît excessivement durant les années de crise. Son *target* [objectif] principal sont ces sphères aux mains du secteur public qui uniquement grâce à une difficile chirurgie financière peuvent se conformer aux modèles marchands. Il s'agit, comme nous le savons, des systèmes publics de retraite et des principaux services publics tels que l'enseignement et la santé. Dans ce cas, les politiques de «libéralisation» se sont articulées à différents niveaux qui peuvent en réalité être compris grâce à trois outils principaux: (1) l'entrée de capitaux privés, que ce soit

par l'intermédiaire de la privatisation de quelques services, la sous-traitance ou l'association avec les administrations publiques; (2) l'introduction de critères du marché dans les services publics, ou ce qui revient au même la tendance à la prestation dudit service avec des critères de rentabilité plutôt que de qualité; et (3) la transmission du surcoût que suppose la production de bénéfices aux usagers eux-mêmes, soit au moyen du ticket modérateur à la charge de ceux-ci, soit au moyen d'une augmentation des prix.

Au cours de ce double processus, qui se poursuit pendant plus de vingt ans, les mouvements de protestation sont passés d'un secteur à un autre, et d'un pays à un autre, mais presque toujours ils ont suivi les initiatives des réformateurs. D'une certaine façon, l'intelligence du programme néolibéral a été sa capacité à adapter le tempo (en le dilatant ou en l'accélégrant) et les lieux aux frictions et résistances qui lui faisaient face.

Dans le secteur du rail, par exemple, la stratégie de démantèlement et de privatisation des entreprises publiques n'a obtenu jusqu'à présent que peu de résultats concluants. Ainsi que cela devait arriver, le pays pionnier fut, de nouveau, le Royaume Uni. Dans ce cas, le processus de privatisation dura de 1993 à 1997 et fut mis en œuvre au moyen de la création de différentes entreprises à partir de la séparation des différents domaines du service (infrastructures, matériels roulants, services de maintenance, transport de marchandises, etc.). Le but de cette division, qui ensuite a été exportée à de nombreux autres secteurs, est de privatiser les branches les plus rentables, normalement celles qui ont trait aux opérations du transport de personnes, et garder entre les mains de l'Etat, et presque toujours à perte, celles qui sont moins rentables comme la construction et la maintenance des infrastructures.

Malgré la forte opposition des *unions* anglaises et des résultats désastreux de la privatisation —fermeture de lignes, perte significative de la qualité du service, quelques accidents funestes—, peu d'années après, l'UE publia le livre blanc *La politique européenne des transports à l'horizon 2010: l'heure des choix*. Dans ce texte de 2001, étaient répétés, sans aucune critique ou modification significatives, les mêmes arguments et procédés qui peu avant avaient été employés au Royaume Uni. En accord avec ces directives, en Allemagne, en France, et en Espagne ont débuté des processus de segmentation et de privatisation des entreprises opératrices et de celles chargées des infrastructures. Cependant, la force des syndicats de ce secteur, rarement très proches des principales organisations syndicales de chaque pays, a empêché, du moins jusqu'à présent, que le processus de privatisation n'aille au-delà de ses premiers pas. En France, par exemple, les fortes mobilisations qui se sont duré pendant plus de quinze ans ont réussi à bloquer les projets de privatisation. De fait, les grèves importantes dans le secteur des transports de 1995, de novembre 2005 et les récentes mobilisations du secteur public français ont freiné durement un processus qui dans le reste de l'Europe a progressé avec bien moins d'opposition.

Tout à fait à l'extrême opposé, l'attaque financière contre les «pays périphériques» s'est vue accompagnée aussi par une nouvelle impulsion des processus de privatisation, cette fois, dans le cadre, beaucoup plus vaste, des paquets



d'ajustements. Ainsi, à l'intérieur des mal nommés sauvetages de la Grèce et du Portugal, ont été incluses des mentions précises de privatisation des entreprises publiques de chemin de fer. En un temps record, les Comboios Portugais et la OSE grecque ont été démantelés et mis en vente. Ainsi que cela a eu lieu en d'autres pays, les syndicats de cheminots et des transports de ces pays ont été l'un des moteurs principaux des grèves générales et des protestations collectives contre l'ajustement budgétaire.

Dans le secteur de la navigation aérienne, le processus de privatisation et de libéralisation a fructifié peut-être plus rapidement et de façon moins conflictuelle. La plus grande partie des principales compagnies aériennes européennes est depuis plus de vingt ans déjà entre des mains privées. De fait, depuis la mise en vente de British Airways, à la fin des années soixante-dix, les privatisations des entreprises publiques se sont succédé en cascade (Iberia, Lufthansa, etc.). Mais ce qui a été appelé la libéralisation du trafic aérien est loin encore d'être achevée avec la privatisation des opérateurs. Les accords «ciel ouvert» signés avec les Etats Unis en 2007 et 2010 et les Règlements 2408/92 et 255/2010 ont fixé de nouveaux objectifs qui menacent tous les éléments des infrastructures aéroportuaires, depuis les tours de contrôle jusqu'aux aéroports eux-mêmes. Comme d'habitude, l'Angleterre a déjà mis sur le marché ses principaux aéroports, avec des résultats des plus mitigés. L'annonce récente faite par le gouvernement conservateur de David Cameron de vendre le capital public restant dans le secteur des tours de contrôle a été à la source des mobilisations du secteur public anglais qui ont atteint leur point culminant avec la grève générale des fonctionnaires du 1 Juillet 2011 passé et à laquelle ont participé plus de 750.000 travailleurs.

Comme dans le secteur des chemins de fer, la crise a insufflé des forces nouvelles aux pressions des lobbys européens de la construction et de la gestion des infrastructures. Le point culminant de tout cela a été la privatisation de l'Olympic Airlines grecque, la vente de l'entreprise publique espagnole de gestion du trafic aérien (Aena) et les projets de privatisation des aéroports espagnols et français les plus rentables. Ces projets ont provoqué des grèves importantes, pas toujours populaires, de quelques secteurs professionnels tels que les contrôleurs du ciel de France et d'Espagne, qui furent les acteurs d'une série d'arrêts de travail «sauvages» en Juillet et Décembre 2010. Dans ce dernier pays, la grève ne put être interrompue que grâce à un vieux recours : la militarisation des tours de contrôle.

Les luttes et les résistances face à l'attaque des biens publics se sont étendues aussi à d'autres secteurs cible de la rapine financière. Il s'agit, par exemple, des services de l'eau, complètement privatisés dans de nombreux pays européens et en voie de l'être dans différentes régions et villes espagnoles. Une victoire importante sur ce plan a été le refus par le peuple italien de la privatisation de l'eau au cours du référendum qui a eu lieu en Mai 2011.

Il est de même prévisible que se produise dans les prochains mois une nouvelle tournée de conflits du travail dans le secteur de la poste. La directive 2008/6/CE a fixé le 31 Décembre 2012 comme date butoir pour la libéralisation et la vente des services postaux européens. En toute logique, la Belgique, la Grande Bretagne, l'Allemagne, l'Espagne, la France et le reste des pays de l'Union Européenne, ont

transformé leurs structures postales en entreprises conventionnelles, desquelles à leur tour se sont détachés peu à peu quelques services qui ont déjà été vendus à des entités privées. Bien entendu, quelques-uns des pays «saisis» se sont vus contraints d'avancer cette date. C'est le cas du gouvernement grec qui a récemment vendu l'entreprise Hellenic Post, dans le cadre du programme d'ajustement de Mai 2010. Cette privatisation a provoqué, au cours de ce même mois d'Octobre, une grève générale du secteur qui a duré quatre jours.

La liste, en définitive, comprend les chemins de fer, les aéroports, l'eau, la poste, et aussi les autoroutes, les entreprises de télécommunications, les ports et presque toutes les infrastructures publiques. Mais, à cause de leur impact social particulier, ce qui est le plus important est la marchandisation et la privatisation des domaines principaux du vieil Etat social européen, en crise aujourd'hui. Il s'agit principalement de l'enseignement et de la santé. La naissance et le développement de l'université-entreprise, de même que la contestation étudiante face à ce processus de démantèlement de l'enseignement supérieur a été déjà suffisamment décrit. C'est le tour maintenant, donc, des services publics de santé, objet aussi d'une attaque très forte, contrecarrée avec des fortunes diverses par des mouvements d'opposition qui ont rassemblé autant le personnel de santé que les usagers et les patients.

Pour le capital financier européen, ainsi que pour une bonne partie des nouvelles grandes entreprises marchandes de services, la privatisation ou la cogestion des services publics de santé est une grande opportunité. Les services publics de santé sont constitués par d'énormes infrastructures de base (dispensaires, hôpitaux, centres de spécialités, etc.), mais aussi par une multitude de services (médecins, entretien des locaux, sécurité, administration, restauration, etc.) susceptibles d'être morcelés et sous-traités. Les chiffres atteignent des billions. Le montant potentiel de ces affaires avoisine les 9% du PIB européen.

L'Angleterre a été, de nouveau, le banc d'essais et à l'avant-garde de ces nouvelles formules de «marché». Au cours des dernières décennies, le remarquable et jadis efficace National Health System a été morcelé et recomposé autour de nouvelles formes administratives tels que les hôpitaux PFI (*Private Finance Initiative*). Il s'agit d'hôpitaux dont l'administration est publique mais qui a passé un contrat avec des entreprises privés qui se chargent aussi bien de leur construction que de leur gestion et maintenance moyennant une redevance annuelle. Bien que la majorité des études montre que ce type de financement revient à la longue plus cher pour le Trésor public, outre qu'il rabaisse de façon importante la qualité des services, l'UE a approuvé cette formule par d'innombrables documents et directives. Dans ce domaine une singulière exception comptable est particulièrement importante. L'agence statistique européenne, Eurostat, ne comptabilise pas le paiement futur de ces redevances comme dette — ce qu'elle ferait des emprunts nécessaires pour la construction d'un hôpital public conventionnel. Cela permet d'extraire du déficit des administrations publiques une quantité considérable d'argent qui est effectivement engagée par des contrats appelés à durer des décennies.

En accord avec ce scénario, l'Allemagne a transformé tout son réseau d'hôpitaux en un ensemble de consortiums public-privés qui fonctionnent sous le régime du partenariat au moyen d'un système particulier de prix forfaitaires.

En accord avec ce système, les services hospitaliers encaissent un prix forfaitaire pour chaque service réalisé. Comme cela était prévu d'avance, il résulte de cela un subtil déplacement de la qualité du service à la rentabilité de celui-ci. En une seule décennie comprise entre 1998 et 2008, le gouvernement allemand a fermé 600 hôpitaux et centres médicaux d'administration publique.

Aussi bien en Allemagne qu'en Angleterre, le démantèlement du système public de la Santé, la privatisation de la gestion des soins et la tendance à la détérioration de l'équité et de la qualité des prestations ont donné lieu à de fortes résistances. En Angleterre, l'opposition des collèges de médecins et d'infirmières a mis en échec, lors d'occasions successives, les bénéfices supposés qui proviendraient du nouveau système. En Allemagne aussi, les protestations et les grèves se sont prolongées depuis 2005 presque sans interruption. De fait, les baisses des salaires et la dégradation des services de santé ont fait que le syndicat de la santé Marburger Bund ait appelé à des arrêts de travail qui, quelquefois, ont montré une remarquable intensité et qui normalement ont été menés à bien indépendamment du syndicat majoritaire des fonctionnaires. C'est le cas de la grève du printemps 2006 qui dura six semaines et à laquelle participèrent plus de 70.000 médecins des CHU et des hôpitaux publics.

Malheureusement dans aucun de ces deux pays le processus n'a pu être inversé, comme cela a eu lieu en Suède, qui depuis 2004 s'est dotée une loi qui interdit explicitement la privatisation des hôpitaux. Dans ce pays, essayer d'introduire les formules PFI dans quelques hôpitaux provoqua une large protestation sociale qui finit par arracher une nouvelle législation au Parlement suédois. Un processus analogue a eu lieu aussi au Canada où les protestations des médecins et des usagers ont obtenu le retour, via référendum, des hôpitaux privés au réseau public.

Le nouveau modèle de santé est, cependant, prescrit pour le reste de l'Europe. En Espagne, la généralisation des hôpitaux PFI et la privatisation d'un grand nombre de services de santé sont déjà un fait accompli dans de nombreuses Communautés Autonomes. En France, a été approuvée récemment ce qui s'est appelé Loi Bachelot, du nom de la ministre de la Santé du gouvernement Sarkozy. Cette loi ouvre les portes à un vaste programme de privatisations plus ou moins voilées, en permettant l'entrée dans le système public d'hôpitaux privés qui encaissent pour leurs services selon le modèle allemand de prix forfaitaires. La loi et le débat public au sujet du futur de la santé française a donné lieu à des arrêts de travail et à des manifestations du personnel de santé qui débouchèrent récemment sur une grève générale de tout le secteur et sur les journées de lutte d'Avril 2011. Il s'agit de mobilisations qui ont largement débordé le secteur de la santé et auxquelles ont participé plus de 80 organisations depuis les syndicats de médecins jusqu'aux groupes et activistes féministes, LGTBQ et les écologistes.

La crise et la pression financière sur les Etats n'a pas seulement donné lieu à une rapide accélération du processus de privatisation, mais aussi à de considérables compressions, telles que l'introduction de sortes de déremboursement (appelé de façon euphémistique «ticket modérateur») qui obligent le patient à déboursier chaque fois qu'il utilise les services de santé. En Espagne, Portugal, Italie, France, Grèce et Angleterre ces compressions ont été dans de nombreux cas massives et

indiscriminées, au point de faire disparaître d'importantes prestations de santé. Il est remarquable que l'Italie ait introduit dans le paquet de mesures d'austérité de Juillet 2011 autant de compressions dans le budget de la santé que celle qui consiste à encaisser entre 10 et 15 euros pour chaque examen en vue d'un diagnostic ou consultation médicale effectués par un patient. En Grèce l'introduction de ce genre de mesures et les compressions sévères qui accompagnèrent le projet d'ajustement de Mai 2010 semblent avoir déjà donné les premiers résultats d'importance statistique: une tendance notable à la baisse de l'espérance de vie. De fait, lors de presque toutes les mobilisations et grèves grecques ce sont les travailleurs du secteur de la santé, avec à leur tête la Fédération des Médecins Hospitaliers (OENGE) qui ont joué un rôle de premier plan.

### 2.3 La révolution qui a débuté au Cercle Polaire

La voix de l'Islande a parcouru presque toutes les places européennes. Son nom évoque la possibilité d'un non-paiement de la dette mené par un mouvement social capable non seulement de défier le pouvoir des créanciers, mais aussi de traduire devant la justice les principaux banquiers, de discréditer et d'expulser du Parlement sa classe politique et de promouvoir une nouvelle Constitution qui se propose d'introduire de tout nouveaux droits démocratiques. Bien que l'écho de la révolution islandaise soit beaucoup plus fort que ses réussites réelles, l'explosion en terre de glace a été réellement la première en Europe.

L'histoire récente de l'Islande pourrait être celle d'une réussite d'école du savoir-faire financier et des politiques néolibérales. En 2006, juste au cours de la même année au cours de laquelle se sont fait connaître les premiers symptômes de la non-viabilité de leur bulle financière, les islandais semblaient être les habitants du pays le plus heureux du monde, à la cinquième place parmi les revenus plus élevés par personne. La clé du succès semblait se trouver dans la spectaculaire croissance de son secteur financier. Une telle croissance avait été le résultat de la symbiose typique de détente financière, de forts taux d'endettement et d'un profit réussi tiré des occasions que la mondialisation offrait pour que le pays se transforme en un centre de services financiers *offshore*, c'est à dire, en un paradis fiscal.

En 1994 l'Islande est entrée dans l'Espace Economique Européen. Traduite en politiques concrètes, l'adhésion entraînait la dérégulation automatique des flux transnationaux de capitaux, biens et services. Le gouvernement islandais abandonnait, presque en catimini, le vieux modèle social «nordique» qui lui avait servi de référence, pour appliquer un vaste programme de privatisations d'entreprises et d'actifs publics. Tout cela avait lieu en parallèle —et également à cause— de l'ascension rapide d'un groupe de jeunes hommes politiques, ayant étudié à l'école de Milton Friedman. Ainsi que cela eut lieu en d'autres pays, la nouvelle génération politique, ambitieuse et extrêmement sans-gêne, eut assez d'intelligence et de capacité pour conquérir l'appareil d'Etat. Ce fut elle qui promut la privatisation des banques principales du pays —qui dans une large mesure finirent dans ses mains— et donna sa forme particulière au modèle financier

islandais. A la base, celui-ci essayait de profiter du contexte mondial de crédit abondant grâce à une très basse pression fiscale, afin de grossir le bilan et la cotation des actions de ses trois principales banques privées. Et effectivement, durant plus d'une décennie, ces banques se sont développées jusqu'à atteindre des dimensions vraiment surprenantes par rapport à celles du pays: en 2007 elles ont déclaré des actifs d'une valeur s'élevant à 8 fois le PIB de l'île. Tout simplement elles avaient prêté et investi de l'argent à la pelle grâce à des niveaux d'endettement et d'effet de levier qui quelques années auparavant auraient été inconcevables. La clé de voûte du système était scellée par l'en-tête de la Banque Centrale Islandaise, complètement dévouée aux affaires de ses champions bancaires et par la haute crédibilité internationale des finances du pays, soutenue (pouvait-il en être autrement?) par les plus hautes notations des agences de *rating*.

Dans tous les cas, avant même que ne s'enchaînent les faillites nord-américaines, on a fait connaître quelques faits qui montraient que quelque chose allait mal dans le système financier islandais. La silhouette de l'énorme pyramide de Ponzi que les banques avaient construite ces années-là commença à révéler son profil démesuré, du moins dans les circuits financiers internationaux. Le FMI et le Royal Bank of England levèrent un lièvre: depuis longtemps les besoins en liquidités ne pouvaient plus être couverts par les actifs monétaires aux mains des banques. En cas de difficultés, la Banque Centrale de l'île aurait sûrement très peu de possibilités de se porter garante en dernière instance face aux quelques banques absolument surdimensionnées. Mais malgré tous les scandales financiers, la sortie de la toute nouvelle crise emprunta le chemin prototypique de toute bulle financière: celui d'une fuite en avant.

Un certain nombre de banques se mirent à émettre des obligations et des opérations à haute rentabilité qu'elles vendirent principalement au Royaume Uni et à la Hollande —c'est le cas célèbre des obligations *icesaver* du Landsbanki. En même temps, fut élaboré un montage financier sophistiqué qui, du moins pendant un certain temps, permit d'obtenir des liquidités grâce à l'émission de créances sur d'autres banques. Il s'agit des «Lettres d'amour» bien connues, grâce auxquelles les grandes banques islandaises proposèrent une grande quantité d'obligations aux banques régionales de l'île. Celles-ci, à leur tour, les revendaient aux principales banques européennes, dont l'autre invité inévitable de ce genre de fête: la BCE.

Cependant, malgré les scandales financiers, la dislocation du gouvernement —avec l'entrée des sociaux-démocrates— et les premières mentions de l'éclatement prochain de la bulle bancaire, la situation se prolongea durant plus d'un an. En fin de compte, les années d'embellie avaient permis aux islandais d'avoir un train de vie incomparablement plus somptueux que celui de leurs frères européens. La bulle bancaire avait été accompagnée par sa propre bulle immobilière et le crédit avait circulé jusqu'au moindre recoin de la société. D'un autre côté, la classe politique avait été littéralement «achetée» par ses amis financiers.<sup>18</sup> Les mêmes hommes politiques qui pendant des années avaient fait traduire presque

---

<sup>18</sup> On calcule, qu'en 2007 plus de la moitié des parlementaires avaient souscrit des emprunts à taux d'intérêt très bas pour une somme supérieure à 50 millions de couronnes (plus d'un demi-million d'euros) en contrepartie des services rendus aux entités financières.

textuellement les exigences des Chambres de Commerce en lois et décrets divers, tentèrent de concurrencer le style de vie séducteur des hauts dirigeants financiers: yachts, vacances exotiques, villas à l'étranger.

Cependant, la gigantesque illusion tomba finalement à terre. Au printemps 2008 les mauvaises nouvelles commencèrent à arriver et deux semaines après la chute de Lehman Brothers les principales banques islandaises se déclarèrent en faillite. Evidemment, le gouvernement islandais fit tout son possible pour que ses citoyens les plus respectables aient la possibilité de sauvegarder tout leur argent (plus les intérêts) avant de mettre l'embargo sur les comptes bancaires.

L'annonce de la faillite fit chuter immédiatement la qualification du pays et gela le crédit. En même temps, l'Angleterre, utilisant la loi anti-terroriste, bloqua les fonds islandais sur son territoire. Le FMI présenta peu après son plan de gestion particulier de la crise: un sévère ajustement budgétaire qui affectait tous les postes de dépense, en commençant par la santé et l'enseignement.

La faillite bancaire fut un gros coup de massue asséné sur la tête des citoyens de l'île. L'impression d'avoir été trompés, la corruption politique et financière et la sensation évidente de se voir rapidement appauvris, conduisit la placide et complaisante population islandaise à un degré de mobilisation inconnu au cours de son histoire. Tout d'abord des centaines, puis des milliers et puis des dizaines de milliers de personnes commencèrent à se rassembler tous les samedis sur la place principale de Reykjavik. Malgré l'hiver polaire rigoureux, les cris, les coups sur les casseroles et les airs chantés par des personnes de tous âges, chaudement abrités, retentirent durant des mois les samedis après-midi. Parallèlement, une large assemblée populaire se forma en tant que contrepouvoir du gouvernement, avec des réunions hebdomadaires dont le but était de décider du futur du mouvement.

Pour le gouvernement, la situation était devenue intenable. En Janvier 2009, il démissionna finalement pour laisser la place à un gouvernement de coalition constitué par des verts et des sociaux-démocrates. Malgré cela, la pression financière ne recula pas d'un pouce. Le coût du «sauvetage» par le FMI représentait le chiffre incroyable de trois fois le montant du PIB islandais. La recapitalisation des banques obligeait chaque islandais à assumer une dette équivalente au prix d'achat d'une maison neuve. Et voici la première victoire significative. La pression due aux mobilisations réussit à arracher un référendum sur les conditions de remboursement des dépôts que leurs banques avaient réalisés au Royaume Uni et en Hollande. 93% des votes furent négatifs: la dette ne serait pas payée, du moins pour le moment. Le discrédit de la classe politique était entier.

Dans ce résultat la campagne électorale des élections de Reykjavik joua aussi un rôle important. Un groupe d'artistes, de chanteurs et de comédiens, de vieux acteurs de la vague punk des années quatre-vingt, lança sa propre candidature: *The Best Party*. Parmi ses propositions, se trouvait celle d'annuler toutes les dettes du pays. Parmi ses actions, il y avait celle de coller le visage de ses principaux banquiers en bonne place dans les latrines publiques. Le succès fut total, ils gagnèrent la mairie d'une ville représentant presque la moitié de la population de l'île.

Depuis lors, la situation politique s'est accélérée. La pression populaire est parvenue à ce que la Justice entame des procès contre quelques responsables de la crise. On a instauré une large consultation populaire au sujet de la future constitution. D'un autre côté, on a approuvé une série de lois et de décrets qui ont mis en place une régulation financière consistante, alors même que l'on élargissait le champ des délits économiques. Dans le même ordre d'idées, on a essayé d'explorer en termes légaux une extension intéressante des libertés de communication et d'expression. C'est le cas de la polémique loi sur les moyens de communication qui vise à faire du pays un refuge sûr pour le journalisme d'investigation et la liberté de l'information. Cette loi protège les sources, les journalistes et les fournisseurs d'accès Internet qui abriteraient ce genre d'informations. Les mobilisations ont arrêté aussi les projets gouvernementaux d'accepter un nouveau programme de remboursement de la dette, grâce à un autre triomphe du non au référendum d'avril 2011; celui-ci interrogeait les islandais sur la pertinence d'un nouveau plan d'aides bancaires.

Le cas islandais montre, en tous cas, les limites de la «révolution en un seul pays». La crise a été forcément brutale en termes relatifs. D'un côté, le crédit international est presque complètement à sec. La couronne islandaise a été dévaluée environ à 80% et le PIB a chuté de 15%. Les administrations locales ont commencé à ressentir le manque de moyens, alors que commençaient les saisies hypothécaires et les licenciements —le chômage est passé de 1 à 8%. Les banques commerciales, recapitalisées à grands frais par le trésor public, prêtent peu, et préfèrent le faire d'une façon sûre en déposant une grande partie de leurs fonds à la Banque Centrale. De l'autre, le gouvernement a dû faire des réductions draconiennes en matière de dépense sociale et la situation économique du futur immédiat semble tout à fait incertaine. Qu'il suffise de dire que le Royaume Uni a entamé des démarches pour traduire le gouvernement islandais devant les tribunaux internationaux en tant que responsable en dernière instance des dettes de ses banques.

Mais même avec toutes ses limitations, le sort du cas islandais présente un fort contraste avec celui de quelques autres pays européens. En Islande, du moins le déchainement de la crise montrait des lueurs de révolution démocratique. Dans d'autres Etats d'une dimension peu ou prou similaire, comme l'Irlande ou les pays baltes, la crise semble s'être dirigée vers une seule et étroite direction.

Le cas irlandais est hautement révélateur des paradoxes du néo-libéralisme. Le fort cycle de croissance du pays au cours des décennies 1990 et 2000 a été présenté au monde entier comme la démonstration manifeste et indiscutable des effets macro-économiques des recettes néolibérales orthodoxes et, tout particulièrement, des baisses d'impôts sur les bénéfiques. Ce cycle ascendant irlandais doit être divisé en deux phases de tendance très différente. Dès les premières années de la décennie 1990, l'Irlande attire un fort volume d'investissement étranger direct. La majeure partie de celui-ci va vers la construction d'usines manufacturière, encouragée par les délocalisations des entreprises nord-américaines, souvent liées au cycle ascendant des Télécommunications, et attirées par l'appartenance de l'Irlande à l'UE et par un régime fiscal connu pour son faible niveau. En contrepartie, l'importante entrée de fonds structurels de l'UE aida à compenser la

chute des rentrées fiscales. On calcule que jusqu'en 2001, les 85% de la croissance sont provenus des multinationales nord-américaines —l'usine d'assemblage de Dell en étant peut-être le meilleur exemple.

A partir de 2001, cependant, l'irruption de deux facteurs nouveaux inaugure un nouveau cycle de croissance. D'un côté, l'explosion de la bulle des entreprises point.com aux Etats Unis réduit de façon significative le flux des investissements vers l'île. De l'autre, l'entrée dans l'UE des pays de l'Est provoque une sortie massive du capital industriel vers les pays à moindre coût salarial. A partir de ce moment, ce sont les finances qui dirigent le processus d'accumulation, alimentant une bulle immobilière féroce qui entre en compétition avec celle d'Espagne en ce qui concerne augmentations de prix et nombre de logements construits. En 2007, la construction représentait le chiffre incroyable de 23% du PIB irlandais.

Sur ces sables mouvants l'on imagine déjà ce qu'a été la marche vers la crise du petit tigre celtique. Ce qui a caractérisé l'Irlande pendant toute la crise ce sont les dimensions prises par le sauvetage de ses banques par le gouvernement. Les institutions de crédit de l'Irlande qui avaient fait grossir la bulle immobilière en recourant à un fort endettement sur les marchés internationaux se sont trouvées face à de sérieuses difficultés pour maintenir leurs ratios de solvabilité. Au cours d'un mouvement sans précédents en Europe, le gouvernement irlandais a garanti les dépôts des banques rencontrant des problèmes, considérant cette nationalisation comme une prise en charge par la société de la totalité des pertes monstrueuses de ces mêmes banques. C'est le cas, déjà mentionné, de l'Anglo Irish Bank qui en 2009 absorba un renflouement public d'une valeur de 30 milliards. Des estimations récentes évaluent le coût des sauvetages des banques irlandaises à une somme située entre 50 et 70 milliards d'euros, ou ce qui revient au même entre 25 et 35 % du PIB irlandais. Avec ce scénario, il ne faut pas s'étonner si le déficit public irlandais a explosé et si le pays est devenu la cible des attaques financières qui sont la forme que prend l'accumulation actuelle dans la zone euro. En novembre 2010, le gouvernement irlandais a été obligé de demander un renflouement de 80 milliards d'euros à l'UE et au FMI pour pouvoir restructurer son secteur financier.

En l'absence de mobilisations sociales significatives, et sans bien sûr rien de comparable à ce qu'a été la petite révolution islandaise, le contrecoup subi par la population a été brutal. Outre des taux de chômage dépassés seulement par la Grèce et l'Espagne, les réductions dans le secteur social ont eu lieu tous azimuts: contre l'enseignement et la santé, mais aussi contre les salaires des fonctionnaires, devenus les meilleurs boucs émissaires d'une crise qu'ils n'ont évidemment pas provoquée. Tout cela sans que les gouvernements irlandais fassent montre de vouloir relever leur fameux, par son faible taux, impôt sur les sociétés. L'addition du sauvetage irlandais revient, en définitive, à environ 23.000 euros par citoyen.

Un cas un peu différent, mais aux conséquences semblables, est celui des pays de l'Europe de l'Est récemment entrés dans l'UE, et plus particulièrement des pays baltes. Ces pays ont été les premiers à essayer ce qui serait par après le modèle de gestion de la crise par l'Union Européenne. Ainsi que cela a eu lieu d'une certaine façon en Irlande avant 2008, les pays baltes (et en général l'Est de l'Europe) avaient connu des taux de croissance surprenants. Les facteurs de



cette croissance se ramenaient surtout à deux. D'un côté, le profit tiré des délocalisations industrielles des principaux pays européens, l'Allemagne en particulier: la combinaison de bas salaires et de compétence technique est devenue un avantage irrésistible de comparaison pour le capital industriel européen — un ouvrier d'Europe de l'Est touche en moyenne 16% du salaire d'un travailleur allemand. De l'autre, le développement de très grosses bulles immobilières qui, comme celle de Lettonie, ont été encouragées par l'entrée rapide des capitaux des pays les plus importants.

En accord avec la ligne de partage du travail à l'intérieur de l'UE, lorsque sont apparus les premiers symptômes de crise, ces pays, qui à aucun moment n'ont abandonné les positions économiques et sociales les plus faibles, et qui exceptée la Slovaquie sont tous situés hors de la zone euro, ont été les premiers à ressentir le choc des politiques européennes d'ajustement structurel. Les cas de la Lettonie, et ensuite celui de la Lituanie, sont peut-être les plus extrêmes. Après avoir enregistré des taux de croissance du PIB proches de 10%, l'éclatement de leur bulle immobilière a provoqué une réduction draconienne des rentrées de l'Etat et une augmentation spectaculaire du déficit. Avant de considérer ne serait-ce que les besoins de la population, on a mis sur pied un plan de sauvetage destiné à assurer le paiement de la dette due aux banques suédoises qui avaient alimenté la bulle immobilière de Riga, la capitale lettone. Curieusement, et peut-être en tant qu'avertissement pour tous ceux qui croient que la sortie de l'euro produit automatiquement un rééquilibrage financier, on obligea la Lettonie à ne pas dévaluer sa monnaie pour favoriser le paiement de la dette à ces mêmes banques. Si l'on avait dévalué la monnaie nationale, les banques suédoises auraient eu beaucoup de problèmes pour encaisser des sommes majoritairement libellées en euros. Au lieu de cela on a mis en route un programme agressif de baisses salariales et de privatisations dont le résultat est une contraction de 20% du PIB en deux ans et une baisse de 30% du salaire des fonctionnaires, avec d'évidentes consignes en tant que règle à suivre pour les salaires du secteur privé. La Hongrie et la Roumanie ont enregistré des tensions financières semblables, mais dans ce cas les acteurs en ont été les banques autrichiennes.

## **2.4 Le premier soulèvement européen**

Depuis la fin de 2009 et début de 2010, s'est produit un changement radical dans l'orientation de la politique économique des principaux pays européens. Les mêmes recettes qui ont été tentées d'appliquer en Islande, et qui avaient réussies à s'imposer avec succès dans la majeure partie des pays de l'Europe de l'Est, se retournaient à présent contre les sociétés qui accueillaient les centres de la puissance européenne. Il s'était décrété la fin des relances fiscales, des politiques Keynésiennes et le moratoire sur les pressions de marché. Les informations sur la fraude budgétaire de la Grèce et la première vague de dévaluations de la note de crédit des «pays périphériques» soulignaient le nouvel ordre de priorités. «Les excès de dépenses publiques sont le gros problème de la reprise économique» disait-il. Et comme dans tout projet de loi qui agit à son tour comme une

prescription, la plupart des pays européens ordonnèrent de sévères ajustements budgétaires, restrictions dans les domaines de la santé, de l'éducation, l'augmentation des impôts indirects et taxes sur les services publics, ainsi que des réformes sur les systèmes publics de retraite visant à réduire les prestations.

Il importait peu que dans de nombreux pays la marge des dépenses dans le secteur public fût encore très large ou, surtout, que le potentiel fiscal sur les hauts revenus et les bénéfices financiers soumis à une «élasticité» tirant vers le haut absolument inexplorée par les politiques économiques. La ligne de fond était que les sois disant «investisseurs dans les marchés de la dette publique» obtiennent les meilleures garanties de paiement. Par conséquent, en premier lieu, les intérêts des créanciers et après seulement tous les autres.

L'attaque sur les dépenses sociales a provoqué un effet probablement calculé: la première grande vague de protestation en Europe. Pendant le deuxième semestre de 2010, il a été appelé à plus de grèves générales que durant les dix dernières années. La mobilisation a duré jusqu'à 3, 4, 5 jours en plus d'une dizaine d'appels à la grève dans certains pays comme la France ou la Grèce. Dans pratiquement tous les états, il s'est lancé au moins un appel de grève générale —la grève du 24 novembre au Portugal contre les plans d'austérité aura été, par exemple, la première en 20 ans. Les protagonistes semblaient être les grands syndicats. Les anciens gestionnaires du modèle néolibéral se sont vus à présent obligés de sortir à ciel ouvert. Les réformes étaient si dures, le mécontentement si grand, la pression de la minorité du syndicat tellement incontrôlable, que le recours à la mobilisation semblait inévitable.

Dans certains pays et régions cette première vague de grèves s'est élevée à un degré d'extension et de rancune plus typique d'un autre temps. Dans d'autres, cependant, il s'est maintenu dans les voies contenues de la «responsabilité» institutionnelle et le «respect» aux voies de représentativité. Dans l'ensemble, bien que toujours dans les limites fixées par des formes de protestation nationale (réponse aux réformes pays par pays) ou syndicales (grève des collectifs des travailleurs avec de meilleures conditions de travail) semblait refléter un mal être croissant et bouillonnant que menaçait de dépasser tout le connu jusqu'ici, même si celui-ci n'avait pas encore ses propres moyens d'expression. C'est pourquoi il reste intéressant d'analyser les cas les plus marquants.

La France orgueilleuse de son passé insurrectionnel, fut peut être la première à éclater d'une manière non réglée par les voies institutionnelles. Le tour des restrictions fiscales au niveau européen et les pressions de la patronale française (MEDEF) a conduit à l'annonce d'un nouveau projet de loi qui prolongeait l'âge de la retraite de 60 ans à 62 ans, tout en augmentant les années de cotisation pour pouvoir atteindre les 100% de la pension. Ce fut en mai 2010, derrière un semblant de négociations avec les principaux syndicats et les déclarations de Sarkozy: «Je ne le ferais pas [...]. Je me suis engagé avec les français. Je n'ai aucun pouvoir pour le faire; et pourtant cela est important pour moi». L'occasion de désarmer un des derniers bastions du syndicalisme européen a dû peser plus que sa vieille promesse électorale.

Le malaise, l'indignation ont atteint rapidement le point d'ébullition. Grèves dans certains secteurs, protestations des étudiants, l'agitation et les discussions dans les réseaux ont annoncé les premiers appels à la grève. La grande majorité des syndicats, dont la CGT en première ligne, ont décidé de maintenir l'action unie, malgré les diversités de positions quant aux méthodes et aux objectifs à moyen terme. Le patrimoine et la légitimité sociale des syndicats était et est en France plus grande que dans la plupart des pays européens.

En même temps qu'avançaient les procédures parlementaires pour l'approbation de la loi, le conflit commençait à chauffer, alimentée par l'arrogance et le narcissisme du Petit Bonaparte. Comme on pouvait s'y attendre, Sarkozy a essayé de profiter des protestations pour réaffirmer son image de sauveur de la patrie. Il présenta la réforme comme un sacrifice indispensable pour la France. La réponse sociale a été donnée dans l'appel à dix grèves générales entre le mois de mai et novembre 2010. En Octobre, de loin le mois le plus chaud, la France est restée pendant des jours sans transport public, sans écoles et les hôpitaux réduits à un service minimum. L'épisode le plus connu, la grève et l'occupation ouvrière des raffineries, a menacé de paralyser le pays jusqu'au point de forcer une situation semblable à la militarisation. La patronale a perdu pour le moins des milliards d'euros. Mais la grève a échoué. Malgré, donc, de ne pas avoir connu une période d'intense mobilisation depuis 1968, et que l'image du président s'était détériorée jusqu'à des niveaux burlesques, la réforme a été approuvée.

Une sensation d'échec a été spécialement ressentie. A une impulsion si forte avec un si pauvre résultat suit généralement une atmosphère dense et lourde de pessimisme et de résignation. On remet en question l'utilité de la grève comme moyen de lutte, la légitimité des syndicats se détériore et la désaffection envers les partis de la gauche institutionnelle augmente, incapable de profiter de la forte agitation sociale des mois précédents. Cependant, les grèves auront été le laboratoire de ce qui arriverait plus tard dans d'autres pays: l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux comme véhicule de communication, surtout pour les plus jeunes générations; et sa fonction comme un refuge pour une sphère publique en marge des grands moyens traditionnels de communication. Durant les grèves et les manifestations, les dirigeants syndicaux ont cédé par instants le rôle principal à d'autres groupes et collectifs.

A cours terme, cependant, le sentiment de victoire et l'optimisme du patronat et des pouvoirs financiers les a encouragé à marquer un peu plus la morsure sur le corps social. Juste après l'approbation de la réforme, le gouvernement a annoncé un nouveau paquet de mesures d'austérité, auquel s'ajoute la modification du dit «Revenu de Solidarité Actif». Le message diffusé pour faire passer la pilule était que la France ne bénéficiait pas d'autant d'avantages que ses voisins. Comment résister à l'homologation européenne! Pendant ce temps, de manière presque anodine, l'information suivante était publiée: le patrimoine des grandes fortunes de France avait augmenté de 25% durant la dernière année.

La presse européenne, les gouvernements, les hautes instances de l'Union et également tous les agents, sujets et personnes disposées à réclamer une démocratie mise en attente par les intérêts financiers ont suivis de près les événements

français. Durant les mois de septembre et octobre, des appels à la grève générale furent lancés en Espagne, au Portugal, en Belgique et en Grèce. Les résultats étaient pour la plupart beaucoup plus modestes que ceux obtenus en France. En Espagne, par exemple, l'appel à la grève du 29 septembre a été un fiasco, principalement dû au fait de la faible capacité d'appels de syndicats s'étant consacrés pendant des décennies à la gestion du marché du travail le plus précaire d'Europe. Au Portugal et en Belgique les grèves ont réussi au moins à paralyser le pays, et à augmenter la tension politique en ce qui concerne les réformes, sans pour autant arriver à les stopper. C'est en Grèce, cependant, que les événements ont revêtu une grande importance, et cela non seulement du fait de l'ampleur des protestations, sinon de sa signification particulière dans le cadre du nouveau puzzle européen s'étant formé avec la crise de la dette souveraine.

La Grèce subit le terrible traitement du plan d'ajustement en mai 2010, juste au moment de l'annonce de la réforme du système des retraites en France. Comme on a tenté de l'expliquer, les mobilisations dans ce pays se sont succédées sans cesse depuis 2008 et le désintéressement politique de la majorité des grecs en ce qui concerne sa classe politique, et à l'oligarchie locale était sans doute plus grand qu'en tout autre état européen. Du fait, en termes d'économie nationale, la Grèce était, bien avant le piège du prêt du FMI et de l'UE, une économie de rapine, dont les principaux bénéficiaires étaient évidemment l'élite nationale. Héritage du régime des colonels, augmentée et renforcée de plus par les prescriptions néolibérales, l'amnistie fiscale pour les plus riches était pratiquement totale. Il suffit juste de voir qu'en 2010 moins de 15.000 grecs ont déclaré recevoir annuellement plus de 100.000 euros: pendant que dans les environs d'Athènes, proliféraient les grandes demeures des capos des armateurs et du négoce du tourisme. Rappelons également que depuis le début de la crise de la dette, 60 milliards d'euros en dépôts bancaires ont été sortis du pays, un chiffre effrayant équivalant à 25% du PIB du pays. Autrement dit, l'accusation permanente pesant sur le gouvernement grec quant à ses incroyables niveaux de corruption et de son inefficacité devrait commencer par son manque évident de volonté pour taxer les hauts revenus et éviter la fraude fiscale. À l'autre extrémité, la représentation des salaires dans le PIB grec est entre dix et quinze points inférieure à ce qu'elle est habituellement dans les autres pays européens, c'est à dire à peine 35%. Quand on considère les salaires moyens des jeunes grecs, se situant entre 400 et 700 euros, on comprend mieux que se ne sont pas eux qui s'identifient le mieux avec les politiciens de leur pays.

Dans ces conditions, rien de surprenant à ce que la préparation du premier plan de sauvetage du mois de mai ait provoqué la plus grande mobilisation sociale depuis la chute de l'assemblée des colonels. Les grèves des étudiants, les mobilisations des médecins et enseignants et les mêmes sujets ayant organisé les révoltes de 2008, se voyaient à présent soutenus par le KKE (parti communiste Grec) et les syndicats. Le 5 mai dernier, une marche où participèrent plus de cent mille personnes s'est terminée par une tentative d'occupation du parlement. La situation était critique. Le gouvernement était complètement bloqué. La chancelière Angela Merkel, convertie en gardienne des intérêts financiers, a répondu en accélérant la mise en place du plan de sauvetage. Malgré l'approbation du plan, la réaction sociale de la majorité n'a pas tendu à la résignation. Tout au long de

l'année, des grèves générales se sont succédées, des manifestations, des affrontements policiers, des mobilisations et des arrêts dans tous les secteurs affectés par les privatisations et les restrictions.

A l'autre bout du continent, dans le centre apparemment pacifié de l'expérience néolibérale, des événements intéressants se sont également produits. Les grèves spectaculaires des étudiants anglais à la fin 2010 étaient porteuses d'éléments singuliers et nouveaux. Comme on le sait, dans le Royaume Uni l'activité des syndicats est pratiquement inexistante. Le rouleau compresseur de Margaret Thatcher, la reconversion de la droite dans le *New Labour* et la propre hégémonie dans le pays de bon nombre des plus grandes corporations financières de la planète ont fini par détruite presque tous les ressorts institutionnels d'opposition. Et pourtant, les grèves de novembre, massives et noires de monde, avaient semblé renverser la situation, quand bien même ce ne fût que pour quelques jours.

L'élément détonateur a été le nouveau paquet de restrictions du gouvernement de Cameron. En effet, le 9 novembre 2010, le gouvernement conservateur-libéral a apporté au parlement une nouvelle réforme éducative prévoyant une augmentation spectaculaire des taxes universitaires. Le prix de l'inscription allait passer de 3000 € en moyenne à 9000 €: une augmentation atteignant 300%. Le plan était quasiment une traduction littérale d'un ambitieux rapport d'études d'entreprises, portant le titre significatif de «Independent Review of Higher Education Funding and Student Finance» (révision indépendante du financement de l'éducation supérieure et des finances universitaires). Le rapport plaidait pour une réduction de 80% du financement public aux universités. Celles-ci seraient définitivement converties en agents d'entreprises, livrées à la difficile concurrence sur le marché global du savoir et à la «sage» administration du calcul des coûts de gestion et bénéfiques dans toutes ces chapitres.

La réforme était un coup quasiment mortel à l'université publique et à quasiment toute chose ressemblant dans le futur à une qualité d'enseignement et une rigueur académique. En tout état de cause, le chapitre université était seulement un des points les plus significatifs d'un programme beaucoup plus vaste comprenant la diminution de l'emploi public, la réforme du système public des retraites, les restrictions dans le secteur de la santé et autres prestations sociales et la privatisation d'importants biens publics, tels que les magnifiques forêts nationales.

Le composant du type de réforme était également évident: les familles à faibles revenus, sans aide publique ne pourraient plus envoyer leur enfants à l'université, tandis que la plupart des étudiants devraient recourir aux prêts étudiants —autre nid d'affaires avantageux pour les institutions financières.

Le même jour de l'approbation de la réforme, le 9 novembre, un appel à la manifestation fut lancé aux étudiants. Plus de 50.000 personnes ont assisté à l'événement. La manifestation dégénéra. Quelques images ont fait le tour du monde: les visages apeurés du Prince Charles et de son épouse Camila Parker Bowles, harcelés par une nuée d'indignés qui encerclèrent la voiture blindée qui les transportait —sans aucun doute la rencontre la plus funeste et imprévue de leur vie; mais surtout les photos et vidéos de plusieurs milliers de jeunes assaillant le siège du parti Tory, prenant possession des lieux comme celui qui prend la forteresse

du noble rentier. Bien que les organisations des étudiants ne considéraient pas cette action comme une des plus importantes pour le mouvement, son pouvoir symbolique attira l'attention du monde entier. La colère des manifestants avait augmenté, probablement en raison de l'incorporation de milliers de jeunes qui ne pourraient jamais aller à l'université, et qui trouvèrent ici dans la protestation des étudiants un moyen d'expression.

A la fin novembre surgirent de nouvelles et énormes manifestations débouchant sur l'occupation de dix universités britanniques: Londres, Édimbourg, Leeds, Newcastle, Manchester. Soudain des acteurs qui avaient été donnés pour morts récupérèrent le premier rôle et leur capacité d'action.

## 2.5 Le printemps arabe

Mohamed Bouazizi est le nom d'un jeune tunisien diplômé de 26 ans et au chômage; au mois de décembre 2010, il se brûla comme un bonze en signal de protestation. La police l'avait humilié après lui avoir confisqué les fruits et légumes qu'il vendait sans autorisation en tant que marchand ambulant. C'était la seule façon qu'il avait de gagner sa vie. Son immolation fut une puissante étincelle. Dans les mois qui suivirent, l'événement en Tunisie a vite contaminé une douzaine d'autres pays, suivis de plusieurs mois de mobilisations sociales contre la corruption et l'autoritarisme des oligarchies politiques et économiques.

La révolution tunisienne a commencé dans les provinces de Qasserine et Sidi Bouzid, circonscriptions touristiques de l'est du pays, et c'est seulement plus tard qu'elle s'est étendue à la capitale. Nous parlons ici de «révolution», et non pas seulement d'insurrection, du fait que les protestations amenèrent la chute d'un régime politique, celui de Zine El Abidine Ben Ali, qui se perpétuait depuis 23 longues années. A la suite du geste par lequel Bouazizi a mis un terme à sa vie, les jeunes et les étudiants descendirent dans les rues. Durant plusieurs jours, ils manifestèrent contre la violence policière, la corruption administrative et les difficultés économiques. La répression cruelle et non discriminée a alors produit ses premiers morts; l'indignation et les mobilisations se sont étendues dans tout le pays.

Dès cet instant, la méthode de protestation devient différente. Entre les mois de janvier et février, la Qasba, qui héberge en son intérieur certains ministères importants comme le palais de Justice et la Mairie, a été occupée comme symbole de protestation, puis délogée violemment par la police, pour être de nouveau occupée. Comme dans les premiers instants, ce sont des jeunes, certains étudiants, d'autres au chômage, d'autres des travailleurs du secteur services, et des précaires de différente nature qui ont participé fondamentalement dans les manifestations et les occupations, mais aussi les personnes de tous âges et conditions. La persévérance et la ténacité des tunisiens contre le gaz lacrymogène, les matraques et également les balles tirées par les francs tireurs, ont placé les gouvernements devant une situation presque impossible: soit ils augmentaient la force de répression soit la situation leur échappait. Et se fut la deuxième option qui se produisit. Malgré les détentions, les disparitions et les morts provoqués par la répression,

ainsi que des timides tentatives de réformes, la situation a fini par échapper à toutes les voies connues. Le 14 janvier, Ben Ali, s'est vu obligé de fuir du pays. Un peu moins d'un mois plus tard, le premier ministre Mohamed Ghannouchi, s'est vu également obligé à démissionner. Le nouveau gouvernement promit alors des élections constituanes.

La révolution réussit à renverser la dictature de Ben Ali, ainsi que le gouvernement de transition qui lui succéda. Les tunisiens devaient, bien entendu, rester attentifs quant au déroulement des événements, avec la méfiance propre de celui qui est habitué à des promesses non tenues, mais avec la force et la conviction de qui se sent capable de faire fuir un tyran.

L'exemple tunisien eut son premier écho d'exception au Caire. Le renversement de Ben Ali, a pu inspirer une stratégie semblable contre le long gouvernement (30 ans!) du corrompu et autocratique Hosni Mubarak et son odieuse loi d'exception, qui depuis 1981 avait permis la suspension des droits constitutionnels, la censure de la presse et le procédé arbitraire policier. La révolte a commencé le 25 janvier, «jour de la colère», avec plusieurs manifestations auxquelles ont participé des dizaines de milliers de personnes au Caire et à Alexandrie. Durant les jours suivants les protestations ont continué, grandissantes et devenant plus importantes. Le 29, le gouvernement, après avoir déclaré que le mouvement était le produit d'agents étrangers, a ordonné le couvre feu. Les manifestants ne l'ont pas respecté. La place de Tahrir, centre symbolique de la capitale, s'est convertie en un espace privilégié pour les protestations quand des groupes de plusieurs centaines de personnes s'y sont établis jours et nuits. Le 1er février au moins un million de personnes ont défilé en demandant la démission de Mubarak. Le triomphe semblait possible.

Les mobilisations se composaient principalement des jeunes, (étudiants, chômeurs, travailleurs de différents secteurs), mais après la première semaine différents collectifs ouvriers ont rejoint le mouvement, protagonistes des importantes grèves des mois passés; ainsi qu'une bonne partie de la communauté chrétienne copte et également les frères musulmans, la principale organisation islamiste du pays. Le mouvement se n'est pas organisé suivant un schéma conventionnel. C'est de manière polyphonique et décentralisée que les appels ont été discutés et ont circulé à travers les réseaux (divers forums et groupes de réseaux sociaux ont joué le rôle d'agora public) et ces appels obtinrent ensuite une certaine formalité lors des rencontres sur la place publique. Quoi qu'il en soit, la constitution d'un front d'opposition aussi important et le fort écho international des événements ont poussé le président vers une conjoncture à chaque fois plus difficile. Le 2 février, Mubarak a envoyé ses partisans combattre les manifestants dans la rue. Mais la neutralité de l'armée a déjoué sa stratégie.

Durant les jours suivants, l'occupation de la place et les grandes manifestations ont continué, grandissantes, elles ont gagné en confiance. Ce qui semblait impossible quelques mois auparavant était sur le point de se faire réalité. Le 11 février Mubarak abandonne le pays. Le gouvernement de transition a chargé l'assemblée militaire de la préparation des premières réformes démocratiques.

Après Tunis et l'Égypte, les révoltes prolifèrent à grande vitesse: Algérie, Libye, Maroc, Yémen, Jordanie, Syrie, Arabie Saoudite, Oman, Bahreïn. Elles surgissent, suivies les unes par les autres, encouragées par le succès de ses prédécesseurs. Jusqu'à la date de publication de ce livre, aucun pays, mis à part la Libye, a réussi à destituer son gouvernement. En Algérie l'état d'exception (en vigueur depuis 1992) a été aboli et des consultations se sont ouvertes en vue de réformes constitutionnelles, mais Bouteflika a parvenu à maintenir une relative stabilité politique. De manière semblable, au Maroc, un référendum a été convoqué récemment afin de réduire les pouvoirs du roi Mohamed VI, mais sans que vraiment son autorité est été remise radicalement en question. La même chose s'est déroulée en Jordanie où une augmentation des salaires des fonctionnaires, la création de nouveaux emplois et la nomination d'un nouveau gouvernement ont été annoncées.

Dans les autres pays, la réponse s'est traduit par la répression, une répression brutale, allant dans certains pays jusqu'à l'extrémité d'une guerre civile. Un des cas les plus choquants a été celui de la Libye. L'intransigeance de Kadhafi et sa réponse violente face aux insurgés a déclenché un conflit armé particulièrement sanglant. Finalement, le soutien de la France et de l'Angleterre -toujours en échange de traitements préférentiels sur les exploitations pétrolières- a permis aux rebelles d'en finir avec le régime du dictateur. En Syrie, les premières réformes, comme l'abolition de la Loi de l'Etat d'urgence (en vigueur de puis 1963) et la nomination d'une nouvelle direction, n'ont pas réussi à en finir avec les protestations, ce qui a donné lieu à l'assassinat, sans discrimination aucune, de manifestants par ordre du gouvernement. A Bahreïn, l'état d'urgence a été renforcé par un grand déploiement des troupes Saoudiennes; et au Yémen, l'état d'urgence n'a pas pu empêcher les violents combats entre les troupes du régime et les milices tribales.

Mais, finalement, qu'ont en commun les révolutions des pays arabo-musulmans et ce qui était entrain de se passer avant et après de l'autre coté de la méditerranée? Au début, les différences semblaient énormes, tout d'abord par les résultats (la déposition de deux autocrates et une guerre civile dans au moins un autre pays); ensuite, de par le contexte social, politique et culturel où elles se sont produites. En effet, il s'agit de pays majoritairement musulmans, avec des niveaux de revenus per capita beaucoup plus bas que ceux des nations européennes et quasi tous sous un régime autoritaire. Mais ces mêmes différences peuvent se retrouver parmi les divers pays touchés par la vague révolutionnaire. Entre le Yémen rural et la Tunisie touristique, la distance est probablement plus grande qu'entre ce dernier et la France.

Et cependant, les révolutions arabes, et plus particulièrement celles du nord de l'Afrique, sont sous plusieurs aspects semblables à celles d'Europe. Elles le sont en ce qui concerne les causes, qui finissent par dévoiler les liens économiques et de pouvoir entre les deux rives de la méditerranée. Et, ce qui est beaucoup plus surprenant, elles le sont également quant aux protagonistes, quant aux méthodes, aux objectifs, aux demandes. Le printemps arabe constitue, en fait, un surprenant manifeste à propos du quid des luttes et des mouvements dans la reconstruction des liens politiques et sociaux que les frontières et le racisme institutionnel empêchent de voir.



Au plan économique, les insurrections des pays d'Afrique du nord reflètent la même image que celles des pays européens. La crise financière doit être placée de nouveau au centre de l'explication. En tant qu'anciennes colonies et propriété des puissances européennes, les pays du Maghreb sont depuis les années 60, la réserve de main d'œuvre bon marché des pays centraux. Dans les années 90 et 2000, un afflux important de maghrébins a occupé les emplois les plus dévalorisés dans les secteurs agricoles et des services des pays du sud de l'Europe. Marocains, algériens, tunisiens ont atterri en effet sur les marchés du travail précaire des pays de l'Europe méditerranéenne tels que l'Espagne, la France ou l'Italie.

La crise et la récession économique ont renversé la situation. Non seulement, il y a eu un ralentissement brutal de la demande d'emploi, sinon que beaucoup de ces emplois ont disparu, ce qui a eu pour résultat une réduction considérable des renvois de devises. De même, la fermeture des frontières aux travailleurs nord africains, et les restrictions politiques migratoires européennes, ont fait baisser considérablement les opportunités d'obtenir une source de revenus dans la rive nord de la méditerranée. Le mécontentement, la frustration et l'angoisse face au futur se voient encore une fois attrapés, et sans solution, dans les pays d'origine.<sup>19</sup>

La crise a touché également l'industrie touristique, très importante dans le cas de pays tels que la Tunisie ou l'Égypte. La réduction du nombre de visiteurs a répercuté sur le marché de l'emploi dans ce secteur, et la diminution de l'entrée de devises a réduit le pouvoir d'achat de ces économies. De même, la chute relative du prix des hydrocarbures durant 2009 et début 2010 a diminué les recettes des pays dépendant le plus de cette ressource. Pour terminer, l'augmentation du prix de l'alimentation a sensiblement détérioré le pouvoir d'achat des secteurs sociaux à faibles revenus. L'explication de ces hausses est assez complexe mais on peut imaginer de nouveau deux facteurs qui ont leur origine dans l'hégémonie néolibérale: la spéculation sur le marché du futur qui durant la deuxième moitié de 2010 a renforcé la tendance à la hausse des céréales et des matières premières; et le retrait des subventions aux aliments dans certains pays, comme la Libye, demandé par le FMI.<sup>20</sup>

Comme il ne pouvait en être autrement, sous l'angle d'une perspective à long terme, les politiques de libéralisation dans la région ont produit certains des déséquilibres sociaux et économiques se trouvant derrière les révoltes. Depuis plusieurs décennies, les prêts que de nombreux pays ont contracté avec le FMI et tutelle sous-jacente sur leurs politiques économiques, ont supposé un point d'inflexion sur les populations. Ainsi, pour ne citer que quelques exemples, la réconciliation de la Libye avec l'Occident a conduit à son admission au sein du

---

<sup>19</sup> Durant l'année 2011, le conflit armé en Libye a provoqué une affluence massive de réfugiés dans l'île italienne de Lampedusa, en plus des problèmes de transit qu'ont les immigrants tunisiens et libyens aux frontières de la France et de l'Italie. Les mouvements de population enregistrés durant tout ce temps entre l'Égypte, la Tunisie, la Libye et l'Algérie, ainsi qu'entre la Syrie et la Turquie sont également très importants.

<sup>20</sup> Il est donc peu surprenant qu'entre autres mesures pour freiner les protestations, des pays comme l'Algérie (qui a déjà des antécédents avec la révolte du pain en 1988), le Maroc (révoltes du pain en 1981) et la Jordanie soient pressées d'appliquer des programmes de subventions des prix alimentaires.

FMI, à la création de zones spéciales de libre commerce, à la cession de certains gisements d'hydrocarbure aux grandes multinationales occidentales et à la suppression de la subvention sur l'alimentation. L'Égypte de Mubarak, conseillée par le FMI et par la Banque Mondiale, a adopté un large programme de privatisations d'entreprises publiques et de libéralisation de l'économie, y compris l'élimination de certaines indemnités publiques, la réduction du nombre de fonctionnaires, une taxe impopulaire sur le logement et toutes sortes de facilités à l'investissement étranger. Au Maroc, un des principaux objectifs des protestations ont été les multinationales, concessionnaires de divers services basiques (en majorité espagnoles et françaises) comme l'eau, l'électricité, les transports et le ramassage des ordures. Ces exemples peuvent s'étendre à la Tunisie, l'Algérie, la Jordanie, etc... Comme avant en Amérique du sud et maintenant dans les pays du sud de l'Europe, les programmes d'ajustement et de libéralisation sociale, ont accentué encore plus la polarisation sociale, appauvrissant des couches énormes de la population et menaçant la maigre classe moyenne de ces pays.

Bien entendu, l'intérêt des grandes corporations occidentales et l'énorme richesse des ressources énergétiques de la région, ont été l'unique priorité de l'UE et des gouvernements européens, quand bien même ce soit au dépend de la démocratie et des droits de l'homme. Ce n'est pas par hasard que la majeure partie des gouvernements et des tyrans du Moyen Orient et du Nord de l'Afrique ont été généreusement soutenus et financés par l'Occident. A fin de souligner le rôle de la mesquine Europe dans la «crise Arabe», il suffit de rappeler que lors des mois centraux des révoltes, les deux uniques questions qui se discutaient dans les hautes instances de l'Union étaient la stabilité de la région, ou ce qui revient au même la continuité du négoce, et le contrôle des frontières devant une prévisible vague de réfugiés et d'émigrants économiques. Les intérêts de l'UE se sont manifestés avec une insolence absolue lors de la visite qu'a réalisé en février 2011 le ministre des Affaires étrangères tunisien, Mohamed Ouanies, du gouvernement de transition aujourd'hui disparu. Lors de son entrevue avec le porte parole de la politique extérieure de l'UE, Catherine Ashton, les deux parties se sont mis d'accord afin «d'assurer que les intérêts fondamentaux de l'Europe en Tunisie (la libération de l'économie et le contrôle de l'émigration illégale) soient maintenus malgré le changement de gouvernement».<sup>21</sup>

En d'autres mots, les objectifs de la révolte arabe, bien que toujours situés dans leur contexte spécifique, semblent presque les mêmes que ceux des mouvements européens: l'imposition prédatrice des politiques économiques qui favorisent uniquement les élites économiques locales et internationales; et bien entendu des gouvernements à chaque fois plus éloignés des nécessités de leur population, corrompus et pleinement fonctionnels face aux intérêts des oligarchies de toujours. Bien que la nature despotique et autoritaire de ces gouvernements laisse à peine un espace aux formalités démocratiques communes en Europe, on peut dire que le désaffection politique opère de la même manière lors des révoltes des deux côtés de la méditerranée.

---

<sup>21</sup> Kadhafi, afin de normaliser les relations avec l'UE, s'était transformé en gardien de la frontière du Sud de l'Europe, par la création d'énormes camps où étaient internés des milliers d'immigrants africains.

Du côté sud, l'immobilisme politique des gouvernements<sup>22</sup> a dégénéré, comme dans les partitocraties européennes, sur des pratiques à chaque fois plus aberrantes. Dans tous les cas, les gouvernements se sont pourvus de puissants réseaux de clientélisme qui infectent presque toutes les sphères de la vie sociale et économique. Ce sont par exemple, les fameuses et scandaleuses nominations des pontes dans les secteurs automobile et touristique, dans les ministères des transports et du tourisme de la république égyptienne ou dans les réseaux patronaux à hautes responsabilités gouvernementales des familles des dictateurs Ben Ali (et son épouse Leyla Trabelsi), Mohamed VI et Kadhafi.

D'un autre côté, le principal sujet de la révolte a été, comme en Europe, une génération de jeunes, peu ou pas du tout intégrée à des systèmes politiques et économiques. Soumise à de sévères conditions d'exclusion dans le domaine du travail, avec des niveaux de chômage qui oscillent entre 10% en Égypte et 35% en Tunisie —et multiplié par deux ou trois pour les moins de 30 ans—, ces opportunités se sont réduites à l'économie informelle, aux précaires petites combines et à l'émigration. Et, cependant, il s'agit de populations formées, qui ont eu accès, dans certains de ces pays, à l'éducation supérieure. De se fait, seuls les préjugés raciaux et l'islamophobie rampante fait que peu de gens sachent qu'en Europe le nombre d'universitaires parmi les jeunes tunisiens est semblable à celui des français, ou que celui des égyptiens l'est presque autant que celui des italiens.

Mais peut-être que le plus important est que le printemps de la révolte sur les places en Grèce ou le 15M en Espagne aient des similitudes indéniables avec les révolutions en Afrique du Nord. En particulier en Tunisie et en Égypte, la presque absence de partis politique et d'éminents leaders ont été supplantés par des applications démocratiques directes et de communication horizontale, sans que pour autant les appuis de certaines organisations formelles cessent d'être importants. De la même manière, le baptême politique de cette génération, qui fuit des cadres traditionnels de représentation et d'encadrement, a utilisé internet, la téléphonie mobile et les réseaux sociaux pour lancer et répandre rapidement les appels à la révolte, ainsi que pour socialiser des consignes et des débats hors du cadre des moyens de communication invariablement soumis à la censure et au contrôle politique. D'une manière qui va au-delà de la métaphore, la révolution européenne, en cas de se produire, aura commencé en Afrique du Nord.

## 2.6. Le mouvement des places européennes

Le «printemps arabe» précéda les mois chauds du Sud de l'Europe. En pleine crise de la dette souveraine et de l'attaque financière contre les pays dits «périphériques», tout d'abord au Portugal, mais surtout en Espagne et en Grèce, se produit une vague de mobilisations qui acquiert une ampleur et une échelle beaucoup plus proche à ce qui est arrivé dans les pays d'Afrique du Nord qu'en Europe dans les années précédentes. Le saut est surtout qualitatif.

---

<sup>22</sup> À l'exception de Bouteffika en Algérie (13 ans) et de Ben Ali en Tunisie (23 ans), le restant des «mandataires» ont gouverné leurs pays respectifs durant un minimum de 30 ans (Syrie, Yémen, Oman, Bahreïn).

Le premier symptôme que quelque chose de nouveau était en train de couvrir, s'est produit au Portugal. Comme on l'a déjà vu, la situation du pays lusitain démarrait d'un point de départ un peu différent de celui du reste des pays dits «périphériques». A la différence de l'Espagne ou de l'Irlande, il n'y eut rien de semblable à une bulle immobilière portugaise. La décennie des années 2000 se caractérisa plutôt par la stagnation économique, la continuité du démantèlement industriel —spécialement de sa principale industrie d'exportation, le textile— et le respect des politiques d'ajustement fiscal prescrites par l'Union européenne. Autrement dit, les recettes néo libérales n'entraînèrent aucun miracle économique, aussi temporaire ou précaire qu'il fût. Malgré cela, la crise frappa durement son système bancaire, qui nécessita aussi des interventions millionnaires bien que beaucoup plus modérées que celles de l'Irlande ou du Royaume-Uni.

La faiblesse économique du Portugal et l'augmentation de la dette publique jusqu'à atteindre 90% du PIB, furent, cependant, des motifs suffisants pour le prendre comme pays ciblé des attaques financières. Élève spécialement appliqué, durant une bonne partie de 2010, le Portugal s'efforça d'appliquer les «recommandations destinées à rassurer les marchés»: congélation du salaire des fonctionnaires, réduction des retraites et des prestations chômage, coupes en éducation et santé, diminution des administrations publiques, privatisation complète des principales entreprises publiques. Tout cela ne servit à rien. Selon le scénario convenu par les prédateurs financiers, la spirale de réduction de la qualification de la dette et l'augmentation des primes de l'obligation portugaise, apportèrent à la table des négociations un plan de rachat d'une valeur de 78 milliards d'euros. La contrepartie: un autre paquet de mesures qui, comme l'a reconnu l'UE, prolongera la récession au moins jusqu'à 2013 et provoquera une augmentation du chômage à hauteur de 13%. Sans minauderies, après l'annonce du rachat, Moody's dégrada la qualification de la dette portugaise à la condition de *bons de pacotille*.

La sensation d'abus et de chantage, le succès de la grève générale de novembre, le fiasco de la classe politique et, surtout, le précédent du printemps arabe furent le détonateur d'une mobilisation complètement novatrice. A travers les réseaux sociaux et certains forums sur Internet, des groupes de jeunes convoquèrent pour le treize mars une grande manifestation. Dans le «Protesto de la Geração da Rasca» (le Manifeste de la génération précaire), qui servait de déclaration d'intentions, on pouvait lire: «Nous, chômeurs, qui gagnons 500 euros par mois, mal payés, esclaves déguisés, sous-traités, les intérimaires, faux-travailleurs indépendants, intermittents, stagiaires, boursiers, travailleurs-étudiants, travailleurs, pères, mères, fils du Portugal, nous croyons que nous avons les outils et les ressources nécessaires pour atteindre un avenir meilleur». L'interpellation de cette alliance précaire, construite d'en bas, obtint un succès insoupçonné: environ 300.000 personnes descendirent dans la rue. Quelques semaines plus tard, les élections générales se soldèrent par l'un des plus grands pourcentages d'abstention de l'histoire du pays: 41%.

L'originalité du mouvement portugais a été l'immédiat précédent de ses frères ibériques. L'Espagne avait été jusque-là un des pays les plus pacifiés de l'Union. En dépit d'avoir obtenu les niveaux de chômage les plus élevés d'Europe, avec

un taux supérieur à 20% —qui atteignait 40% pour les moins de 25 ans. Bien que l'endettement de la population fût parmi les plus importants du continent, et que le préjudice de la bulle immobilière laissât entre 2009 et 2010 presque un demi million de foyers sans logement. Bien que, aussi, le Gouvernement présidé par le socialiste Rodríguez Zapatero eût été l'un des plus délicatement obéissants à l'heure d'appliquer les politiques exigées par les marchés: réforme du travail, réductions salariales des employés publics, restructuration des pensions et augmentation de l'âge de la retraite, fortes coupes budgétaires des gouvernements régionaux dans les systèmes publics d'éducation et de santé... Malgré tout cela, la situation semblait calmée, occupée pleinement par le théâtre de la dispute électorale entre les partis principaux et le chantage des marchés. Le faible suivi des convocations de la grève de fonctionnaires en juin 2010 d'abord, puis celle de tous les travailleurs en septembre de la même année, semblaient confirmer le pronostic d'une atmosphère d'apathie, de conformisme et de résignation.

Et pourtant, il y avait déjà longtemps que quelque chose s'agitait sous la surface. Depuis 2009, divers groupes et plateformes avaient proliféré, principalement par le biais des groupes et des forums d'Internet.<sup>23</sup> Début avril 2011, une manifestation imprévue d'étudiants signala un changement autant de protagonistes que de cap dans les protestations. La convocation pour le 15 mai d'une manifestation massive dans presque toutes les villes importantes du pays, sembla le confirmer. Ni syndicats, ni partis, seulement une multitude de personnes et de petites organisations convoquées sur Internet par une plateforme de création récente: «Democracia Real Ya» (Démocratie Réelle Maintenant). La devise: «Nous ne sommes pas des marchandises entre les mains des politiciens et des banquiers», l'absence de sigles et l'interpellation directe à n'importe qui fut vraisemblablement un tremplin. Le 15 Mai, environ 100.000 personnes descendirent dans les rues dans plus de 50 villes. Les pancartes faites par les manifestants eux-mêmes et les consignes laissaient voir la critique au bipartisme («PSOE et PP, c'est la même merde»), le refus des mesures de rigueur de la crise («Cette crise, on ne va pas la payer», «Ce n'est pas une crise, c'est une escroquerie») et la dénonciation du chantage financier («Pourquoi c'est le marché qui décide si je n'ai pas voté pour lui», «Botín, salaud, au boulot avec les prolos» —Botín, président directeur général du «Banco Santander», première banque espagnole).

A Madrid, autour de 25.000 personnes se joignirent à la Puerta del Sol. À peine une poignée d'entre elles décidèrent d'y camper cette nuit-là et jusqu'au dimanche suivant, 22 Mai, date des élections municipales des communautés autonomes. C'était le début de ce qui allait s'appeler le «Mouvement 15M». Le lendemain, après une assemblée de 1.000 personnes, 200 restèrent dormir. A 5h30 du matin, la police les évacua. Le soir du 17 Mai, 10.000 personnes se rassemblèrent

---

<sup>23</sup> La liste est interminable, la plus importante étant peut-être «Democracia Real! Ya!» (democraciareal.org) chargée d'organiser et d'organiser la manifestation du 15 mai. Il convient, toutefois, de mentionner «Juventud sin futuro» (jeunesse sans futur), «NoLesVotes» (ne vote pas pour eux; née contre une loi octroyant toute faculté aux sociétés de droits d'auteurs en vue de boucler les sites web de distribution de contenus), «Estado de malestar» (Etat de malaise), la «Plataforma de Afectados por la Hipoteca» (le collectif des sinistrés du crédit logement), en sus d'une quantité d'organisations sociales qui, depuis quelque temps déjà, essayait de lancer des initiatives concertées contre les paquets anti-crise.

de nouveau et en assemblée décidèrent: «Nous n'avons pas de maison, nous restons sur la place». L'exemple s'étend le 18, on compte des assemblées et des campements dans plus de 50 villes.

Durant les jours suivants, les prohibitions des actes, les menaces d'évacuation et le traitement plutôt mesquin des grands médias réussirent seulement à augmenter le nombre de personnes rassemblées à la Puerta del Sol et dans le reste des places. Dans certaines villes, il n'y a simplement plus de place. La proximité des élections du 22, et de la «journée de réflexion» préalable, pendant laquelle furent interdites la réalisation des actes et manifestations politiques, n'arrêta pas non plus le «crescendo». Au cri de «Ils appellent ça démocratie et ça ne l'est pas», le samedi 21, plusieurs centaines de milliers de personnes descendirent dans la rue. Rien qu'à Madrid, l'estimation la plus conservatrice parlait de 30.000 personnes, bien qu'en réalité il s'agît de deux ou trois fois plus de personnes. Pour alors, le mouvement s'était internationalisé, avec des concentrations à Londres, Bruxelles, Lisbonne, Amsterdam, Athènes, Milan, Budapest, Tanger, Paris, Berlin et Rome.

La force et la joie montrées dans la semaine du 15 mai, l'énorme défi institutionnel qu'avaient représenté les concentrations massives des jours antérieurs aux élections, le pouvoir symbolique de l'occupation des places principales, ouvre réellement l'espace pour un nouveau type de mouvement et d'organisation. L'occupation des places se maintient pendant des semaines, les assemblées de chaque ville grandissent, s'organisent, se divisent en groupes de travail et commissions. Au début de l'été de 2011, et seulement pour la région métropolitaine de Madrid, 120 assemblées de quartier fonctionnaient; plus de 50.000 personnes accouraient régulièrement à ces nouvelles agoras politiques.

En même temps, le mouvement gagne en mobilité, il multiplie ses objectifs: commence alors une spirale d'actions qui vont du blocage public et massif d'expulsions à l'occupation de centres et services de santé qui faisaient l'objet de coupes sombres. La classe politique est déboussolée, complètement perplexe face à l'entrée en scène d'un acteur aussi inespéré qu'inapproprié. Ses attitudes vont du clin d'œil opportuniste de quelques secteurs de la gauche aux accusations les plus mesquines des droites néoconservatrices qui voient un lien entre les «indignés» et ETA. En tous cas, la confusion règne, une situation détraquée, qui montre le manque absolu de ressorts institutionnels qui permettent l'intégration, la traduction en politique institutionnelle de demandes qui d'entrée commencent par un «Ils ne nous représentent pas».

Ce qui est en train de se passer n'est pas qu'un simple éclat, mais le début d'un cycle de mobilisation et protestation. Les grandes rendez-vous de l'été ainsi le confirment. Les manifestations contre ledit Pacte de l'Euro du 19 Juin, réunissent beaucoup plus d'un demi-million de personnes, avec des concentrations gigantesques à Madrid et Barcelone. Ce qu'on appelle les «Marches indignées» qui depuis différents points du pays prétendaient confluer à Madrid les 23 et 24 Juillet convoquent aussi à des dizaines de milliers de personnes. Environ aux mêmes dates le principal institut d'études sociales (le Centre d'Investigations Sociologiques) publiait les données de sa dernière enquête: entre 6,5 et 8 millions de personnes affirmaient avoir participé au 15M, entre 0,8 et 1,5 disaient l'avoir

fait de façon très intense, plus du 70% de la population disait en avoir une image positive du mouvement. Pour l'automne, le sort paraissait être jeté: il sera plus chaud que tout ce qui s'est connu durant les dernières décennies.

Seulement dix jours après le 15 mai espagnol, le mouvement des places naissait en Grèce. Les pressions des pillards financiers avaient poussé à l'extrême les conditions d'une atmosphère de par soi déjà irrespirable, mais qui maintenant trouvait une voie de rafraîchissement avec le recours à la méthode égyptienne, adaptée à l'Europe dans les places espagnoles. La séquence des événements s'accélère depuis le printemps. En mars, l'agence de qualification Moody's baissait la note de la dette grecque à la condition de bons pacotilles, en argumentant qu'il existait de sérieux doutes sur la capacité de paiement du gouvernement grec à partir de 2013, quand le plan de rachat de l'UE et du FMI toucherait à sa fin. Presque personne n'était dupe: les agences de rating, fers de lance des intérêts financiers, étaient en train de punir la Grèce en raison des effets que produisaient sur la croissance les plans brutaux d'ajustement qu'elles-mêmes prescrivaient. Dans les semaines suivantes, la rentabilité des bons grecs s'éleva jusqu'à 12%, juste au moment où la BCE annonçait une augmentation des taux qui, bien que tièdement, menaçait d'éroder le modèle d'affaires des banques européennes sur la dette publique.

Le jeu des gardiens européens se montra implacable. La BCE, frau Merkel, le gouvernement finlandais et les cabinets d'experts exigèrent un durcissement des conditions de «sauvetage» des pays périphériques. La contrepartie pour la Grèce est un programme de plus de 50 milliards d'euros. Lotos sportifs, loteries, paris hippiques, autoroutes, fréquences radioélectriques, un entrepôt de gaz naturel, actifs immobiliers... on envisage même que l'Acropole soit utilisée comme aval, comme garantie face aux dettes impayées! Les privatisations s'adjugent sous la tutelle de la banque allemande Deutsche Bank et de la française Paribas.

Le plan d'ajustement lève un nouveau flot de protestations, mais à la différence du cycle de mobilisations de 2010, l'exemple de la révolte arabe et surtout du 15M permettent un changement du sens des pratiques de protestation. Depuis le 25 mai, les concentrations massives et pacifiques dans la Place Syntagma (juste devant le Parlement) rassemblent plus de gens que les grandes manifestations antérieures et font retomber sur la protestation une nouvelle légitimité. A partir des premiers jours de Juin, jusqu'à 200.000 personnes se rassemblent quotidiennement afin de bloquer l'approbation du plan de privatisation du Parlement helène. Comme dans le 15M espagnol, les réseaux et les forums virtuels dirigent la protestation en dehors des organisations traditionnelles, parviennent à des secteurs irréprésentables jusqu'alors. Comme pour le 15M, les rassemblements s'accompagnent d'assemblées massives, d'un exercice de démocratie directe qui devient la marque et un signe du mouvement. Les partis politiques héritiers de la *Metapoliftesis* se sont révélés être de simples pions dans les mains des pouvoirs financiers qui n'ont pas eu de problème majeur à commettre un coup d'état contre la démocratie et la société grecque. N'importe quelle réactivation de la politique sera possible seulement à partir de la démocratie directe et l'implication de la population dans les décisions qui affectent son futur.

D'un autre côté, l'agenda politique du mouvement semble plus clair, plus soigneusement élaboré. Dans la consigne principale «Nous ne devons pas, nous ne vendons pas, nous ne payons pas», tout est dit. L'ennemi direct sont les institutions européennes qui représentent les intérêts du capital financier. Le but est de forcer le non paiement de la dette. Le gouvernement et les partis politiques accusent le coup immédiatement. Le gouvernement chancelle. On commence à parler de rééchelonnement de la dette et de referendum pour l'approbation des coupes. On remarque le séisme en Europe. Certains des leaders européens qui se rendent au sommet de Luxembourg brandissent la menace du désastre économique si la Grèce renégocie la dette encore une fois. Il n'est même pas possible de mentionner le mot «impayé». Nicolas Sarkozy réunit les banques françaises pour qu'elles essayent de rendre le pillage financier un peu plus durable et rationnel: des plans de réaménagement de la dette à moyen terme commencent à être proposés.

Au début tout semble inutile, les intérêts sur les émissions de la dette grecque se situent à 20%. La situation sociale bascule entre l'état d'exception et la guerre de faible intensité. Une grève générale de deux jours suivie par 80% des travailleurs se déclenche alors. Finalement, encerclé par une marée citoyenne, mais sévèrement menacé par l'UE, le parlement grec approuve le cinquième volet du sauvetage: 12 milliards d'euros avec les contreparties les plus draconiennes qu'on ait vues depuis le début de la crise. Et pourtant, peu après, un nouveau programme de rééchelonnement de la dette grecque est amorcé. Le FMI, l'Union et certaines banques européennes acceptent de refinancer la dette grecque à des intérêts de seulement 3,5%. Il ne s'agit pas d'un impayé forcé politiquement, encore moins si on tient en compte du fait que le programme d'ajustement reste intact. Mais il s'agit sans doute d'une première démonstration de force de ce que peut faire le mouvement quand il sait viser droit au cœur des milieux de la finance.

Jusqu'à la date de publication de ce texte, autant les indignés grecs comme le 15M espagnol peuvent se considérer comme étant les expressions les plus avancées du mouvement européen contre la crise. A la différence de la séquence de grèves générales qui durant 2010 parcourut surtout la France et la Grèce, avec des répliques dans presque tous les pays européens, le mouvement des places grecques ou des indignés en Espagne, ni les collectifs professionnels touchés par les programmes de restructuration, ni non plus les grands syndicats qui essayèrent en vain d'arrêter la réforme des systèmes publics de retraites n'ont eu de rôle majeur. Ce sont les générations les plus jeunes, les plus précarisées et touchées par la crise, soumises à une dégradation croissante du système universitaire et profondément désaffectés des systèmes politiques de leurs pays respectifs qui ont été les protagonistes. Mais, à la différence aussi des mouvements contre le CPE en France en 2006 ou des jeunes grecs en 2008, ces mouvements ne se sont pas définis en accord avec une condition particulière (étudiant, âge ou idéologie). Bien au contraire, son extraordinaire écho social s'appuie sur une vocation inclusive, qui convoque à tous et à toutes, sans autre exception que, peut-être, les responsables politiques et financiers.

D'une certaine manière, c'est cette interprétation générique, dans laquelle chacun paraît avoir sa place, celle qui se présente comme un dépassement des grands



appels lancés par les vieilles organisations syndicales en 2010 et qui, excepté à de rares exceptions manquèrent de légitimité suffisante pour produire une contagion sociale de grandes proportions. Dans ce sens, le mouvement des places grecques et le 15M ont fui les positions idéologiques traditionnelles dans une sorte d'appel générique aux «personnes normales et courantes». De fait, l'esprit du mouvement est marqué par une sorte de pacte entre pairs: ni groupes ni organisations, indifférence ou rejet de toute forme de sigles ou de porte-paroles autoproclamés. Cela même est ce qui se reflète dans les formes d'action et de protestation, surtout dans le renoncement à l'imaginaire de l'affrontement avec la police, des encapuchonnés, des sauts, des actions minoritaires et spectaculaires.

Les actions et les convocations sont publiques, se déclarent non violentes, et essaient à tout moment de bloquer la réponse répressive. Bien sûr, cela n'empêche pas la désobéissance, le jeu et la tension entre ce qui est légal et ce qui est légitime qui s'exprime dans le blocage de parlements nationaux et régionaux, l'occupation permanente des centres symboliques des grandes villes, l'arrêt des expulsions et le blocage des coups de filet contre les migrants. Mais l'action est toujours publique et avec une déclaration de principes tout à fait pacifique: invitation à la participation et mécanisme de la contamination de la sympathie pour le mouvement.

Dans ces mouvements, mûrit aussi une façon d'action et de mobilisation politique qui vise la décomposition des systèmes de partis et de toutes les instances de représentation qui soutiennent les démocraties formelles en Europe, des syndicats aux médias. La propre convocation du 15M s'est faite avec un slogan très significatif: «Nous ne sommes pas de la marchandise entre les mains des politiciens et banquiers». Il y a trois fronts: le manque de démocratie, la maîtrise des marchés et les excès des politiciens et des banquiers. Les consignes les plus reprises en chœur scandaient, «Ils ne nous représentent pas» et «Ils appellent ça démocratie et ça ne l'est pas», approfondissent dans cette direction: les partis et le système institutionnel ne représentent pas des intérêts de la population, mais les leurs et ceux des intérêts corporatifs et financiers; l'exigence de démocratie doit nécessairement comprendre les droits sociaux, la répartition de la richesse et le respect de la chose commune, en premier lieu pour les services publics.

Peut-être que le sujet le plus significatif est que la dénonciation de la corruption et de la dégradation de la démocratie formelle, s'investisse dans la pratique d'une démocratie concrète, dans un exercice de décision et de participation strictement à la manière d'une assemblée. Les places occupées deviennent des agoras publiques, où la discussion se déchaîne au-delà de la prise de décisions stratégiques. Par moments, cela prend même la forme d'un processus constituant où on discute de tout, et dans lequel chacun a l'opportunité de penser, proposer, dialoguer et remettre en question les propositions les plus osées. Le problème de la représentation se dilue dans la décision collective dans une multitude d'assemblées qui prolifèrent dans chaque ville, dans chaque quartier.

La démocratie se vit et s'expérimente comme un exercice quotidien de discussion et de décision, mais qui ne se limite pas à des rencontres physiques. Elle se développe aussi, et peut-être surtout, sur internet. Forums, réseaux sociaux, blogs... tous construisent l'espace public du mouvement qui parfois ne sert pas

seulement d'alternative aux grands groupes de presse, mais aussi dévoile et liquide les manipulations informatives ainsi que le style de communication des grands médias. Internet permet au mouvement de construire une intelligence collective et décentralisée, un espace horizontal et réticulaire de discussion et de prise de décisions qui déconcerte et surpasse les organisations traditionnelles.

Peut-être qu'il est encore trop tôt pour mesurer l'impact de mouvements. Mais les signes de leur extension européenne ont été visibles pendant tout l'été 2011. Des tentatives de réplique en France, qui purent seulement être avortées par l'intervention répressive, plusieurs dizaines de petits campements dans différentes villes européennes et, surtout, un particulier mouvement des places dans beaucoup des centres urbains de l'ancienne ex Yougoslavie. Le chapitre le plus important jusqu'à présent, a été celui des indignés israéliens et leurs protestations contre la cherté du logement et les coupes sociales. Le 7 août, ils parvinrent à réunir environ 200.000 personnes à Tel Aviv. Quelques jours plus tard, l'armée déclencha l'attaque la plus virulente contre les milices palestiniennes depuis l'occupation du Gaza. Que ce fait ait ou pas un rapport avec ce qui probablement soit aussi le mouvement social le plus grand de l'histoire récente du pays, que ce fait veuille renvoyer ses jeunes à ce qui est «réellement important pour l'État», est quelque chose qui reste à déterminer. En tout cas, le 3 Septembre, une nouvelle manifestation rassemblât plus de 35.000 personnes.

La complexité de ce qui est en train de se passer en Europe, et la difficulté de convertir le malaise en formes politiques de mouvement, fût démontrée clairement à fin de l'été dernier: les *riots* de Londres. Le 6 août, très près d'un des principaux cœurs financiers mondiaux (la «City» de Londres), une série d'événements violents avec la police, des bâtiments incendiés et des pillages de commerces se produisirent soudainement. Les émeutes continuèrent durant les 5 ou 6 nuits suivantes. Hackney, Tottenham, Brixton, les quartiers ethniques et socialement les plus complexes de la capitale britannique furent l'épicentre des révoltes. Le détonateur, comme quelques années avant à Paris, fut la mort d'un jeune sous les coups de feu de la police. Le racisme institutionnel et la violence policière, faisaient à nouveau la fonction de véhicule des protestations qui avaient une profondeur temporelle de plusieurs décennies d'abandon social et économique, encore plus aggravé par l'énorme chômage juvénile des dernières années et les coupes sociales imposées par le gouvernement Cameron.

Le «Premier» ne tarda pas à désigner la révolte comme des «actes de délinquance pure et dure», résultat d'une poignée d'irresponsables moralement dépravés. Les vieilles épithètes des déclarations bourgeoises sur les révoltes de pauvres du XIXe siècle dominaient à nouveau les positions de la classe politique et des médias. Très peu fut dit sur les conditions de vie des jeunes, du chômage, du racisme et l'élitisme de la police et des politiques économiques. Et cela dans une des villes les plus fastueuses du monde, dans laquelle la paupérisation du prolétariat juvénile —en grande partie d'origine migrante et invariablement condamné au sous-emploi, la précarité et la prison— cohabite avec des cadres financiers de la City, les luxueux yachts des vieux *docks* réhabilités et les logements multimillionnaires des riches de la moitié de la planète. On a encore

moins dit qu'en Angleterre, les 10% les plus riches de la population possèdent un patrimoine 273 fois plus important que celui des 10% les plus pauvres, ou que le déploiement troublant d'ostentation et de richesse du mariage de l'héritier de la couronne fut mentionné par les protagonistes comme un motif évident des troubles. Les révoltes prirent fin en quelques jours, avec plus de 1.800 personnes détenues et une demi-douzaine de morts.

### III. Quelques notes pour une révolution européenne

Chômeurs, employés en CDD, étudiants, salariés dans les services pire payés, milleuristes, huitcenteuristes, *working poors*, travailleurs précaires de tous espèce et condition, syndicalistes vocationnels, retraités, utilisateurs et utilisatrices des services sociaux et sanitaires en procès de privatisation, travailleurs et travailleuses des services publics, indignés par la corruption et la dégénération de la démocratie, indignées par le toupet de certains gouvernements toujours serviles à des intérêts financiers. D'une infinité de positions sociales, économiques et subjectives nous avons réussi à soulever le premier mouvement européen contre la crise: le 15M en Espagne, le mouvement des places en Grèce, les «indignés» peut-être dans tous les pays européens pendant cette année prochaine.

Ce que ce mouvement a déjà réalisé peut être considéré comme la plus grande insurrection démocratique de la dernière moitié de siècle. «Ils ne nous représentent pas» nous disons à Puerta del Sol, à Plaça Catalunya et dans beaucoup d'autres villes. Et avec ceci nous déclarons la fin du monopole de la représentation en mains d'un système de partis de plus en plus absorbé par les problèmes de leur propre reproduction et moins attentif aux besoins et préoccupations des citoyens qu'ils disent représenter.

Nous revendiquons la démocratie dans la rue, dans l'exercice de la discussion publique, là où l'on peut parler librement et où tout peut être remis en question. Et avec ceci, nous dévoilons la peur à la démocratie que souffrent de manière congénitale la classe politique et les élites économiques.

Rien de plus inconvenient, de plus inapproprié qu'une multitude décidée à remettre tout en question. Rien de moins acceptable, de plus dangereux que la démocratie lorsque celle-ci veut être exercée sans chantages ni artifices institutionnels.

L'émergence du mouvement, notre émergence, a prouvé le mensonge de la crise. Celle-ci ne pourra plus jamais être présentée comme un événement inexorable, plus proche des catastrophes naturelles, dû à leurs causes et conséquences, qu'aux simples accidents de l'ordre des affaires humaines.

Le mouvement montre les responsabilités, questionne les politiques économiques, dément les experts, apprend vite; en d'autre mots, il découvre le cours arbitraire de la crise. Aujourd'hui nous savons que la misère sociale, les féroces

programmes d'ajustement, des inégalités croissantes qui fracturent le continent ne sont des résultats inutiles, ou pour mieux dire, nécessaires que pour rincer les pertes des grandes corporations et garantir les pertes financières. C'est pourquoi, tout comme en Grèce, nous disons «Nous ne devons pas, nous ne vendons pas, nous ne payons pas»; nous n'acceptons pas le chantage des dettes imposées, des dettes acquises de manière frauduleuse en faveur du bénéfice bancaire. Nous n'acceptons pas de vivre dans une Europe pliée aux intérêts des plus puissants.

Nous savons que les défis auxquels nous faisons face sont énormes. Les élites européennes ont parié toutes leurs cartes pour le bénéfice financier assurant ainsi une économie politique contraire à la récupération et à la croissance. Ce que certains appellent encore «économie réelle» —la production de biens et services, l'emploi, etc.— a en effet été sacrifiée sur la pile d'offrandes aux créanciers. Traduit en termes politiques, ceci veut dire, que dans l'alternative entre sauver les banques ou sauver l'économie, on mise la première exclusivement. Le problème est qu'il est de plus en plus impossible de rendre compatible l'expansion financière et la croissance économique, tel qu'il semble être compris d'une situation de dépression salariale, d'une attaque aux dépenses publiques et d'une débilité des exportations. Sans recours à une nouvelle ronde de bulles financières et d'endettement massif, il n'y a pas d'alternative de croissance pour l'Europe.

Dans ces conditions, l'énorme masse de liquidité, la surabondance de capital qui aujourd'hui peuple les marchés financiers, ne peut que suivre le chemin de l'accumulation par la voie de la prédation des majorités sociales et du coût social. Comme avant dans les pays du Sud, le paradoxe de prioriser le paiement aux créanciers face à n'importe quelle autre chose, résulte en définitive en une plus grande dépression économique. L'imposition des intérêts financiers implique une distribution plus inégale des revenus sociaux; par conséquent, une plus grande dépression de la consommation qui devient à son tour cause principale de la crise. Que ce simple dilemme soit si difficile de comprendre pour les élites européennes prouve non seulement leur manque d'intelligence, mais surtout leur extraordinaire esprit destructif, sinon suicidaire.

Ainsi, dans le capitalisme contre lui-même, les prédicateurs de l'orthodoxie à n'importe quel prix —et dans ce cas il est égal qu'il s'agisse de politiciens, de journalistes ou d'experts—, répondent au mouvement et aux protestes avec le même chantage: soit vous acceptez la pilule de l'austérité et des réformes, soit le résultat sera pire. Quatre ans de crise, presque trois de réformes, nous paraissent insuffisants. La seule chose qu'ils nous ont rendu est une autre vague de récession qui aujourd'hui commence à nouveau à couvrir l'Europe: plus de chômage, plus de précarité, plus de réductions sociales. La nouveauté à cette occasion, si elle peut être appelée ainsi, c'est que dans cette chute au ralenti il y aura moins de ressources pour sauver les banques et les corporations et que ceux-ci devront s'extraire de manière encore plus brutale sur les majorités sociales.

Face à ce chantage nous devrions être capables de discriminer quelle est réellement la crise qui a de l'importance pour nous. La crise du système financier qui se manifeste sur des bilans bancaires fragiles et déséquilibrés par les opérations à risque —presque toujours avec un bénéfice extraordinaire— entrepris

la décennie précédente? Celle de l'emploi, qui est devenu la seule forme d'accès aux revenus, dans une époque où il ne peut que venir avec une rémunération basse de manière massive et par biais de la création d'une multitude de postes de travail précaires, nombreuses fois inutiles et superflus? Celle d'une Europe à la dérive qui détache des wagons au fur et à mesure que cela convient aux pays les plus riches? La crise fiscale des États, harcelés par les dettes faites par les banques mêmes qu'ils ont sauvé au préalable?

La crise est tout simplement un mensonge, une plaisanterie de mauvais goût si ces conséquences sociales n'avaient pas lieu. L'Europe de début de siècle, l'Europe décadente qui ne peut se mesurer avec son passé, lorsqu'elle était la métropole des empires les plus grands et les plus terribles est cependant plus riche que jamais. Sa richesse déborde dans les marchés financiers, des dettes obligatoires, dérivés, de titres à garantie hypothécaire. Le problème n'est donc pas la crise, le soit disant manque d'argent public, d'emploi, de recours, mais tout simplement le partage d'un butin que des années de pratiques financières abusives, de détérioration et de corruption de l'État, de déréglementation rampante et d'idéologie de marché ont réussi à placer en de mauvaises mains. Même d'une perspective conservatrice, la grande contradiction du capitalisme européen c'est que soit ces politiques de partage et de redistribution sont entreprises et donc la dévaluation des titres de dette sont acceptés contre les grands créanciers, soit la sortie de la crise ne sera pas possible.

C'est exactement ceci, ce qui constitue le noyau de l'os européen qu'aucun homme politique de poids, aucun grand banquier, aucune force institutionnelle à échelle continentale a su ou voulu mordre. C'est comme si l'Europe était devenue un spectre qui s'éteint et dans lequel rien ne reste de sa promesse de démocratie.

Le mouvement agit d'une bonne manière lorsqu'il montre la classe politique et les nommés leaders européens quand ils les accusent invariablement entre deux pôles: soit ils confirment qu'ils sont des représentants salariés des pouvoirs européens, soit que la détérioration de leur imagination et leur intelligence est si réversible qu'ils ne sont même plus capables de comprendre la situation. Tous les points intermédiaires sont bien sûr reconnaissables. La conséquence de la stupidité et de la corruption, la sensation d'assaut permanent où chaque événement paraît plus grave que le précédent.

Pour le mouvement européen en émergence, ceci veut dire qu'en face il n'y a aucune contrepartie institutionnelle capable de penser et de lancer un programme consistant de réformes qui «sauve» de la crise. Aucun *New Deal*, aucun programme de distribution et de réorganisation progressive du système financier et des dépenses publiques capable de surmonter la situation sans une débâcle sociale. En fait, on crie déjà que «le mouvement est une révolution» et ceci n'est pas seulement dû à la radicalité de leurs propositions, mais au fait qu'il n'y a pas de place pour la réforme. Elle n'apparaît pas dans le débat public, ni dans les rapports officiels, ni même dans les alternatives envisagées par les experts. Ainsi, alors que la situation dégénère le mouvement se radicalise et cette radicalisation est plus grande dans les sociétés de l'Est et du Sud de l'Europe où l'absence d'alternatives institutionnelles signifie l'acceptation d'une plus grande

détérioration sociale ou au contraire une rébellion qui mette les systèmes politiques et économiques de l'Union sans dessus dessous. Mais même dans les pays du centre (tels que l'Allemagne et la France) apparemment en sûreté face au fort appauvrissement que vit aujourd'hui la périphérie du continent, à moyen terme une seule exigence paraît viable: la démocratisation profonde de toutes les institutions européennes et la redistribution sociale de la richesse. En cas contraire, la stagnation économique et la crise financière finiront par accélérer la dégénération de leurs systèmes de protection sociale en une spirale de détérioration sociale et économique dans laquelle le cas de la Grèce ne peut être qu'un modeste prototype d'expérimentation.

C'est pourquoi rien ne semble plus urgent que de surmonter les divisions nationales et régionales qui jusqu'à présent ont servi de digues de protection face aux réponses sociales à la crise. La crise se déploie, «s'organise» et s'exploite à échelle globale, mais les représentations, les discours et la gestion de leurs possibles solutions continuent de faire appel aux topiques et aux personnages, toujours étroits et provinciaux, des différents États européens. La crise est provoquée en effet par les problèmes d'expansion du bénéfice financier pour se manifester ensuite comme une crise fiscale des États dans l'essai, jusqu'à présent à succès, d'un large programme de spoliation corporative sur les dépenses publiques. En ce sens rien n'est moins judicieux que les représentations et les explications qui visent les responsabilités nationales que partagent aussi bien les discours experts des économistes que les opinions les plus populistes. Au final il y a une convergence pas du tout fortuite. Des exigences d'ajustement fiscal pour la Grèce et l'Italie qu'en dernière instance semblent se trouver dans le manque de compétitivité de leurs économies, on passe avec toute naturalité à l'explication qui tend à la psychologie sur le caractère gaspilleur et indiscipliné des pays méridionaux. Le biais de morale du corps théorique de l'économie libérale se traduit rapidement en accusation populaire: «Nous ne payerons pas la fête du Sud de l'Europe». Et c'est dans ce tableau de représentations pathétiquement nationales où réapparaît et se renforce l'extrême droite européenne.

De certaine façon, cette hyper droite contemporaine est l'image inverse et déformée du mouvement européen. Il s'agit d'un problème relativement ancien qui, pendant la décennie des années deux mille a atteint des niveaux supérieurs à 10% de l'électorat dans des pays comme la France, la Hollande ou l'Italie, mais qui lors des dernières années a frôlé le plafond de 20 ou 30% en Suisse, en Finlande et en Autriche.<sup>24</sup> Face à la crise et à la croissante fragilité des masses, le populisme nationaliste invente des explications invraisemblables, mais des explications en fin de compte avec un fort pouvoir d'émotion. Le chômage et la détérioration des

---

<sup>24</sup> Dans presque tous les pays européens (à exception notable de la France), la dernière carte des élections résultat des élections au Parlement européen, offrait une croissance significative de ce genre de formations politiques, mais ce progrès était notablement majeur dans les petits pays riches du centre et du nord de l'Europe; précisément dans ceux dans lesquels l'impact de la crise a été plus modéré, mais dans lesquels la détérioration progressive de la position des classes moyennes et des systèmes de protection sociale peut viser sans ambages, les étrangers ou les politiques de redistribution de l'Union. Ces pays comme la Finlande, la Hollande ou l'Autriche ont également été les principaux alliés du gouvernement allemand dans l'endurcissement des conditions de crédit et de «sauvetage» dans les pays de l'est et du sud de l'Europe.

systèmes sociaux deviennent des problèmes «d'excès démographique», presque malthusiens qui se manifestent dans un premier lieu en une compétence «déloyale» des travailleurs d'une autre origine et/ou avec une autre couleur de peau. La détérioration économique se lit depuis un point de vue national, mais leurs causes sont à nouveau «à l'extérieur», dans une excessive générosité des pays pauvres («fainéants») ou dans l'inondation de produits étrangers pas chers et de mauvaise qualité. Comme il ne pouvait en être autrement, la solution passe par l'expulsion des migrants, la «nationalisation» de l'économie, le retour aux valeurs de la patrie et le respect aux gens «communs» normalement représentée dans un modèle familial normatif de classe moyenne, qui dans la vie réelle est devenue une aspiration de plus en plus impossible pour l'immense majorité. C'est pourquoi, il est peu surprenant que l'*establishment* européen ne voit pas dans la montée de l'extrême droite plus qu'un moindre problème. Au moment de faire un pacte et de trouver des alliés, les formations national-populistes se présentent comme une alternative commode dans la même mesure où elles détournent efficacement l'attention et l'indignation sociale vers les boucs émissaires marginaux du point de vue de la gouvernance française.

Bien évidemment, la montée politique des partis de la droite la plus autoritaire et populiste vient à occuper le nid écologique créé par le vide d'alternatives et la détérioration de toutes les options de l'arc électoral y compris notamment celles qui se déclarent de gauche ou d'extrême gauche. Une désaffection de masses qui devrait se considérée gagnée à la force du poignet para les organisations qui revendiquent ces positions idéologiques —et certaines fois seulement idéologiques. Le désenchantement par rapport aux vieux partis socialistes vient de la main de leurs échecs totaux et successifs lorsqu'il s'agissait de proposer des politiques différentes à celles qui venaient dans le plan du concert néolibéral. Dans beaucoup de pays, ces partis-ci étaient en charge d'appliquer les pires réformes de travail, les réductions sociales les plus sévères, les politiques les plus serviles aux grandes corporations européennes. Le reste de la gauche, des verts aux différentes gauches communistes ne s'en tire pas mieux; incapables, dans la plupart des cas, d'aller au-delà de l'opposition «responsable» de la réforme «possible» —le capitalisme vert, le retour aux modèles productifs basés sur la R+D— et une radicalité nostalgique et improductive, soutenue habituellement sur des esthétiques et des symboles peu ou pas adaptés à des situations sociales profondément mutées. Avec raison, le 15M espagnol, les indignés grecs, une bonne partie des grévistes français et presque tout ce qui s'est passé d'intérêt sur la scène politique européenne s'est produit en marge de la gauche institutionnelle, des canaux de représentations et des espérances électorales.

La nouveauté du mouvement réside dans son désespoir envers la politique officielle et les solutions des élites; son impatience contre les attitudes responsables qui débouchent dans la délégation et l'attente inutile des initiatives venant «d'en haut». Leur alternative passe par une solution «d'en bas», par un questionnement total des formes démocratiques capturées par le formalisme de la représentation. C'est ainsi que le mouvement se présente ouvert à toutes et à tous, non défini en termes idéologiques, entièrement prédisposé à un débat nouveau et radical. En ce sens, son «agenda» concorde bien peu avec ce que l'on considère



traditionnellement comme le «programme» économique et politique de la droite dont le domaine paradigmatique — encore bien représenté dans les syndicats — est toujours celui des principaux de la vieille sociale démocratie: plus d'emploi, plus de régulation de l'État, plus de propriété publique, plus de droits sociaux, mais toujours dépendants de l'emploi et du statut de nationalité.

Mais comment peut-on continuer à parler de droit à l'emploi lorsque celui-ci a été massivement précarisé et soumis aux mécanismes brutaux d'ajustement automatique aux besoins des entreprises? Comment peut-on continuer à parler de droits sociaux lorsque ceux-ci ont subi une détérioration aussi grave, ou lorsqu'ils ont un lien fort avec les formes d'emploi qui ne touchent pas tout le monde — voir les niveaux de chômage structurel dans l'UE? Comment la propriété publique peut servir les intérêts de la population, étant donné que celle-ci est devenue un simple actif financier en mains d'une classe politique de plus en plus irresponsable? Est-il possible de continuer à défendre les droits sociaux et la régulation économique dans le cadre étroit des frontières de l'État? Combien de personnes n'ont pas accès aux droits les plus élémentaires et aux provisions sociales à cause de la nation et de la citoyenneté? Comment l'artifice de l'État souverain peut-il se maintenir dans le cadre complexe des flux financiers globaux et d'une production efficacement globalisée?

Se sont des questions qui circulent, comme bien d'autres, dans les places, dans les assemblées et dans les forums du mouvement. Mais les réponses ne sont plus les conventionnelles. Des références et des problèmes nouveaux apparaissent qui sont reliés à la financiarisation, à la dimension globale de la crise, au fait que les sociétés européennes — et spécialement leurs grandes métropoles — sont des sociétés de plus en plus complexes, de plus en plus métisses, de moins en moins compréhensibles selon les clichés normalisateurs de la «nation» et les vieilles identités politiques.

D'une certaine façon, beaucoup des demandes du mouvement nées à la chaleur de ces débats peuvent se réduire à quelques consignes. Il faudrait aussi discuter sur certaines d'entre elles, sans vouloir déclarer des positions «définitives» ou bien pire, des accords de consensus et des prescriptions programmatiques, mais plutôt afin d'argumenter des positions utiles pour le mouvement. Nous savons que seulement avec le dialogue ouvert et le propre chemin des luttes des propositions et des alternatives qui aujourd'hui se dessinent pourront être déterminées. Voici cinq points qui peuvent en tout cas être utilisés comme possible matériel pour le cycle de mobilisations qui s'ouvrira dans les prochains mois:

1. *Annulation générale des dettes.* Le gouvernement des finances se maintient uniquement et exclusivement sur la propriété d'un ensemble de titres qui obligent aux administrations publiques, aux économies domestiques et à la plupart des petites et moyennes entreprises à se soumettre aux dettes destinées à durer des décennies. Gouvernements et banquiers ont convenu sur la validité de ses titres par dessus les conditions dans lesquelles elles ont été acquises et des coûts sociaux et économiques qui en découlent. La question est si cet accord d'inviolabilité de ces titres est acceptable ou pas, au-delà des intérêts d'une minorité sociale étroite. D'un côté

l'acquisition de la propriété de ces titres et les conditions auxquelles elles obligent —commissions, types d'intérêt, versements, compensations en cas de non-paiement— a été frauduleuse en bonne mesure. Dans une démocratie qui fonctionne les banques ne devraient pas expliquer pourquoi elles ont donné des milles de millions d'euros dans des crédits à des familles avec peu de ressources afin d'acheter un logement à des prix notablement gonflés. Elles devraient s'expliquer sur le grand nombre d'exécutions d'hypothèque qui se sont produites pendant ces années et qui ont laissé les gens sans maison, ce qui dans certains pays n'annule même pas leurs dettes.<sup>25</sup> Elles devraient également assumer les responsabilités pour les attaques spéculatives qui ont placé au bord de la faillite les États européens les plus fragiles, en même temps qu'elles recevaient des milles de millions en aide publique pour équilibrer les bilans délicats. D'un autre côté, le gouvernement et l'Union européenne devraient rendre des comptes sur pourquoi ils ont appliqué des politiques de dérèglement financier, en permettant l'institutionnalisation des pratiques spéculatives qui finalement ont amené à la crise. Et aussi pourquoi ils ont appliqué autant de générosité pour sauver les banques sans contrepartie significative.

Comme en Grèce, «nous ne devons pas, nous ne vendons pas, nous ne payons pas» veut dire que ces dettes ont été faites de manière illégitime par biais de pratiques abusives dont les garants ont été des gouvernements irresponsables. L'intérêt des créanciers ne peut être par dessus de n'importe quel critère social et économique. D'avantage lorsque la dette devient l'obstacle principal de la récupération européenne. L'endettement élevé des familles appauvrit la consommation privée et l'endettement des états, la consommation publique. Insister sur des obligations qui imposent des titres de dette survalorisés dans un climat économique marqué par la situation précaire généralisée de tous les actifs, c'est imposer à la société des coûts qui ne bénéficient qu'aux directeurs et cadres financiers qui nous ont emmené à la crise.

D'ailleurs, tôt ou tard, on devra accepter qu'une bonne partie de la dette fait pendant ces années ne pourra pas être payée. Le dilemme est qui va payer les pots cassés de la voracité financière: les États —et donc les populations— ou les banques. Le sauvetage des banques, la régulation des budgets, le principe de contrôle sacro-saint de l'inflation paraissent avoir aligné l'Union européenne et les gouvernements avec la première option. Au mouvement et à la société en général, il ne nous reste que la deuxième.

Le premier pari du mouvement européen devrait passer, donc par la rupture de la chaîne de la dette, simplement, il s'agit de déclarer d'une manière décidée que nous ne payons pas. La généralisation des non-paiements —des familles aux États— accélérerait la crise bancaire que l'on a voulu éviter avec relatif succès. Ce serait certainement le déclenchement d'une course de faillites bancaires tout en appauvrissant le crédit privé et les voies traditionnelles de financement des États.

---

<sup>25</sup> C'est le cas, par exemple, de l'Espagne, où les prêts se donnent avec garantie personnelle. Ce qui veut dire qu'en cas de non-paiement, la banque garde le logement (étant satisfait s'il la vend aux enchères à 50% de sa valeur originale), en même temps, la personne qui a signé l'hypothèque continuera à devoir à la banque la différence du prix des enchères par rapport à ce qui reste à payer du principal, plus les coûts des enchères, plus les intérêts.

Comme nous le savons bien, ce scénario menaçant sert de chantage permanent pour plier les politiques publiques aux intérêts des marchés. Cependant, un non-paiement ordonné et dirigé politiquement par le mouvement pourrait réactiver les mécanismes de crédit à travers des mesures coopératives et des instruments politiques, toujours soumis à de sévères contrôles démocratiques. Avec ce canal de création de canaux alternatifs de crédit, les impacts négatifs d'un non-paiement seraient certainement moindres et plus courts que ceux que nous sommes en train de subir et que nous continuerons de subir tant que dure cette longue dépression.

Les problèmes réels ne sont en définitive que des problèmes techniques et ils consistent à restructurer le système financier afin qu'il fonctionne comme un moyen efficace et pas en tant qu'utilisateur des finances des activités avec valeur sociale et économique. Mais les obstacles sont surtout politiques; il s'agit de se débarrasser des élites financières et économiques qui jusqu'à présent ont dirigé la politique européenne. Un aussi grand pari arrêterai le modèle actuel de bénéfice qui se base sur la financiarisation et représenterai le plus grand changement social et économique de l'Occident dans la dernière moitié de siècle.

2. *Redistribution et partage de la richesse.* La crise nous a été présentée comme un problème de manque. Manque d'emploi, manque d'argent public, manque de crédit, manque de ressources en général. Cependant, comme nous l'avons vu, notre époque est toujours la plus riche connue dans l'histoire. Le problème se pose lorsqu'il faut reconnaître les formes de la richesse d'aujourd'hui, analyser les mécanismes d'extraction de celle-ci et proposer et imposer les moyens pour que le partage soit possible. La financiarisation, les mesures de dérégulation et l'institutionnalisation de la spéculation, la subvention fiscale aux riches, la dépression des salaires et le démantèlement de l'État ont généré des inégalités sociales qui n'étaient pas connues en Europe depuis avant la II Guerre mondiale. La crise urbaine qui ravage presque toutes les grandes villes européennes n'est qu'une des nombreuses conséquences de ces processus.

Comme il en est avec les politiques de protection des créanciers, les inégalités sociales en croissance sont devenues aussi un facteur puissant dans le blocage de la reprise de l'accumulation de capital. D'un côté se pose le problème de la demande et spécialement de la consommation domestique qui est aujourd'hui l'empêchement principal de la récupération économique. D'un autre côté s'ajoute la reconstruction de la demande par le biais des bulles patrimoniales et d'endettement massif comme dans les années quatre-vingt-dix et deux-mille. Ceci est devenu une solution, pas seulement improbable, mais aussi dangereuse. Le paradoxe, à nouveau, c'est que les intérêts d'une réforme faite «en haut» —qui n'a pas l'air de se produire— et la revendication d'égalité et justice de la part du mouvement pourraient se rencontrer dans la redistribution des revenus sociaux.

Mais comme avec la possibilité de promouvoir un non-paiement dirigé politiquement, les obstacles sont surtout politiques, pas techniques. Plusieurs décennies de «politiques d'assistance» aux grandes corporations, de bénéfice et subvention aux plus riches, de promotion de la spéculation financière ne vont pas être investies sans résistance, même si les réformes peuvent être faciles d'une

manière surprenante. À l'échelle européenne et de chaque État, il s'agirait d'imposer à nouveau un système fiscal progressif qui s'appuie plus sur les impôts directs que sur les impôts indirects. Il faudrait également taxer plus et mieux les grands patrimoines et les revenus de capital qui, spécialement lorsqu'il s'agit de simples plus-values financières, devraient se soumettre aux types d'impôts les plus hauts. La banque devrait aussi être plus réglementée, avec plus de contrôles et plus de transparence, en plus d'être sujet à des impôts «spéciaux», qui correspondent à un aval «spécial» que leur offre l'État en tant que créancier en dernière instance. À un niveau international, on pourrait imposer de fortes restrictions et régulations aux marchés de dérivés et une taxe d'impôts aux mouvements de capital. Ainsi, les paradis fiscaux, l'évasion de capitaux et la fraude internationale pourraient être éradiqués avec un peu de volonté et avec l'exigence d'une transparence totale aux agences de financement.

L'application de ces mesures, même partielle, changerait les règles de distribution de revenus, en limitant les mouvements spéculatifs et en encourageant les inversions sociales utiles. D'une certaine manière, ici, on ne montre que ce qui devrait être évident après trois décennies de néolibéralisme triomphant: que le problème social est plus un problème de richesse plutôt que de pauvreté, ou dit autrement, que le problème n'est pas le «manque de charité», mais les mécanismes des institutions qui permettent une forte concentration de revenus dans les minorités sociales qui possèdent plus de pouvoir et de ressources.

D'un autre côté, la réforme fiscale fonctionnerait comme le parfait opposé des pratiques prédatrices de la financiarisation. Et elle pourrait être accompagnée de tous genres de taxes spécifiques sur les coûts occultes (les empreintes sociales et écologiques) que produit la spoliation capitaliste et financière<sup>26</sup> telles que les éco-taxes pour la contamination et la destruction de ressources naturelles; les «socio-taxes» pour la privatisation des principales garanties sociales; les «taxes-soin» pour la destruction de la destruction sociale et la fragilisation des existences de la majorité, etc.

Avec les versements produits par les nouvelles formules d'imposition, nous serions en disposition d'essayer de nouvelles modalités d'accès à des revenus, tel que le Salaire de Base. Son effet positif permettrait d'autres formes de vie n'obligeant pas à créer des salariés hautement précaires et infra rémunérés. En plus, le Salaire de Base a l'avantage de reconnaître que le plein emploi est une illusion et qu'il ne peut être obtenu qu'à travers des salaires misérables, en dans trop

---

<sup>26</sup> Les systèmes actuels de comptabilité ne reprennent aucune des externalités (les coûts et les bénéfices occultes) qui se produisent continuellement dans l'activité économique courante. Par exemple l'élagage d'une forêt primaire dans un pays tropical se comptabilise dans le PIB avec le prix, souvent dérisoire, que l'entreprise du bois paye au pays en question. Cette action présuppose donc une augmentation du PIB. Cependant les coûts de l'élagage tels que les pertes des usufruits directs que cette forêt apportait aux communautés de paysans adjacentes d'une manière principalement non monétaire, n'ont aucune forme d'expression comptable dans le PIB. Il en va de même pour la pollution d'une bonne partie de l'activité industrielle ou de notre système de transport. Un autre exemple, lorsqu'un service public est privatisé et sa gestion est externalisée l'effet peut être une augmentation relative du PIB dû aux nouveaux transferts et échanges de la gestion privée mais en aucun cas la dégradation de la qualité du service due à la privatisation est comptabilisée.

d'occasions dans des postes avec peu ou aucune valeur sociale. La libération massive de temps social de la peine permettra de consacrer de nouvelles énergies à des labeurs de formation, de soin, de reproduction, à la participation civique et politique et à tous ceux étant extrêmement utiles à la société n'a aucune reconnaissance —et ne doit probablement pas l'avoir— en termes de salaire.

Des mesures de redistribution tels que le Salaire de Base ou d'autres semblables devraient s'accompagner de l'essai de nouveaux modèles productifs soustraits aux logiques d'accumulation et de bénéfice propres aux économies capitalistes. Il s'agit de mettre devant l'autonomie des populations, la cohésion sociale, la démocratie économique et l'échelle «humaine» dans les projets d'entreprise sur le gouvernement financier et les privilèges des grandes corporations. Les prototypes de cette nouvelle économie sociale peuvent se retrouver dans la multitude d'expériences qui ont exploré des champs si divers tels que l'agriculture écologie, le logement social ou la banque éthique, normalement sous la forme juridique des corporations.

3. *Démocratie*. «Ils ne nous représentent pas». «On l'appelle démocratie et ça ne l'est pas». Du Caire à Athènes et de Tunis aux places de Barcelone et Madrid, «démocratie» a été la consigne la plus répétée. L'exigence d'une démocratie évoque la séquestration de la discussion et la décision de la part des institutions les plus «représentatives». Elle renie de la corruption, du système de partis. Elle dénonce l'étroitesse des canaux de participation effective en marge des formations électorales et les maigres mécanismes de contrôle sur les représentants élus. Elle montre la subordination des institutions politiques aux intérêts économiques des grandes corporations. Elle sauve les vieux principes républicains et accuse les lois et les décrets de ne pas être égaux pour tous. Elle montre la complicité des grands syndicats dans la gestion de marchés de travail de plus en plus précaires. Elle dirige les médias, dévoile leurs intérêts, reconnaît leur manipulations, les accuse de ne pas être un espace propre pour une vraie discussion démocratique : les assemblées, les mécanismes de création de consensus, un nouvel espace public de discussion et de décision en marge des nouveaux groupe de presse.

Autrement dit, le mouvement a surgit de la dénonce d'un système politique qui, malgré qu'il se reconnaisse formellement dans le terme «démocratie» il permet très peu de participation effective aux citoyens, invariablement condamnés à déléguer les décisions cruciales à une classe politique de moins en moins fiable. Le mouvement s'est alimenté d'un exercice de démocratie directe qui était pratiqué dans les assemblées citoyennes (aussi bien physiques que sur internet) et dans la discussion libre et sans intermédiaires.

Le défi réside pour beaucoup, dans la manière d'instituer de nouvelles formes de démocratie : quel tipe de réforme du système électoral, quels nouveaux instruments de participation et de prise de décision, quels autres institutions peuvent être créés au-delà du système de partis. Ce sont des questions techniques, mais aussi politiques qui concernent la partie institutionnelle du système politique, le démantèlement des blocages et les pièges légaux qui aujourd'hui empêchent d'exercer une démocratie plus réelle, plus directe. Mais le mouvement a découvert

aussi que la force qui fait qu'une démocratie soit effective ne vient pas proprement des institutions, mais de quelque chose de moins tangible : de la possibilité que littéralement tout puisse être remis en question, de l'extension à la tête de la discussion politique jusqu'au dernier recoin de la société et de la participation et de la participation entre égaux comme un principe élémentaire de décision. Il s'agit d'éléments qui n'ont pas la possibilité d'une expression institutionnelle terminée, qui ne peuvent se fermer dans un processus formel «démocratique». Le défi est donc de réinventer la politique et de provoquer une rencontre constante avec la passion civique.

Et c'est ceci, ce qui génère réellement la peur et la panique dans la classe politique : l'exercice de la participation massive qui dépouille les experts et les représentants de leur condition spéciale en tant que sujets de la décision et les relaie à la situation «d'un entre beaucoup». La peur à la démocratie s'exprime presque toujours en termes de responsabilité : «Laissez que ceux qui savent décident», «Autant de pluralité dans les opinions ne peut finir qu'en charabia», «Avant tout il faut garantir la gouvernabilité». Ce sont les mêmes fantômes de l'ordre convoqués maintenant contre le chaos de la démocratie comme si l'actuel «ordre politique» n'était pas une source gigantesque de désordre, d'entropie généralisée manifeste dans la corruption politique et dans le pillage des dépenses publiques.

En définitive, une des grandes questions que le mouvement devra répondre dans les prochaines années est comment faire pour assurer que les conquêtes institutionnelles puissent permettre que l'ouverture démocratique soit effective et perdurable à toutes les échelles du gouvernement tout en encourageant une société politique vive, toujours chauffée par la discussion publique et l'intérêt des biens communs.

4. *Les biens communs.* Le 15M et les indignés grecs se voient comme des processus de réinvention de la passion politique et donc de la préoccupation et la discussion sur les biens communs. La démocratie, les services publics, la distribution de la richesse, sont toutes des questions relatives à ce qui est commun, à ce qui nous concerne tous et toutes. Mais les biens communs ne se réduisent pas uniquement à ce que nous comprenons normalement comme les «questions publiques». Historiquement, elles ont été un modèle important de propriété et de gestion des ressources productives.

Les biens communs ou communaux font référence effectivement à un régime de propriété et de gestion qui n'est ni publique ni privé, mais qui obéit à des formes de gestion et d'utilisation déterminées par une communauté concrète qui devient titulaire de la propriété de ces biens. Celle-ci régule les usages des ressources, sans que pour autant elle puisse nier à aucun de ses membres l'accès à ceux-ci. Les communaux ont probablement été la forme et gestion la plus testée dans l'histoire de l'humanité. La plupart des sociétés de paysans ont disposé d'une série de biens (jungles, forêts, bois, terres de labour, rivières, mer) sous le régime des communs. Dans certains cas les communaux étaient tellement importants qu'ils fournissaient les moyens principaux pour alimenter toute la communauté.

Entre autres ils servaient au moins pur mitiger des inégalités sociales tout en complétant les revenus et les ressources des secteurs les plus fragiles.

L'intérêt des communaux est double. D'un côté ils sont inaliénables, ils ne peuvent être transmis, parce qu'ils n'appartiennent proprement ni à l'État ni à aucun particulier, mais à la société dans son ensemble. D'un autre côté, les communaux dépendent directement de la communauté, c'est à dire que les ressources sont en mains de leurs usufruitiers permettant et d'une certaine manière, exigeant des formes de gestion directe et démocratique de celles-ci.

En termes historiques, le progrès du mode de production capitaliste et aussi celui de quelques formations économiques précédentes, telles que les oligarchies féodales, a été la destruction des communaux. La seule possibilité de formes de vie en marge du travail salarié, que permettent les communaux est contraire à la logique de l'accumulation et son exigence historique de disposer du plus grand nombre de bras «libres de toute entrave» et de terres «libres d'usages improductifs». C'est pourquoi une des formes historiques par lesquelles le système capitaliste a toujours résolu ses propres crises est venue de la main du «désamortissement» et de la privatisation des biens communs qui restaient encore.<sup>27</sup> D'une certaine manière, ce n'est pas très différent de ce qui se passe aujourd'hui avec l'attaque «néolibérale» sur les biens publics.

Effectivement, pendant les dernières décennies, les services publics élémentaires comme l'éducation ou les systèmes de santé qui composent les éléments principaux de ce que l'on appelle État providence, ont servi en tant que principaux biens communs des nations européennes. La titularisation de l'État sur les ressources, les modes technocratiques d'administration et le notable déficit démocratique dans sa gestion n'a pas empêché au moins pas complètement que ces services garantissent une certaine autonomie, même partielle, dans la reproduction sociale face aux logiques prédatrices du marché. Et c'est cette limite du marché ce qui est devenu l'objectif principal du néolibéralisme.

Comme on l'a déjà vu dans ce texte, la vague de désamortissement de ces années a touché presque tous les biens de la propriété publique indépendamment que ceux-ci puissent ou ne puissent pas être gérés d'une manière efficace par le biais des entreprises à but lucratif. Cependant, pour être justes, il faudrait reconnaître que le succès de cette nouvelle forme de violence contre la propriété publique n'est pas uniquement dû à un complot machiné dans le dos de la population –même si la lecture des documents de l'UE ne paraît pas dire le contraire. Au moins en partie, la critique libérale à la propriété publique montre bien l'arbitraire et l'autoritarisme que suppose la tutelle de l'État. Et ce bien que l'alternative proposée —la privatisation et les mécanismes du marché— n'ait servi que pour générer de nouveaux creneaux d'affaires pour les grandes multinationales de service. D'un autre côté, la propriété publique, spécialement lorsque le contrôle

---

<sup>27</sup> En fait, ce processus de privatisation, ne peut pas être considéré comme terminé. Même dans la vieille Europe, presque toutes les législations conservent des restes du vieux statut juridique des communaux. Il s'agit de biens nommés de domaine public, parmi lesquels se trouvent encore quelques bois, forêts, zones maritimes et biens immatériels, tels que la connaissance ou les œuvres intellectuelles si soixante-dix ans ont passé depuis la mort des auteurs.

démocratique de l'État est aussi faible et la corruption et la dégénération du système de partis sont si fortes, n'est pas garantie suffisante pour que les communautés puissent disposer de ressources qui lui sont propres par droit.

Dans ce sens, les formes de propriété et de gestion communales peuvent supposer un contreponds effectif à la privatisation. La simple acceptation que les services publics sont en réalité des biens communs, rend automatiquement l'État en un simple intermédiaire, susceptible d'être relevé de ses fonctions de gestion, remplacé par d'autres institutions plus fiables. Et ce qui est plus important, le retour à un nouveau système de propriété en régime de communaux pourrait devenir un levier institutionnel intéressant pour la démocratisation des services publics, et de tous les biens et ressources que la société considère indispensables pour sa propre reproduction, y compris une bonne partie des biens naturels maintenant sur une pente clairement négative, précisément pour la notable «efficacité» des formes d'exploitation privées.

Il s'agit d'un conflit qui se produit depuis quelques temps dans le domaine de ce que l'on appelle l'utilité publique de la connaissance et dans les aspects en rapport avec les droits d'auteur et la propriété intellectuelle. Comme vous le savez déjà, Internet et les nouvelles technologies ont permis des conditions d'accès à la connaissance et à la culture potentiellement universelles: il suffit ordinateur et d'une connexion internet. Les lois sur la propriété intellectuelle et industrielle constituent par contre, les formes modernes d'appropriation et de spoliation de ces communaux de la connaissance. La question est de savoir si ce conflit dans le domaine de la connaissance, qui a autant de transcendance pour le futur de nos sociétés, ne peut être d'une certaine manière semblable à ce qu'il arrive dans d'autres domaines tels que les biens naturels ou les services publiques.

5. *L'Europe*. L'Europe en tant que problème, comme personnification des institutions qui ont dirigé les coups de la crise contre les populations. Mais l'Europe aussi en tant que conflit, comme territoire privilégié des coups du mouvement. Par pure nécessité, le mouvement s'est vu forcé de devenir européen. Il ne s'agit pas seulement que sa contrepartie vienne de la main du supra gouvernement européen et des grandes corporations financières du continent, mais aussi et surtout que le mouvement ne peut être fort que s'il a une échelle européenne. Jamais le vieil refrain des limites de la «révolutions dans un seul pays» n'a été aussi vrai. Même pas si les expériences du 15-M ou des places grecques avaient assez de force pour imposer leur pouvoir de destitution jusqu'au point de bouleverser les alignements du gouvernement et des oligarchies de leurs respectifs pays, ou d'imposer un non-paiement unilatéral de la dette de leurs États, pourraient conquérir la viabilité d'un modèle social et économique alternatif. La punition des marchés financiers sur le pays indocile se déploierait en une escalade brutale qui commencerait avec la fuite massive de capitaux, puis viendrait la fermeture de tous les réseaux de financement de l'État et terminerait avec le retrait de l'euro et un fort *crash* économique. Seulement d'une manière convenable on peut opposer une force suffisante aux intérêts et aux privilèges des oligarchies financières.



Il faudrait aussi remarquer que même l'Europe, la même que dans les derniers siècles, se proclamant le centre du monde, aujourd'hui elle n'est qu'une région de plus sur la carte globale, concrètement la péninsule la plus occidentale du continent asiatique. Les puissances mondiales d'autrefois (la France, l'Angleterre et l'Allemagne) sont des petites provinces lorsqu'elles sont prises en considération séparément. Étant donné qu'au delà de la débandade et du collapsus leur seul destin possible est de travailler ensemble, en solidarité mutuelle et avec le sempiternel «autre» européen (les pays du Sud de la Méditerranée), la seule possibilité pour le mouvement est son extension et sa contamination à échelle continentale.

Le pari pour un partage effectif de la richesse financière, de taxer les revenus de capital de manière efficace doit se faire à échelle européenne. C'est pourquoi la démocratisation des institutions européennes doit commencer par prendre Bruxelles et retirer les puissants lobbys européens. De la même manière il faudrait créer des contrôles démocratiques sur les politiques économiques et spécialement sur la Banque centrale européenne. Il faudrait aussi convertir le Parlement et toutes les institutions européennes dans des organismes réellement démocratiques et créer des systèmes fiscaux et des budgets européens capables de servir comme des instruments efficaces pour la distribution de la richesse et du partage social.

En d'autres mots, le progrès d'une démocratie européenne, qui le soit réellement ne peut être viable que d'une position déclarée non-nationale. La réaction nationaliste à la crise et le recours au privilège du refuge national —spécialement pour les états les plus riches— est peut-être la pire et la plus dangereuse des alternatives au mouvement européen. Dans ce sens, les formations populistes, avec leurs machines de simplification de la complexité sociale en pôles simples («eux / nous») et de projection de malaises de haine envers l'Autre (fondamentalement l'étranger), bougent infiniment mieux. Dans le meilleur des cas un scénario du «sauve qui peut des nations européennes» ne peut donner lieu qu'à une compétence plus intense entre territoires, ce qui sans doute finira en un jeu de somme négative.

Le meilleur pari pour le mouvement est celui de revendiquer la démocratie européenne à partir d'un lien politique qui ne se fonde pas sur la nation. Un pari qui passera par penser l'Europe comme un corps politique qui n'a pas plus de fondement que la volonté de ceux qui le composent; que l'acte de décision collective essaye de mettre en marche le propre mouvement contre la crise. Ce corps politique ne pourrait pas non plus se constituer sur un européisme vague qui ne convint personne et encore moins sur une histoire et une culture commune qui paraît éclater en métropoles et en villes de plus en plus complexes et métisses. Sa consistance ne serait que politique et pour cette raison on devrait espérer une extension aussi bien vers l'Est comme vers le sud du continent sur la base d'avènement de formes démocratiques potentiellement globales.

Ces cinq points, comme beaucoup d'autres —ou les mêmes mais posés d'une manière différente— qui viennent en courant par le bouche à oreille dans les assemblées et les forums du mouvement, renvoient à des questions qui d'une manière ou d'une autre se sont posés tous les mouvements historiques pour la démocratie. Notre système politique, notre forme de gouvernement, fournissent-ils l'égalité des chances pour la décision et la participation de tous les sujets?

Évitent-ils mieux que d'autres la maîtrise arbitraire, la dépendance et la marginalisation politique? Et la corruption, les statuts de privilège et l'autoritarisme? Fournissent-ils les moyens pour la stimulation de l'intelligence collective appliquée sur les biens communs? Respectent-ils et favorisent-ils la voix des minorités, les opinions moins courantes et les solutions les plus dérangeantes?

Le système de partis des démocraties européennes, tout comme les régimes autoritaires et présidentialisés de l'Afrique du Nord —formellement démocratiques, ne l'oublions pas— semblent avoir mal répondu à ces questions, et pire encore, ils le font de pire en pire. Le nom «démocratie» et l'appellation au principe de représentation ne servent et ne doivent pas servir comme parapluie et justification pour tout. Les formes de démocratie occidentales ne sont pas les seules à avoir existé tout au long de l'histoire, et ne sont pas non plus les seules possibles. Des institutions aussi naturalisées que les «partis politiques» ou les «systèmes représentatifs» ne doivent même pas être centraux dans un système démocratique. Le mouvement le sait et a commencé à essayer d'autres moyens de discussion et de décision.

De la même manière, le mouvement européen s'est posé d'autres questions cruciales pour toute démocratie qui se prenne au sérieux: est-ce que notre système économique fournit des biens et des services en quantité et qualité suffisantes? Le fait-il dans des conditions d'accès potentiellement universel (et, donc, pour tous) tout en conservant et élargissant la richesse commune y compris les biens naturels et immatériels, comme la connaissance et le patrimoine culturel? Le capitalisme financier des trente dernières années, d'origine anglo-saxonne, mais bien traduit et assimilé par l'Union européenne a prouvé un échec retentissant lorsqu'il s'agit de répondre à ces questions. Aujourd'hui les salaires européens sont pareils à ceux d'il y a deux décennies, les inégalités sociales sont plus grandes, la qualité et l'accès aux prestations sociales ont souffert une détérioration considérable et l'équilibre écologique aussi bien régional que global n'a pas cessé de tomber dans une détérioration maintes fois irréversible. Les progrès relatifs que certains pays ont vécus dans cette matière pendant les années deux-mille se sont estompés pendant ces quatre années de crise. Comme on a essayé d'expliquer, l'insistance des recettes néolibérales condamne l'Union européenne à la stagnation, à un jeu de score zéro dans lequel les bénéfices financiers et des grandes corporations s'obtiendraient à partir d'une spoliation croissante du corps social et ce à une échelle encore plus grande et encore plus brutale que l'échelle actuelle.

Bien sûr, lorsqu'il s'agit de répondre avec des alternatives à cette question, il faudra faire face à un autre chantage: «soit vous acceptez ce qu'il y a, soit nous finirons tous dans le plus grand des désastres économiques», sempiternelle variation de l'épouvantail du socialisme totalitaire. Mais à vrai dire, penser aujourd'hui à un horizon post capitaliste —ou qui au moins se propage au-delà des formes les plus prédatrices et brutales de l'actuel capitalisme— ne veut pas dire revendiquer avec nostalgie le vieil État providence et encore moins les économies planifiées du socialisme réel: en fait, cela n'a peut-être jamais été le but. Penser cet horizon au-delà de ce qui existe actuellement passe par créer une autonomie qui donne de l'autonomie aux personnes, ne les subordonnant pas à l'exploitation

et à la dépendance. Il faudra entreprendre des réformes comptables qui modifieront les critères à l'usage dans la mesure de richesse, introduire des mesures qui comprennent la valeur sociale de ces activités fondamentales pour la vie et le bien-être commun, en même temps d'évaluer la forme précise de destruction de l'environnement et la détérioration des conditions de vie. Il faudra reconnaître l'énorme richesse existante et revendiquer son partage, pas seulement comme mesure de justice sociale, mais aussi d'efficacité économique. Il faudra en définitive penser et parier pour éviter le désastre de ce système économique: la crise financière, la crise sociale et le collapse écologique terrifiant en herbe. Et tout ceci à une échelle régionale au minimum (c'est à dire, ici, l'Europe), sinon globale.